NATIONS UNIES **EP** 



Programme des Nations Unies pour l'environnement Distr. Générale

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44/Corr.2 12 mars 2001

FRANÇAIS

**ORIGINAL: ANGLAIS** 

COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL Trente-deuxième réunion Ouagadougou, 6 au 8 décembre 2000

#### Rectificatif

#### RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Annexe VIII : Liste des projets et des activités approuvés aux fins de financement

Page 8:
INDE
AGENT DE TRANSFORMATION
Procédé de transformation

	Montants approuvés (\$US)			
	Projet	Appui	Total	CE. (\$US/kg)
Remplacez les chiffres indiqués comme suit :				
Remplacement du tétrachlorure de carbone (TTC) par le trichlorométhane comme solvant de procédé à M/S Alpha Drugs India Ltd., Patiala		15 453	161 3219	2,09
Remplacement du tétrachlorure de carbone (TTC) par le dichlorure d'éthylène comme solvant de procédé à Svis Labs Ltd., Ranipet	249 547	25 352	274 899	4,61

**Total pour l'Inde** 3 686 899 423 586 4 110 395

Page 17:

Montants approuvés (\$US) Projet Appui Total

 $\underline{Remplacez} \ les \ chiffres \ indiqués \ comme$ 

suit:

**TOTAL GÉNÉRAL** 45 607 742 5 505 675 51 113 417

Page 18:

Montants approuvés (\$US)
Projet Appui Total

Sommaire

PROJET D'INVESTISSEMENT

Remplacez les chiffres indiqués comme

suit:

Agent de transformation 944 355 112 167 1 056 522 TOTAL: 35 823 935 4 242 405 40 066 340

#### Sommaire par Partie et agence d'exécution

Remplacez les chiffres indiqués comme suit :

ONUDI 15 773 275 1 819 707 17 592 982 TOTAL GÉNÉRAL 45 607 742 5 505 675 51 113 417

NATIONS UNIES **EP** 



## Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
RESTREINTE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44/Corr.1 Le 22 janvier 2001

FRANÇAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL Trente-deuxième réunion Ouagadougou, 6-8 décembre 2000

#### Rectificatif

#### RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIEME RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

## Point 4 de l'ordre du jour : Rapport du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances

Section l) Mise en œuvre du programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'an 2000 (page 16), alinéa ii) Formats révisés pour les rapports finals et les demandes de prolongation concernant le renforcement des institutions : suivi de la décision 31/6, <u>remplacez</u> la décision 31/6.

#### Point 5 de l'ordre du jour : Rapport du Sous-comité sur l'examen des projets

Amendements au programme de travail du PNUD pour l'an 2000 : <u>remplacez</u> le paragraphe République islamique d'Iran (page 27) <u>par</u> le nouveau paragraphe suivant.

#### République islamique d'Iran

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la République islamique d'Iran. Le Comité exécutif prend note avec appréciation du fait que la République islamique d'Iran a rapporté au Secrétariat de l'ozone une consommation de CFC pour l'année 1999 de 4 % de moins que le niveau de référence de 1995-1997. Dans son document, la République islamique d'Iran fait état d'un certain nombre de projets qu'elle a entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions, dont la préparation d'un projet de règlement sur les SAO, qui est à l'étude, la tenue de plusieurs activités de sensibilisation du public et la surveillance et la

coordination de projets d'investissements. Au cours des deux prochaines années, la République islamique d'Iran compte concentrer ses efforts à mettre en œuvre une politique d'octroi de licences pour l'importation et l'exportation, à promulguer une loi visant à restreindre ou à interdire l'importation d'équipements utilisant des SAO, à lancer des sondages dans les PME, à cerner de nouveaux projets et à former des techniciens aux bonnes pratiques. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, la République islamique d'Iran aura achevé la mise en œuvre de ces initiatives et d'autres projets qui sont essentiels pour assurer la réduction de sa consommation à des niveaux lui permettant de respecter les échéances de conformité du Protocole de Montréal.

#### Annexe VIII: Liste des projets et des activités approuvés aux fins de financement

<u>Remplacez</u> les chiffres de la section « Agents de transformation » à la page 8 pour l'Inde, comme suit :

	Montants approuvés (\$US)			
	Projet	Coûts d'appui	Total	CE. (\$US/kg)
Reconversion de la technologie à base de tétrachlorure de carbone utilisé comme solvant de transformation à une technologie à base de dichlorure d'éthylène à Doctors Organic Chemicals Ltd., Tanuku	288 809	37 545	326 354	2,89
Total pour l'Inde	3 686 629	438 538	4 125 167	

Ajoutez le projet suivant à la page 16 pour le pays : régions d'Afrique (Décision 32/43):

	<b>Montants approuvés (\$US)</b>			
	Projet	Coûts	Total	<b>CE.</b>
	d'appui (\$U			(\$US/kg)
Harmonisation des mécanismes législatifs et de réglementation afin d'améliorer la surveillance et le contrôle de la consommation de SAO dans les pays africains francophones	151 500	19 695	171 195	

Remplacez les chiffres de la page 17 comme suit :

		Montants approuvés (\$US)			
	Tonnes	Projet	Coûts	Total	
	PAO		d'appui		
Total - mondial		2 112 400	274 612	2 387 012	
GRAND TOTAL	7 555.1	45 607 562	5 520 627	51 128 189	

Remplacez les chiffres de la page 18, section « Sommaire », comme suit :

		Montants approuvés (\$US)			
	Tonnes	Projet	Coûts	Total	
	PAO	•	d'appui		
PROJETS D'INVESTISSEMENT			• •		
Agent de transformation	246,4	944 175	127 119	1 071 294	
TOTAL:	6 858,9	35 823 755	4 257 357	40 081 112	
AMENDEMENTS AU PROGRAMM	ME				
DE TRAVAIL					
Plusieurs		5 842 650	759 545	6 602 195	
TOTAL		7 048 520	916 308	7 964 828	
Sommaire pa	ar Partie et par ag	ence d'exécutio	n		
PNUE		5 004 673	650 607	5 655 280	
ONUDI	2 049,9	15 773 095	1 834 659	17 607 754	
GRAND TOTAL	7 555,1	45 607 562	5 520 627	51 128 189	



## Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr. GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 8 décembre 2000

FRANÇAIS ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL Trente-deuxième réunion Ouagadougou, 6-8 décembre 2000

#### RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIEME RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

#### Introduction

- 1. La trente-deuxième réunion du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est tenue au Centre de conférences Ouaga 2000 à Ouagadougou, Burkina Faso, du 6 au 8 décembre 2000. Elle fut précédée par la vingt-et-unième réunion du Sous-comité sur l'examen des projets, du 4 au 7 décembre 2000 et par la douzième réunion du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances, qui se sont tenues conjointement dans le même lieu, du 4 à 6 décembre 2000, ainsi que par une rencontre informelle de planification stratégique du Fonds multilatéral qui s'est déroulée également dans le même lieu, les 2 et 3 décembre 2000.
- 2. Conformément à la décision XI/9 de la onzième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, des représentants des pays suivants, membres du Comité exécutif, ont assisté à la réunion:
  - a) Parties non-visées au paragraphe 1 de l'Article 5 du Protocole: Allemagne (vice-président), Australie, États-Unis d'Amérique, Japon, Pays-Bas et Suède;
  - b) Parties visées au paragraphe 1 de l'Article 5 du Protocole: Bahamas, Brésil, Chine, Inde (président), Ouganda, République dominicaine et Tunisie.

3. Conformément aux décisions prises par le Comité exécutif, à ses deuxième et huitième réunions, des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), au double titre d'agence d'exécution et de Trésorier du Fonds, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Banque mondiale ont assisté à la réunion en qualité d'observateurs.

€\$

- 4. Le président du Bureau de la onzième Réunion des Parties au Protocole de Montréal et le représentant du Secrétariat de l'Ozone étaient également présents.
- 5. Un représentant de l'Alliance pour une politique atmosphérique responsable, une organisation non gouvernementale, a aussi participé à la réunion.

## POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR: OUVERTURE DE LA RÉUNION

6. M. P. V. Jayakrishnan (Inde) a ouvert la réunion le mercredi 6 décembre 2000, à 10h00 et, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a remercié le gouvernement hôte pour l'organisation de la réunion et rendu hommage aux réalisations de son prédécesseur, M. Vishwanath Anand de l'Inde. Après avoir présenté les différents sujets à examiner par le Comité, il a exprimé sa confiance de pouvoir compter sur la collaboration de tous pour assurer la réussite de cette réunion.

### POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: QUESTIONS D'ORGANISATION

- (a) Adoption de l'ordre du jour
- 7. Sur la base de l'ordre du jour provisoire inclus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/1, le Comité exécutif a adopté l'ordre du jour suivant :
  - 1. Ouverture de la réunion.
  - 2. Questions d'organisation :
    - a) Adoption de l'ordre du jour ;
    - b) Organisation des travaux.
  - 3. Activités du Secrétariat.
  - 4. Rapport de la douzième réunion du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances sur les questions ci-après :

- a) L'état des contributions et des décaissements;
- b) Rapport de situation sur la mise en œuvre du mécanisme de taux de change fixe (Décision XI/6, paragraphe 6);
- c) Projets achevés avec soldes;
- d) Retards dans la mise en œuvre des projets;
- e) Clôture des comptes de préparation de projets: suivi de la décision 31/4 (f);
- f) Rapport de situation supplémentaire sur la mise en œuvre de projets demandé aux décisions 31/6 (c) et 31/7 (e) et (f):
  - i) PNUD
  - ii) PNUE
- g) Rapport sur l'état de mise en œuvre des plans d'activités de 1999: suite donnée à la décision 31/11;
- h) Plan d'activités global du Fonds multilatéral pour l'année 2001;
- i) Projets de plans d'activités pour l'année 2001 :
  - i) Agences bilatérales;
  - ii) PNUD;
  - iii) PNUE;
  - iv) ONUDI;
  - v) Banque mondiale.
- j) Budget proposé du Fonds multilatéral pour l'année 2001;
- k) Principes généraux pour les accords entre les gouvernements et les agences d'exécution relatifs aux projets nouveaux ou renouvelés de renforcement des institutions (Décision 30/7 (c));
- l) Mise en œuvre du programme de travail sur la surveillance et l'évaluation pour l'année 2000 :

- i) Étude théorique sur les projets de récupération et de recyclage : suite donnée à la décision 31/15;
- ii) Projet de forme de présentation des rapports d'achèvement et des demandes de prolongation des projets de renforcement des institutions : suite donnée à la décision 31/16;
- iii) Rapport global sur l'achèvement des projets ;
- iv) Rapport sur l'évaluation des projets de formation: suite donnée à la décision 31/17;
- v) Rapport de situation sur l'évaluation des projets sur les mousses ;
- vi) Étude théorique sur l'évaluation des projets sur les solvants.
- m) Projet de programme de travail sur la surveillance et l'évaluation pour l'année 2001.
- 5. Rapport de la vingt-et-unième réunion du Sous-comité sur l'examen des projets sur les questions ci-après :
  - (a) Aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets ;
  - (b) Coopération bilatérale;
  - (c) Amendements des programmes de travail pour l'an 2000;
  - (d) Programme de travail du PNUE pour 2001;
  - (e) Avances sur les programme de travail du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale pou r 2001;
  - (f) Projets d'investissement;
  - (g) Projets de lignes directrices pour la préparation de comptes rendus sur les programmes de pays ;
  - (h) Projet d'accord sur la stratégie d'élimination dans le secteur du tabac de la Chine: suite donnée à la décision 30/54;
  - (i) Projet de lignes directrices et forme de présentation standard de la vérification de l'élimination de la production de SAO.
- 6. Programmes de pays.
- 7. Planification stratégique et projet de plan d'activités triennal du Fonds multilatéral.
- 8. Rapport du Sous-groupe du Comité exécutif sur le secteur de la production.
- 9. Lignes directrices révisées pour les projets sur le bromure de méthyle.
- 10. Rapport de situation sur l'étude des solutions pour le remplacement du CFC dans les mousses rigides.
- 11. Projet de rapport du Comité exécutif à la douzième Réunion des Parties.

- 12. Questions diverses.
- 13. Adoption du rapport.
- 14. Clôture de la réunion.
- 8. Le Comité exécutif a convenu d'inclure la question des prêts à des conditions de faveur au point 12 mais sans entrer dans le cœur du sujet.
- b) Organisation des travaux
- 9. Le Comité exécutif a décidé de suivre sa procédure habituelle.

#### POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR: ACTIVITES DU SECRÉTARIAT

- 10. Le Chef du Secrétariat a présenté le rapport sur les diverses activités entreprises par le Secrétariat depuis la trente-et-unième réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/2). Au nom du Secrétariat, il a souhaité remercier tout particulièrement M. Victor Yameogo de ses efforts incessants pour contribuer à organiser les réunions du Comité exécutif.
- 11. Le Comité exécutif a décidé:
  - a) d'exprimer son appréciation pour le travail accompli par le Secrétariat dans la préparation d'une documentation complète à l'intention des Parties et pour ses efforts dans l'organisation de la trente-deuxième réunion;
  - b) que le Président, le Vice-président et le Secrétaire devraient examiner les possibilités de participer aux réunions régionales des ministres de l'environnement, se prévaloir à l'avenir de telles possibilités et préparer un rapport détaillé sur leur future participation à ces réunions, rapport qui seraif distribué par le Secrétariat.

(Décision 32/1)

# POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DE LA DOUZIÈME RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE LA SURVEILLANCE, DE L'ÉVALUATION ET DES FINANCES

12. Le représentant des Bahamas, Président du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (composé de l'Australie, des Bahamas, de la Chine, de l'Ouganda, des Pays-Bas, de la République dominicaine et de la Suède) a présenté le rapport du Sous-comité à sa douzième réunion, tenue à Ouagadougou, les 4, 5 et 6 décembre 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3) qui contient les recommandations du Comité sur les questions suivantes :

# a) et b) État des contributions et des décaissements et rapport de situation sur la mise en œuvre du mécanisme de taux de change fixe (décision XI/6, paragraphe 6)

- 13. Ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 7) relative à l'état des contributions et décaissements (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/4) et le rapport de situation sur la mise en œuvre du mécanisme de taux de change fixe entre janvier et octobre 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/5), présentés par le Trésorier, le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note de l'état des contributions et décaissements qui figure à l'annexe I du présent rapport ;
  - b) de prendre note avec satisfaction du rapport du Trésorier sur la mise en œuvre du mécanisme de taux de change fixe (décision XI/6, paragraphe 6);
  - c) de prier les Parties habilitées à utiliser le mécanisme de taux de change fixe d'informer le Trésorier, avant la trente-troisième Réunion du Comité exécutif, de leur intention d'y recourir;
  - d) de demander au Trésorier de soumettre à chaque réunion, en 2001, du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances, aux fins d'information, des rapports à jour sur le mécanisme de taux de change fixe en ayant présent à l'esprit que la Réunion des Parties a l'intention de procéder à une évaluation du mécanisme avant la fin de 2001;
  - e) prenant note des dispositions contenues dans le paragraphe 7 de la décision XI/6, de demander aux Parties qui n'ont pas été en mesure de verser de contribution avant le 1er juin 2000 de notifier le Trésorier de leur calendrier de paiement proposé pour la période triennale en cours avant la trente-troisième Réunion du Comité exécutif.

(Décision 32/2)

#### c) Projets achevés avec soldes

- 14. Ayant pris note du rapport sur les projets achevés avec soldes (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/6) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 9), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note de la restitution, à la trente-deuxième réunion, de 2 977 982 \$ US par le PNUD, 46 400 \$ US par le PNUE, 330 901 \$ US par l'ONUDI et 994 997\$ US par la Banque mondiale;
  - b) de prendre note que l'ONUDI et le PNUD prévoient de restituer au Fonds les soldes de projets achevés à la trente-troisième Réunion du Comité exécutif;

- c) que les soldes des projets renouvelables achevés doivent être restitués au Fonds pour une nouvelle affectation;
- d) de prier le Secrétariat et le PNUD de résoudre, avant la trente-troisième Réunion du Comité exécutif, le problème de différence de 77 315\$ US qui se trouve dans le rapport soumis par le PNUD sur les projets achevés avec soldes.

(Décision 32/3)

### d) Retards dans la mise en œuvre des projets

- 15. Ayant pris note du rapport sur les retards dans la mise en œuvre des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/7) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 11), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note, avec satisfaction, du rapport d'annulation du gouvernement de l'Australie et de décider que des rapports d'annulation doivent être soumis pour tous les projets qui ont fait l'objet de décaissements;
  - b) de prendre note, avec satisfaction, des rapports des gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique et de la France et des quatre agences d'exécution sur les projets dont la mise en œuvre accuse un retard;
  - de prendre note de l'annulation, par accord mutuel, des projets suivants, ainsi que du montant et du délai prévu pour la restitution des soldes de ces projets spécifiés ci-après :
    - De Bao Refrigeration Equipment project, Chine (CPR/REF/23/INV/233) (PNUD) qui a été annulé en raison de la dissolution de l'entreprise. Le gouvernement tente de reprendre possession de l'équipement de fabrication de mousse et de réfrigération qui n'a pas encore été installé. Le solde (dont le montant n'a pas encore été déterminé) sera restitué à la trente-quatrième Réunion;
    - ii) Helwan component of the umbrella foam project, Égypte (EGY/FOA/15/INV/36) (PNUD) qui a été annulé parce qu'il s'agissait d'un établissement militaire auquel les experts du PNUD/UNOPS n'avaient pas accès et dont ils ne pouvaient déterminer, par conséquent, l'état de mise en œuvre. Le solde des fonds du projet parapluie ne sera restitué que lorsque le projet parapluie sera achevé;
    - iii) Elimination of CFC-11 and CFC-12 in the manufacture of domestic refrigerators at Andina Industrial S.A., Pérou (PER/REF/15/INV/04) (PNUD) qui a été annulé parce que l'entreprise a cessé sa production en raison de difficultés économiques. L'accord du gouvernement n'ayant été

- obtenu que le 9 novembre 2000, le solde (dont le montant n'a pas encore été déterminé) sera restitué à la trente-quatrième Réunion;
- iv) Radio Victoria Catamarca, S.A. refrigeration project, Argentine (ARG/REF/22/INV/58) (ONUDI), qui a été annulé en raison de la fermeture de l'usine et dont le solde sera restitué à la trente-troisième Réunion;
- v) Phasing out CFC-11 at Go-Ya Sungar Ltd. Sti., Turquie (TUR/FOA/23/INV/31) (ONUDI) qui a été annulé en raison d'un tremblement de terre qui a affecté l'emplacement de l'entreprise et dont le solde sera restitué à la trente-troisième Réunion;
- d) de prendre note que la Banque mondiale fera rapport, à la trente-troisième Réunion, sur le projet Zhenjiang No. 5 Plastic Factory foam project, Chine (CPR/FOA/17/INV/138);
- e) ayant noté que l'ONUDI a proposé d'annuler les projets suivants en invoquant le motif que les bénéficiaires n'ont pas rempli leurs engagements, de demander à l'ONUDI, de concert avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, d'obtenir l'avis des deux gouvernements, d'envoyer des missions dans les deux pays et de communiquer les résultats au Comité exécutif à sa trente-troisième Réunion:
  - i) Phasing out of CFCs at Industria de Aplicaçãoes Technico-Domesticas Limitada (MOZ/REF/18/INV/04), Mozambique;
  - ii) Phasing out of CFCs at Tanzania Domestic Appliance Manufacturers Ltd. (URT/REF/18/INV/06), Tanzanie;
- f) de retirer de la liste des projets dont la mise en œuvre accuse un retard les projets énumérés à l'annexe II;
- de continuer de surveiller étroitement les projets énumérés à l'annexe III en ne les excluant pas de l'obligation de rapport au titre des projets dont la mise en œuvre accuse un retard, en prenant note que le PNUE fera rapport à la prochaine réunion du Sous-comité sur les projets qui auront pu être retirés de la liste des projets à surveiller;
- h) que les projets qui ont enregistré des progrès et dont il est recommandé de poursuivre la surveillance devraient comprendre :
  - i) les projets de renforcement des institutions qui n'ont pas progressé d'une étape à l'autre, qui n'ont pas rattrapé clairement leur retard ou qui présentent des retards de mise en œuvre supplémentaires;
  - ii) les autres projets approuvés dans les trois dernières années, qui n'ont pas progressé d'une étape à l'autre, qui n'ont pas rattrapé clairement leur retard ou qui présentent des retards de mise en œuvre supplémentaires et qui, bien que des mesures additionnelles aient été prises par l'agence, le

gouvernement ou le bénéficiaire, présentent encore des retards de mise en œuvre ;

- i) que les projets dont l'annulation doit être envisagée conformément aux lignes directrices du Comité exécutif sur l'annulation des projets (décision 26/2) devraient comprendre :
  - i) les projets qui n'ont enregistré aucun progrès ;
  - les projets approuvés plus de trois ans auparavant, qui n'ont pas progressé d'une étape à l'autre, dont le retard n'a pas été clairement rattrapé ou qui ont enregistré un retard supplémentaire et qui, malgré les mesures additionnelles prises par l'agence, le gouvernement ou le bénéficiaire présentent encore un retard dans leur mise en œuvre;
- j) de demander au Secrétariat d'envoyer des notices concernant l'annulation éventuelle des projets suivants:
  - i) Training programme in Morocco (MOR/REF/23/TRA/18) (France);
  - ii) Continuation of conversion to CFC-free technology in manufacturing of flexible polyurethane foam at Vita-Centrafrique, République centrafricaine (CAF/FOA/19/INV/04) (PNUD);
  - iii) Implementation of a national programme for recovery and recycling of refrigerants, République centrafricaine (CAF/REF/20/TAS/05) (PNUD);
  - iv) Implementation of a national programme for recovery and recycling of refrigerant, Tanzanie (URT/REF/22/TAS/08) (PNUD);
  - v) Information exchange programme, Philippines (PHI/SEV/11/TAS/23) (PNUE);
  - vi) Phasing out CFC-11 at La Mousse du Sud flexible polyurethane foam plant, Algérie (ALG/FOA/23/INV/25) (ONUDI);
  - vii) Phase out of CFC-11 in the manufacture of flexible polyurethane foam through the use of methylene chloride technology at Ets Matelas Djurdjura, Algérie (ALG/FOA/25/INV/27) (ONUDI);
  - viii) Phasing out of CFC-11 by conversion to methylene chloride in the manufacture of flexible polyurethane foam at Matelas Atlas (Sam Atlas), Algérie (ALG/FOA/27/INV/33) (ONUDI);
  - ix) Phasing out of CFC-11 by conversion to methylene chloride in the manufacture of flexible polyurethane foam at King's Matelas, Algérie (ALG/FOA/27/INV/34) (ONUDI);
  - x) Phasing out CFC-11 at Scimpos, Cameroun (CMR/FOA/23/INV/10) (ONUDI);
  - xi) Phasing out CFC-11 at Sonopol, Cameroun (CMR/FOA/23/INV/11) (ONUDI);

- xii) Phasing out ODS at Guyana Refrigerator Ltd., Guyana (GRL) (GUY/REF/23/INV/05) (ONUDI);
- xiii) Phasing out of CFCs at Industria de Aplicaçãoes Technico-Domesticas Limitada (Indatec) (MOZ/REF/18/INV/04), Mozambique;
- xiv) Phasing out CFC-11 at Sud Inter Mousse flexible polyurethane foam plant, Tunisie (TUN/FOA/23/INV/23) (ONUDI).

(Décision 32/4)

### e) Clôture des comptes de préparation de projets : suivi de la décision 31/4 f)

- 16. Ayant pris note du projet de directives pour la clôture des comptes de préparation de projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/8) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 13), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'adopter les directives suivantes:
  - a) les activités de préparation de projets approuvées à la première ou à la deuxième réunion du Comité exécutif au cours d'une année donnée doivent être achevées dans un délai de 12 mois et financièrement achevées (clôturées) avant le 31 décembre de la première année qui suit l'approbation, au plus tard, pour qu'il y ait suffisamment de temps pour clôturer les comptes et paiements de toutes les obligations restantes (par exemple, un projet approuvé en juillet 2000 devrait être achevé en août 2001 au plus tard et achevé financièrement au 31 décembre 2001);
  - les activités de préparation de projets approuvées à la dernière réunion du Comité exécutif d'une année donnée doivent être financièrement complétés (clôturées) le 31 décembre au plus tard de la deuxième année qui suit l'approbation (par exemple, un projet approuvé en novembre 2000 devrait être achevé en décembre 2001 au plus tard et achevé financièrement en décembre 2002);
  - c) les activités de préparation de projets dont la durée dépasse 12 mois doivent faire l'objet d'une explication sur les raisons de cette plus longue durée;
  - d) il convient de reconnaître que, dans certains cas, par exemple pour la préparation de projets parapluie, de plans sectoriels, de PGF et de projets d'élimination finale, la préparation de projet pourrait prendre plus de temps.

(Décision 32/5)

- f) Rapport de situation supplémentaire sur la mise en œuvre de projets demandé dans les décisions 31/6 c) et 31/7 e) et f)
- 17. Ayant pris note du résumé des rapports de situation supplémentaires demandés au PNUD et au PNUE pour les projets désignés dans les décisions 31/6 et 31/7, respectivement

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/9) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 13), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de prendre note des rapports de situation supplémentaires fournis par le PNUD et le Pune.

(Décision 32/6)

## g) Rapport sur l'état de mise en œuvre des plans d'activités de 1999 : suite donnée à la décision 31/11

- 18. Ayant pris note du rapport sur l'état de mise en œuvre des plans d'activités de 1999 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/10) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 17), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de maintenir l'ensemble actuel d'indicateurs d'efficacité tout en demandant au Secrétariat, en coopération avec les agences d'exécution et les pays visés à l'article 5, de commencer à examiner et formuler de nouveaux indicateurs compatibles avec les efforts déployés par le Comité exécutif pour élaborer un plan stratégique qui tienne compte d'une approche pilotée par les pays, et de soumettre un rapport au Comité exécutif lors d'une réunion ultérieure;
  - b) de prier le Chef du Secrétariat d'écrire à tous les gouvernements des pays visés à l'article 5 pour leur communiquer les résultats des évaluations des plans d'activités des agences d'exécution en soulignant l'importance critique des choix nationaux concernant les agences d'exécution du point de vue de leur capacité de satisfaire immédiatement les mesures de contrôle initiales et de faire parvenir copie de la lettre aux chefs des secrétariats des agences d'exécution afin qu'ils puissent mieux comparer l'efficacité de leur agence avec celle des autres agences.

(Décision 32/7)

#### h) Projet de plan d'activités global du fonds multilatéral pour 2001

- 19. Ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 19), le Comité exécutif a décidé :
  - a) de prendre note du Projet de plan d'activités global du Fonds multilatéral pour 2001(UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/11);
  - b) de déterminer le bien-fondé des mécanismes garantissant le financement, en 2001, du respect, par les pays visés à l'article 5, des mesures de contrôle initiales du Protocole de Montréal et d'établir les critères régissant ces mécanismes, s'il y a lieu.

(Décision 32/8)

#### i) Projet de plans d'activités pour 2001 pour :

- i) Les agences bilatérales
- 20. Ayant pris note d'un document portant sur les projets de plans d'activités pour la coopération bilatérale pour 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/12) et ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 21), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note, avec satisfaction, des projets de plans d'activités pour la coopération bilatérale communiqués par : l'Allemagne, le Canada et le Japon ainsi que des lettres envoyées par l'Australie et le Royaume-Uni;
  - b) de demander à toutes les Parties qui prévoient de soumettre des demandes de coopération bilatérale de remettre leur plan d'activités final à la trente-troisième réunion.

(Décision 32/9)

- ii) PNUD
- 21. Ayant examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 23), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note du projet de plan d'activités du PNUD pour 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/13);
  - de demander au PNUD de respecter la décision 31/48 pour les pays qui demandent une augmentation de 50 pour cent du niveau actuel de financement de leur PGF. Les demandes de financement devraient être accompagnées d'un justificatif concernant les activités additionnelles proposées, basé sur l'évaluation complète décrite dans la décision 31/48, section A et expliquant clairement comment ce financement garantira le respect du programme d'élimination établi par le Protocole de Montréal jusqu'en janvier 2007;
  - c) de demander au PNUD de soumettre, à la trente-troisième Réunion, un plan d'activités final tenant compte des modifications requises.

(Décision 32/10)

#### iii) PNUE

- 22. Après avoir pris note du projet de plan d'activités du PNUE pour l'année 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/14) et examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, par. 25), le Comité exécutif a décidé de demander au PNUE:
  - a) de s'assurer, après avoir tenu compte des activités qui ne portent pas sur des investissements planifiées par les autres agences d'exécution, que l'ajout de ses activités prévues pour 2001 ne dépasse pas l'affectation de ressources pour les projets qui ne portent pas sur des investissements;
  - b) de retirer le projet «Manuel de conversion pour les PME » (180 000 \$US) de son plan d'activités et de s'assurer que « l'Étude proposée sur l'élaboration d'une stratégie d'élimination des ODS pour les PME » examine et fournisse des renseignements sur la manière dont les différents pays ont éliminé les ODS dans les PME des divers secteurs, soulignant l'importance d'éviter toute duplication de son projet en cours, « Modules de formation sur la gestion de l'élimination des ODS dans les PME »;
  - c) de rationaliser ses propositions d'« Ateliers régionaux d'observance » et de « Mécanismes harmonisés, législatifs et réglementaires, d'importation sous-régionale d'ODS », en tenant compte de la capacité d'aborder ces enjeux à travers les projets en place de réseautage régional et de renforcement des institutions;
  - d'inclure la Communauté économique des états de l'Afrique occidentale (ECOWAS) sur la liste des organisations commerciales interrégionales qu'il a l'intention d'utiliser pour mener ses projets subrégionaux destinés à améliorer la surveillance et le contrôle de la consommation d'ODS dans le plan d'activités 2001;
  - e) de s'assurer que les activités sur le bromure de méthyle dans les pays qui n'ont pas signé l'Amendement de Copenhague s'appliquent uniquement aux projets ne portant pas sur des investissements;
  - d'étendre l'ensemble des services des réseaux régionaux africains existants à tous les pays africains lusophones;
  - g) de coordonner ses activités avec les autres agences d'exécution présentes au Yémen, en tenant compte du fait que le plan de gestion de la réfrigération devrait contenir une stratégie complète pour l'entretien dans ce secteur, afin d'éviter tout chevauchement;
  - h) de déposer un plan d'activités final tenant compte des modifications requises, lors de la trente-troisième réunion.

(Décision 32/11)

#### iv) ONUDI

- 23. Après avoir examiné la recommandation du Sous-Comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, par. 27), le Comité Exécutif a décidé :
  - a) de prendre note du projet de plan d'activités de l'ONUDI (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/15);
  - b) de demander à l'ONUDI d'envisager la nécessité d'aider la Yougoslavie à appliquer un gel de la consommation des halons qui pour l'instant ne s'avère guère probable;
  - c) de demander à l'ONUDI de déposer un plan d'activités final tenant compte des modifications requises, lors de la trente-troisième réunion.

(Décision 32/12)

- v) Banque mondiale
- 24. Après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, par. 29), le Comité exécutif a décidé :
  - a) de prendre note du projet de plan d'activités de la Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/16);
  - b) de demander à la Banque mondiale d'envisager la possibilité d'aider les pays qui n'affichent pas des chances élevées de parvenir au gel sur les halons;
  - de prendre note, au sujet du plan national proposé pour l'élimination des CFC aux Philippines, qu'un projet bilatéral suédois approuvé à la vingt-neuvième réunion du Comité exécutif couvre la stratégie d'élimination pour le volet entretien du secteur de la réfrigération, le secteur restant le plus important, et que les résultats de ces deux projets, une fois approuvés par le Gouvernement, devront être présentés conjointement au Comité exécutif par les deux agences;
  - d) de demander à la Banque mondiale de déposer un plan d'activités final tenant compte des modifications requises, lors de la trente-troisième réunion.

(Décision 32/13)

#### j) Proposition de budget pour le Secrétariat du Fonds en 2001

25. Après avoir pris note du budget du Secrétariat du Fonds pour l'année 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/17) et examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, par. 31), le Comité

exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le budget proposé pour le Secrétariat tel qu'il figure à l'Annexe IV du présent rapport.

(Décision 32/14)

- k) Principes généraux pour les accords entre les gouvernements et les agences d'exécution relatifs aux projets nouveaux ou renouvelés de renforcement des institutions (décision 30/7(c))
- 26. Après avoir pris note du rapport sur la mise en œuvre du paragraphe c) de la Décision 30/7 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/18) et examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 33), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de demander au PNUE et à l'ONUDI de déplacer les éléments suivants du paragraphe (b) de la Décision 30/7 de la section 3.3, « Hypothèses », du modèle d'accord révisé à la section 6.4.1, « Conditions générales », selon la proposition actuelle:
    - i) le Centre national de l'Ozone se voit confier un mandat clair et la responsabilité de mener le travail quotidien afin de préparer, coordonner et, le cas échéant, mettre en œuvre les activités du Gouvernement requises pour remplir ses engagements aux termes du Protocole de Montréal; cette fonction requiert aussi accès aux décideurs et aux agences d'application de la loi;
    - ii) la position, les compétences, la continuité des dirigeants, les ressources et les voies hiérarchiques au sein de l'autorité responsable des dossiers de l'Ozone devront permettre au Centre national de l'Ozone d'accomplir sa tâche de manière satisfaisante;
    - un haut fonctionnaire désigné ou un poste au sein de l'autorité se voit confier la pleine responsabilité de superviser le travail du Centre national de l'Ozone et de s'assurer que les mesures adéquates sont prises pour remplir les engagements aux termes du Protocole;
    - iv) le Centre national de l'Ozone doit préparer des plans de travail annuels qui seront intégrés aux processus internes de planification des autorités;
  - b) de demander à la Banque mondiale de réviser la lettre d'amendement proposée afin d'assurer la cohérence avec la Décision 30/7;
  - c) de demander au PNUD, lorsqu'il intègre le paragraphe (b) de la Décision 30/7 dans une section distincte de chaque entente, intitulée « Considérations spéciales », d'insérer la phrase générale suivante: « Le [gouvernement/ministère] et le PNUD s'engagent à coopérer pour assurer: »;

d) de demander au Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances de revoir la question à sa prochaine réunion, à la lumière des commentaires des agences d'exécution sur les aspects légaux des changements proposés.

(Décision 32/15)

## l) Mise en œuvre du programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000

- i) Étude théorique des projets de récupération et de recyclage: suivi de la Décision 31/15
- 27. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 36), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de demander à l'Administrateur principal chargé de la surveillance et de l'évaluation de réviser les objectifs de cet exercice d'évaluation afin de l'améliorer et d'alléger le fardeau des répondants. Ceci n'implique pas que les mêmes procédures s'appliqueront à tous les projets de récupération et de recyclage.

(Décision 32/16)

- ii) Formats révisés pour les rapports finals et les demandes de prolongation concernant le renforcement des institutions: suivi de la Décision 31/6
- 28. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 38), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les formats révisés des rapports finals et des demandes de prolongation concernant le renforcement des institutions, avec les modifications suivantes:
  - exiger les signatures de ceux qui préparent et déposent les rapports dans les deux formats;
  - b) décrire, dans les deux formats, comment le plan d'action du projet de renforcement des institutions a été intégré au processus de planification des autorités nationales, notamment au programme de pays;
  - c) inclure la question suivante dans les deux formats:

« Décrire le rôle et la position du CNO au sein de l'administration nationale, le type de supervision de son travail et son accès aux décideurs majeurs. Indiquer le nom et la fonction du représentant gouvernemental qui a la responsabilité générale de superviser le travail du CNO et de s'assurer que les mesures prises permettront la réalisation des engagements définis par le Protocole et mentionner la collaboration avec les comités directeurs, groupes consultatifs ou autres instances interministérielles ainsi que les entités gouvernementales responsables des permis d'importation/ exportation et de la douane »;

- d) ajouter au format de demande de prolongation une description des sources/méthodes de cueillette des données sur les importations, exportations et sur la production ainsi qu'une ventilation par secteur, et joindre la description de tâches du directeur du Centre national de l'Ozone.
- e) ajouter au Tableau 9 de la demande de prolongation une colonne qui précise les mois de travail pour les activités prévues et, au Tableau 12, remplacer « Autres fonds » par « Financement gouvernemental ».

(Décision 32/17)

- iii) Rapport global d'achèvement de projet
- 29. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 40), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note du format du Rapport d'achèvement de projet (RAP) révisé pour les projets d'investissements;
  - b) d'approuver le nouveau système d'évaluation générale (Annexe V) qui figure à la section 2 du format du Rapport d'achèvement de projet et qui sera utilisé à compter du 1er janvier 2001;
  - c) de prendre note du calendrier de dépôt en 2001 des rapports d'achèvement de projets manquants 2001 (Annexe VI);
  - d'autoriser les agences d'exécution à retenir une partie du financement jusqu'à obtention d'une preuve de destruction des équipements, selon les directives préparées par le Secrétariat en collaboration avec les agences d'exécution, et jusqu'à ce que la société remette à l'agence d'exécution les données nécessaires à la préparation d'un rapport d'achèvement de projet de bonne qualité.

(Décision 32/18)

- iv) Rapport d'évaluation des projets de formation: suivi de la Décision 31/17
- 30. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 42), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'adopter les recommandations qui figurent à l'Annexe VII du présent rapport.

(Décision 32/19)

- v) Rapport sur l'état de l'évaluation des projets de mousses
- 31. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 44), le Comité exécutif a décidé de prendre note des progrès signalés dans le rapport sur l'état' de l'évaluation des projets de mousses.

(Décision 32/20)

- vi) Étude théorique de l'évaluation des projets de solvants
- 32. À partir du panorama des résultats de la mise en œuvre en cours du Programme de travail de surveillance et d'évaluation 2000 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/19, Corr.1 et Add.1) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 46), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de prendre note de l'étude théorique de l'évaluation des projets de solvants.

(Décision 32/21)

- m) Projet de Programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'année 2001
- 33. Après avoir pris note du projet de Programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'année 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/20) et après avoir examiné la recommandation du Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/3, paragraphe 48), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le Programme de travail de surveillance et d'évaluation proposé pour 2001, avec un budget révisé de 318 000 \$ US, après le retrait de la « Prolongation de l'étude théorique des projets de récupération et de recyclage » en raison de l'insuffisance de données sur l'état des projets de récupération et de recyclage.

Décision 32/22)

# POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SOUS-COMITÉ SUR L'EXAMEN DES PROJETS

- 34. Le représentant de la Tunisie, président du Sous-comité sur l'examen des projets (composé de l'Allemagne, du Brésil, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, du Japon, de la Slovaquie et de la Tunisie), a présenté le rapport de la vingt et unième réunion du Sous-comité, qui s'est tenue à Ouagadougou du 4 au 7 décembre 2000. Le rapport contient les recommandations du Sous-comité sur les questions suivantes :
- a) Questions soulevées pendant l'examen des projets

<u>Calcul de la consommation éliminée pendant la période de conformité</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

35. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 9), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de demander à tous les pays d'inclure dans leurs rapports sur la consommation sectorielle les quantités éliminées comme conséquence de l'ensemble des projets complétés dans leurs pays au cours de l'année précédente.

(Décision 32/23)

Projets d'élimination de la capacité installée utilisant du CFC présentés après la préparation et/ou l'approbation de projets d'élimination de la production à base de CFC dans une même entreprise (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

36. Après avoir examiné les recommandations du Sous-Comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 11), le Comité exécutif <u>a décidé</u> que, en vertu de la règle voulant que la capacité installée avant le 25 juillet 1995 était admissible au financement du Fonds multilatéral, des projets comme celui de Haier (Chine) seraient admissibles au financement.

(Décision 32/24)

## Changement de technologie après l'approbation d'un projet (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

- 37. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 13), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - qu'à l'avenir, lorsque le Secrétariat et les agences d'exécution s'entendent sur des propositions visant un changement de technologies après l'approbation d'un projet, la proposition pourra aller de l'avant en vertu de cet accord;
  - b) que le Comité exécutif devra être informé à la réunion suivante qu'une telle entente est intervenue, et quelles sont ses répercussions financières.

(Décision 32/25)

Engagements relatifs à la performance découlant de la décision 31/48 (PGF) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

38. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 15), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de charger l'agence d'exécution responsable de la mise en œuvre du PGF d'un pays de déployer tous les efforts possibles pour aider le pays à atteindre les objectifs d'élimination précisés dans son PGF.

(Décision 32/26)

#### Formation en matière de douanes et d'octroi de licences (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

39. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 17), le Comité exécutif <u>a décidé</u> qu'il était disposé à approuver des propositions de projets visant l'élaboration de la mise en œuvre de systèmes d'octroi de licences. Dans le cadre de cette démarche, le Secrétariat serait chargé, dans tous les cas, de demander aux pays de faire état de leur situation par rapport à la ratification de l'Amendement de Montréal et de préciser s'ils disposaient d'un système d'octroi de licences, et de transmettre cette information au Comité exécutif.

(Décision 32/27)

## Projets d'incitation à la réadaptation des pays à faible volume de consommation (PFV) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)

- 40. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 19), le Comité exécutif <u>a décidé</u> que les propositions relatives à des programmes d'incitation visant à encourager la réadaptation des équipements de réfrigération peuvent être soumises dans le cadre d'un PGF, étant entendu que, lorsqu'il est prévu qu'un projet utilise le financement additionnel de 50 % d'un PGF existant, prévu par la décision 31/48:
  - a) l'agence d'exécution intéressée devra tenir des consultations avec le pays et les autres agences d'exécution responsables de la mise en œuvre des autres volets du PGF;
  - b) le pays en question aura pleinement connaissance de l'ensemble des activités d'investissement ou autres qui pourraient être disponibles;
  - c) le moment choisi pour réaliser l'activité proposée sera adapté aux circonstances du pays.

(Décision 32/28)

#### b) Coopération bilatérale

41. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 21-33), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les demandes de coopération bilatérale présentées par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, de la France, du Japon et de la Suisse, avec les amendements ci-après, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/29)

<u>Inde: Programme national de gestion et de stockage des halons</u> (Australie et Canada) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23)

42. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 23), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, avec la condition que les fonds ne seront pas décaissés jusqu'à ce que le gouvernement de l'Inde se soit engagé à établir des règlements pour faciliter la prohibition de la production et de l'importation dans les six mois suivant la mise sur pied du centre de récupération.

(Décision 32/30)

Bénin: Formation des agents de douane

Bénin: Formation d'inspecteurs et d'enquêteurs en matière environnementale

Bénin: Élaboration d'un code de bonnes pratiques à l'intention des techniciens (Canada)

Bénin: Formation des techniciens aux bonnes pratiques en matière de réfrigération (Canada) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23)

- 43. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 25), le Comité exécutif a décidé :
  - a) d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport et, afin de ne pas retarder la bonne marche de la présente réunion, d'approuver d'autres projets contenant des volets de financement semblables (assistance pour un projet, surveillance et évaluation) soumis à la présente réunion;
  - b) de demander que ce type de volets ne soit plus soumis aux futures réunions du Comité exécutif;
  - c) de charger le PNUE de préparer un document indiquant l'usage qui a été fait en général de l'allocation de 13 % pour les coûts de soutien, et qui présente aussi des projets spécifiques de même nature déjà mis en œuvre;

d) en se fondant sur le document mentionné ci-dessus, de se pencher à nouveau sur la question de savoir si les autres agences d'exécution seraient davantage en mesure de mettre en œuvre les activités en question, autres que les investissements, dans le cadre d'un PGF, sans dépasser les coûts de soutien de 13 pour cent destinés aux agences.

(Décision 32/31)

<u>Maroc</u>: Assistance technique en matière d'entreposage sous froid – Projets de formation et de démonstration (France) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23 and Add.2)

44. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 27), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, à la condition qu'il fasse partie du PGF du Maroc actuellement en préparation.

(Décision 32/32)

Région de l'Afrique - Réfrigération et environnement mondial - Évaluation de l'étude sur la modernisation de l'équipement (France) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23 et Add.2)

- 45. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 29), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, aux conditions suivantes :
  - a) les ressources ne seront utilisées que pour des questions ayant trait à l'ozone :
  - b) les résultats de l'étude seront communiqués au Comité exécutif et aux pays intéressés;
  - c) aucune autre demande de fonds ne sera formulée au Fonds multilatéral comme conséquence de cette étude, à moins que ces demandes soient pleinement conformes à la décision 31/48 et à toutes les autres exigences du Comité exécutif.

(Décision 32/33)

Gambie: Préparation d'activités supplémentaire pour le PGF de Gambie (Allemagne) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23 et Add. 2)

46. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 31), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/34)

<u>Inde: Préparation d'une stratégie nationale pour réduire et éliminer l'utilisation de frigorigènes à base de CFC dans le secteur de l'entretien</u> (Allemagne et Suisse) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/23 et Add. 2)

47. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 33), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, à la condition que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris les agences d'exécution participantes, et qu'une stratégie convenue soit élaborée.

(Décision 32/35)

48. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 21-33), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de charger le Trésorier d'imputer les coûts des projets de coopération bilatérale décrits ci-dessus de la manière suivante :

245 700 \$US au solde des contributions de l'Australie pour l'an 2000;

613 827 \$US au solde des contributions du Canada pour l'an 2000;

135 804 \$US au solde des contributions de la France pour l'an 2000;

1 521 085 \$US au solde des contributions de l'Allemagne pour l'an 2000;

485 833 \$US au solde des contributions du Japon pour l'an 2000;

80 000 \$US au solde des contributions de la Suisse pour l'an 2000.

(Décision 32/36)

- c) Amendements au programme de travail pour l'an 2000
- i) PNUD
- 49. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 35-38), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les amendements au programme de travail du PNUD pour l'an 2000 contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1, avec les amendements ci-après, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/37)

<u>Brésil: Extension du renforcement des institutions, Phase 3</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

<u>Chine: Extension du renforcement des institutions, Phase 4</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

Ghana: Extension du renforcement des institutions, Phase 4 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

<u>Indonésie</u>: Extension du renforcement des institutions, Phase 3 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

<u>Iran: Extension du renforcement des institutions, Phase 3</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

<u>Kenya: Extension du renforcement des institutions, Phase 3</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

Malaisie: Extension du renforcement des institutions, Phase 4 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1)

<u>Trinité-et-Tobago: Extension du renforcement des institutions, Phase 2</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr.1).

- 50. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 36), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver les projets ci-dessus au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent;
  - b) de transmettre les observations ci-après aux gouvernements concernés :

#### Brésil

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Brésil. Le Comité tient à exprimer sa vive inquiétude face au fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est d'environ 10 % supérieure par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que, par voie de conséquence, le Brésil pourrait éprouver des difficultés à respecter l'échéance concernant la consommation de CFC. Cette situation surgit en dépit du fait que le Comité exécutif a approuvé des projets de l'ordre de 52 millions \$US pour le Brésil. Malgré ces préoccupations graves, le Comité exécutif est conscient que le Brésil a pris des mesures importantes au cours de la période couverte par la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions. En effet, dans son document, le Brésil fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions, dont la fermeture de la dernière usine de production de

CFC, la mise à jour de la législation pertinente afin d'y intégrer les mises à jour des échéanciers d'élimination des SAO du Protocole de Montréal, l'adoption d'un décret visant à limiter les importations de SAO, l'adoption de lois visant à interdire les climatiseurs d'automobile à base de CFC-12, l'élimination du CFC-12 dans les produits en aérosol non essentiels, la réduction de 90 % de la consommation de halons, qui est passée de 200 tonnes PAO en 1991 à 20 tonnes PAO en 1999, la reconversion de la plupart des entreprises des secteurs de la réfrigération domestique et des solvants à des utilisations sans CFC, et la mise sur pied d'une base de données sur les entreprises qui consomment des SAO. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Brésil. Au cours des deux prochaines années, le Brésil compte concentrer ses efforts sur la mise à jour de son programme de pays, l'adoption de lois visant à assurer une réduction de 85 % du tétrachlorure de carbone, la préparation d'un plan de gestion des frigorigènes et la tenue d'ateliers à l'intention des entreprises qui fabriquent de la mousse et de l'équipement de réfrigération à base de SAO. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Brésil continue les progrès réalisés, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC, ainsi que l'adoption de mesures institutionnelles, afin d'atteindre son objectif de respecter les échéanciers d'élimination des SAO du Protocole au cours des prochaines années qui seront si critiques.

#### Chine

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la Chine. Le Comité exécutif prend note avec grande satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance. Dans son document, la Chine fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la troisième phase de son projet de renforcement des institutions, dont la mise en œuvre d'activités pour respecter l'échéance de 1999 relative à la production et la consommation, l'élaboration et la mise en œuvre de plus de 300 projets, de trois grands projets cadres pour les mousses. En outre, la Chine a recu l'aval du Comité exécutif pour des programmes d'élimination sectorielle dans les secteurs de la production, des halons et des solvants. À titre d'exemple, la Chine a fermé et démantelé cinq chaînes de fabrication à base de halons. D'autres projets importants on été entrepris par la Chine, dont le renforcement de l'Agence de protection de l'environnement (SEPA) par la création de groupes de travail spéciaux sur des démarches sectorielles, la formulation de politiques et de lois pour améliorer la gestion et la surveillance de l'élimination des SAO, la mise sur pied d'un bureau d'importation et d'exportation de SAO, la mise en place d'un système de quotas de production de CFC et d'octroi de licences, la création d'un système d'étiquetage environnemental et l'adoption d'autres politiques et mesures d'encouragement dans le but de contribuer à l'élimination de SAO dans le pays. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de la Chine. Au cours des deux prochaines années, la Chine compte concentrer ses efforts sur l'amélioration de la capacité générale de gérer le programme, la poursuite de la mise en œuvre des activités d'investissement visant l'élimination, la création de procédures améliorées de mise en œuvre des projets, l'évaluation et l'application des politiques en place, et la tenue de programmes de formation et d'ateliers à l'intention des ministères et organismes locaux intéressés, des autorités locales, des douanes et des employés de l'industrie. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, la Chine continue les progrès réalisés, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC afin d'atteindre son objectif de respecter les échéanciers d'élimination des SAO du Protocole.

#### Ghana

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la Ghana. Le Comité exécutif tient à exprimer sa vive préoccupation face au fait que la consommation de CFC qu'il a communiqué au Secrétariat de l'ozone pour l'année 1999 est de plus de 40 % supérieure à la valeur de référence de 1995 1997 pour le respect de l'échéance et que, par voie de conséquence, le Ghana pourrait éprouver des difficultés à respecter l'échéance concernant la consommation de CFC. Cette situation existe malgré le fait le Comité exécutif a approuvé des projets dont le montant dépasse 1 million \$US. Malgré ces graves inquiétudes, le Comité exécutif est conscient que le Ghana a pris des mesures importantes au cours de la période couverte par la troisième phase de son projet de renforcement des institutions. Plus précisément, dans son document le Ghana indique qu'il a réalisé l'élimination complète dans le secteur des mousses et qu'il a entrepris d'importantes activités, dont la formation de 60 techniciens et ingénieurs aux bonnes pratiques de réfrigération et aux techniques de récupération et de recyclage; la mise en place d'un centre national de démonstration dans le domaine de la réfrigération, qui est équipé de machines de récupération et de recyclage; et la collecte de données sur les refroidisseurs ainsi que la formulation de projets pour les reconvertir à des systèmes sans CFC. Ces activités rapportées et autres sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Ghana. En particulier, le Comité exécutif exprime sa satisfaction devant l'engagement du Ghana à respecter le Protocole de Montréal et le fait que la pays compte assurer, au cours des deux prochaines années, le respect des prochaines dispositions de contrôle prévues au Protocole de Montréal, par l'établissement de politiques fiscales et de réglementations visant à contrôler les importations et l'utilisation d'équipements à base de SAO ou qui en contiennent. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, le Ghana aura achevé la mise en place de son système visant à limiter les importations à des niveaux ne dépassant pas les limites prévues au Protocole, et à interdire l'importation d'équipements contenant des SAO, une mesure essentielle pour assurer l'élimination efficace et le respect du Protocole.

#### Indonésie

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour l'Indonésie. Le Comité exécutif <u>prend note</u> avec satisfaction du fait que la consommation de CFC communiquée au Secrétariat de l'ozone pour l'année 1999 est inférieure de 30 % à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que l'Indonésie semble être en mesure de respecter l'échéance concernant la consommation de CFC. Dans son document, l'Indonésie fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions pour se conformer à ses obligations en matière de réduction des CFC, dont l'émission d'un décret dans le but de restreindre l'utilisation de substances réglementées, la création d'une base de données en

vue de surveiller la conformité au Protocole et la démonstration de l'utilisation des hydrocarbures comme frigorigènes de rechange pour certains types d'équipements. L'Indonésie fait également état du fait qu'elle a mis sur pied un programme de stockage et de gestion des halons et des projets de démonstration de bromure de méthyle, et qu'elle a ratifié l'Amendement de Copenhague. Le pays a également créé un inventaire sur la consommation du bromure de méthyle. Ces activités rapportées et autres sont encourageantes, plus particulièrement en ce qui touche la consommation de CFC, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts faits par l'Indonésie pour réduire sa consommation de CFC. Au cours des deux prochaines années, l'Indonésie compte concentrer ses efforts sur l'amélioration du système de collecte des données et la vérification et la surveillance des projets d'investissement dans le but d'éliminer environ 1 300 tonnes PAO. Le Comité exécutif s'attend à ce que au cours des deux prochaines années, l'Indonésie aura achevé la mise en place de son système visant à restreindre les importation à des niveaux ne dépassant pas les limites permises par le Protocole, et qu'elle aura fait une vigoureuse promotion de la mise en œuvre des projets d'investissement approuvés ainsi que des politiques nécessaires, pour accroître sa capacité de respecter l'échéance de réduction de 50 % de la consommation de CFC en 2005.

#### République islamique d'Iran

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la République islamique d'Iran. Bien que les données d'ensemble sur la consommation de CFC contenues dans la présente demande démontrent que la consommation de CFC pour 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est d'environ 20 % supérieure à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que, par voie de conséquence, la République islamique d'Iran pourrait éprouver des difficultés à respecter l'échéance concernant la consommation de CFC, les nouvelles données provenant du secteur des frigorigènes démontrent que les projets approuvés permettent d'ores et déjà à la République islamique d'Iran de respecter le Protocole. Les écarts apparents dans les données sur la consommation devraient faire l'objet d'une clarification de la part du gouvernement de la République islamique d'Iran. Cette situation subsiste malgré le fait que le Comité exécutif a approuvé des projets dépassant les 34 millions \$US pour la République islamique d'Iran. Dans son document, la République islamique d'Iran fait état d'un certain nombre de projets qu'elle a entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions, dont la préparation d'un projet de règlement sur les SAO, qui est à l'étude, la tenue de plusieurs activités de sensibilisation du public et la surveillance et la coordination de projets d'investissements. Au cours des deux prochaines années, la République islamique d'Iran compte concentrer ses efforts à mettre en œuvre une politique d'octroi de licences pour l'importation et l'exportation, à promulguer une loi visant à restreindre ou à interdire l'importation d'équipements utilisant des SAO, à lancer des sondages dans les PME, à cerner de nouveaux projets et à former des techniciens aux bonnes pratiques. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, la République islamique d'Iran aura achevé la mise en œuvre de ces initiatives et d'autres projets qui sont essentiels pour assurer la réduction de sa consommation à des niveaux lui permettant de respecter les échéances de conformité du Protocole de Montréal.

#### Kenya

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Kenya. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est sensiblement la même que celle de la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance. Dans son document le Kenya indique qu'il a lancé d'importants projets. dont la mise en œuvre de projets de démonstration et d'investissement qui ont abouti à l'élimination des halons et à d'importantes réductions de sa consommation de CFC-12, de CFC-11, de méthyle de bromure et de méthyle de chloroforme; l'élaboration d'un projet de réglementation; la création d'un système de quotas visant l'importation de CFC; et l'organisation d'ateliers sur des technologies qui n'appauvrissent pas la couche d'ozone. Au cours des deux prochaines années, le Kenya compte élaborer des règlements pour assurer l'application des lois qui contrôlent l'importation et l'exportation des SAO et des équipements à base de SAO, et mettre en place un système d'octroi de licences pour le méthyle de bromure. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie l'engagement du Kenya à respecter le Protocole de Montréal et son intention d'assurer, au cours des deux prochaines années, sa conformité aux dispositions de contrôle du Protocole par l'application de règlements et d'autres mesures pour contrôler l'importation des SAO et d'équipements à base de SAO. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, le Kenya aura achevé la mise en place de son système visant à limiter les importations à des niveaux ne dépassant pas les limites prévues au Protocole, et à assurer le contrôle efficace de l'importation d'équipements contenant des SAO, des mesures essentielles pour assurer l'élimination efficace.

#### Malaisie

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la Malaisie. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est d'environ 40 % inférieure par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance, que la Malaisie a respecté l'échéance concernant la consommation de CFC et qu'elle est en bonne position pour respecter la réduction obligatoire de 50 % de 2005. Dans son document, la Malaisie fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la troisième phase de ses projets de renforcement des institutions, dont la tenue d'une étude sur la consommation résiduelle de CFC à l'échelle nationale et la formulation d'une stratégie nationale pour l'élimination des CFC, la formation des formateurs sur la gestion des refroidisseurs et l'application d'une nouvelle réglementation pour la gestion des halons et des frigorigènes. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de la Malaisie. Au cours des deux prochaines années, la Malaisie compte concentrer ses efforts sur la surveillance continue des usines reconverties afin d'assurer le respect intégral de la réglementation existante, et sur la surveillance des secteurs de la réfrigération et des utilisateurs finaux. Le Comité exécutif s'attend à ce la haute visibilité dont jouissent les enjeux associés à la couche d'ozone auprès du gouvernement encourage la Malaisie à poursuive les progrès réalisés et à améliorer ses niveaux de réduction des CFC actuels afin d'atteindre son objectif d'une réduction hâtive et complète.

#### Trinité-et-Tobago

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour Trinidad et Tobago. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure d'environ 30 % par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que Trinidad et Tobago a respecté l'échéance concernant la consommation de CFC et pourrait être en bonne position pour se conformer à la réduction de 50 % en 2005. Dans son document, Trinidad et Tobago fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet initial de renforcement des institutions, dont la création d'un comité de direction pour diriger le processus d'élimination, l'établissement d'un code de douane réservé uniquement aux SAO et l'introduction de la formation des techniciens d'entretien en réfrigération. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de Trinidad et Tobago. Au cours des deux prochaines années. Trinidad et Tobago compte concentrer ses efforts à compléter la formation des agents douane et surveiller l'élimination des CFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et dans le secteur des utilisateurs finaux, à surveiller le respect de la réglementation sur la gestion de l'équipement de réfrigération et à surveiller les entreprises reconverties afin de s'assurer qu'elles respectent la réglementation et la durabilité des projets. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, Trinidad et Tobago continue les progrès réalisés, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC.

(Décision 32/38)

Inde: Assistance technique pour l'étude et la préparation de PGF (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/24 et Corr. 1)

51. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 38), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver la demande de préparation de projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport (voir également décision 32/35).

(Décision 32/39)

#### ii) PNUE

52. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 47), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les amendements au programme de travail du PNUE pour l'an 2000 contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1, avec les amendements ci-après, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/40)

<u>Comores : Projet de renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

<u>Congo: Projet de renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

El Salvador: Projet de renouvellement du renforcement des institutions (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

<u>Gabon: Projet de renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

Géorgie: Projet de renouvellement du renforcement des institutions (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

<u>Honduras : Projet de renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

<u>Paraguay</u>: <u>Projet de renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

République populaire démocratique de Corée : Projet de renouvellement du renforcement des institutions (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

- 53. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 41), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver les projets ci-dessus au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport;
  - b) de faire part des observations ci-après aux gouvernements concernés:

#### Comores

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour Les Comores. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone se situe sous la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que Les Comores semblent être en mesure de respecter l'échéance concernant la consommation de CFC. Dans leur document, Les Comores font état de plusieurs projets importants préparés au cours de leur projet initial de renforcement des institutions, dont la formation des techniciens en réfrigération et des agents de douane, la formulation d'un programme de récupération et de recyclage, l'établissement de quotas d'importation de SAO et la mise en œuvre d'un mécanisme (et du décret présidentiel connexe) visant à contrôler les importations d'équipement à base de SAO. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie

énormément les efforts des Comores. Au cours des deux prochaines années, Les Comores comptent concentrer leurs efforts sur la mise en œuvre de la réglementation qu'elles ont préparée, y compris l'émission de quotas d'importation et le système d'octroi de licences pour les SAO, la suite de la mise en œuvre du PGF, la ratification des décrets présidentiels sur l'importation d'équipement à base de SAO et la remise d'un rapport annuel au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'ozone. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, Les Comores aient achevé la mise en œuvre de leur système visant à limiter les importations au niveau maximum permis en vertu du Protocole et de leurs mesures visant à interdire l'importation d'équipement à base de CFC, lesquelles sont essentielles à une élimination efficace.

#### Congo

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Congo. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure de 20 % par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance, que le Congo semble être en mesure de respecter l'échéance concernant la consommation de CFC et en bonne position pour respecter la réduction obligatoire de 50 % de 2005. Dans son document, le Congo fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet initial de renforcement des institutions, dont l'adoption de lois et d'un décret administratif visant à réduire les importations de SAO, l'introduction de la formation des techniciens en réfrigération, la mise en œuvre d'un programme de récupération et de recyclage, et la préparation d'un projet de décret sur l'importation d'équipement à base de SAO. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Congo. Au cours des deux prochaines années, le Congo compte concentrer ses efforts sur l'adoption de lois et d'un système de quotas d'importation des SAO, la formation des agents de douane, la création d'un comité national sur l'ozone et la suite de ses programmes de formation. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Congo ait achevé la mise en œuvre de son système visant à limiter les importations au niveau permis en vertu du Protocole et de ses mesures visant à interdire l'importation d'équipement à base de CFC, lesquelles sont essentielles à une élimination efficace.

#### El Salvador

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour El Salvador. Le Comité exécutif Demande à la Banque mondiale de remettre les montants concernés au Fonds multilatéral aux fins de réaffectation avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure de 60 % par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance, que El Salvador semble être en mesure de respecter l'échéance concernant la consommation de CFC, et en bonne position pour respecter la réduction obligatoire de 50 % de 2005 et la réduction obligatoire de 85 % de 2007. Dans son document, El Salvador fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet

initial de renforcement des institutions, dont l'établissement de règles et de règlements visant à contrôler l'importation de SAO et la coordination de la formation des techniciens en réfrigération, y compris des programmes de récupération et de recyclage. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les excellents efforts du pays pour réduire sa consommation de CFC. Au cours des deux prochaines années, El Salvador compte concentrer ses efforts sur la mise en œuvre et l'application de son système de réglementation visant à contrôler les importations de SAO, la poursuite de la formation des agents de douane et la surveillance des projets en cours de mise en œuvre. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, El Salvador poursuive ses progrès remarquables et maintienne et améliore même son niveau actuel de réduction des CFC.

#### Gabon

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Gabon. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que le Gabon a communiqué au Secrétariat de l'ozone une consommation de CFC pour l'année 1999 inférieure à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que le Gabon semble être sur la bonne voie pour réaliser les réductions obligatoires de 50 % pour 2005 et de 85 % pour 2007. Dans son document, le Gabon fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet initial de renforcement des institutions, dont la préparation du PGF comprenant la formation des agents de douane et des techniciens en réfrigération, l'élaboration de lois et d'une réglementation sur les SAO et l'équipement à base de SAO, et la création d'une base de données sur les importations. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Gabon pour réduire sa consommation de CFC. Au cours des deux prochaines années, le Gabon compte concentrer ses efforts sur l'adoption et à la promulgation de lois et le début de la formation et de la mise en œuvre d'activités reliées au PGF. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Gabon ait achevé la mise en œuvre de son système visant à limiter les importations au niveau permis en vertu du Protocole et de ses mesures visant à interdire l'importation d'équipement à base de CFC, mesures essentielles à une élimination efficace. Ce sont ces activités qui l'aideront à assurer la réalisation de l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir les réductions successives de la consommation de SAO afin de parvenir à l'élimination complète selon l'échéancier établi.

#### Géorgie

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la Géorgie et prend note que la Géorgie a pris d'importantes mesures pour éliminer sa consommation de SAO au cours de la période du projet initial de renforcement des institutions. Dans son document, la Géorgie fait état, entre autres, de plusieurs projets importants qu'elle a entrepris, dont la surveillance et la mise en œuvre d'un projet de PGF comprenant la formation des techniciens en réfrigération, la négociation avec les autorités concernées pour la préparation d'une réglementation sur les SAO et la supervision d'un programme de récupération et de recyclage. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de la Géorgie. Le Comité

exécutif apprécie particulièrement l'engagement de la Géorgie à respecter le Protocole de Montréal et son intention, au cours des deux prochaines années, de se conformer aux prochaines dispositions de contrôle du Protocole. Le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux prochaines années, la Géorgie aura achevé la mise en œuvre de son système visant à limiter les importations au niveau permis en vertu du Protocole et de ses mesures visant à interdire l'importation d'équipement utilisant des CFC, lesquelles sont essentielles à une élimination efficace. Ce sont ces activités qui l'aideront à assurer la réalisation de l'objectif qu'il s'est fixé et le respect du Protocole.

#### Honduras

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Honduras. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat est légèrement supérieure à sa valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que le Honduras semble être en mesure de respecter l'échéance concernant la consommation de CFC. Ceci dit, le Comité exécutif s'inquiète beaucoup du fait que le Honduras fait état d'une consommation de bromure de méthyle plus élevée que sa consommation rapportée de 1998, ce qui remet en question sa capacité à respecter la prochaine échéance pour le bromure de méthyle mise de l'avant dans l'Amendement de Copenhague. Dans son document, le Honduras fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet initial de renforcement des institutions afin de respecter ses obligations en matière de réduction des CFC, dont l'introduction d'un système d'octroi de licences et d'enregistrement des SAO, et l'élaboration de lois et d'une réglementation visant à contrôler l'importation et l'utilisation de SAO (en cours d'examen). Le Honduras a aussi mentionné la création d'un inventaire de la consommation de bromure de méthyle. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, surtout en ce qui concerne la consommation de CFC, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de l' Honduras pour éliminer sa consommation de CFC. Au cours des deux prochaines années, le Honduras compte concentrer ses efforts sur la mise en œuvre de sous-projets reliés au bromure de méthyle, afin de respecter son obligation de réduire sa consommation de 50 % d'ici 2005, et sur la mise en œuvre d'un projet d'élimination du bromure de méthyle. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Honduras ait achevé la mise en œuvre de son système visant à limiter les importations au niveau permis en vertu du Protocole et de ses mesures visant à interdire l'importation d'équipement à base de CFC, lesquelles sont essentielles à une élimination efficace. Ce sont ces activités qui l'aideront à assurer la réalisation de l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir les réductions successives de consommation de SAO afin d'atteindre la réduction obligatoire de 50 % en 2005 et la réduction obligatoire de 85 % en 2007.

#### Paraguay

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Paraguay. Le Comité exécutif tient à exprimer sa vive inquiétude devant le fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est presque le triple de la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect

de l'échéance et que, par voie de conséquence, le Paraguay pourrait éprouver des difficultés à respecter l'échéance relative à la consommation de CFC. Cette situation existe malgré l'approbation par le Comité exécutif de projets évalués à plus de 600 000 \$US pour le Paraguay, un pays qui, il y à peine deux ans, faisait état d'une consommation de 96 tonnes. Malgré ces craintes, le Comité exécutif reconnaît que le Paraguay a pris d'importantes mesures au cours de la période du projet initial de renforcement des institutions, dont l'adoption de lois visant à promouvoir le mécanisme de restriction des importations de SAO et l'émission d'un décret qui limitera les importations de CFC-12. De plus, il a préparé un PGF qui sera présenté à la réunion du Comité exécutif et mis en œuvre les premiers projets d'investissement dans le secteur des mousses. Au cours des deux prochaines années, le Paraguay compte progresser dans les activités de mise en en œuvre de son PGF, et maintenir sa consommation de bromure de méthyle au niveau actuel. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif s'attend à ce qu'au cours des deux années de ce projet le Paraguay achève la mise en œuvre d'un système d'octroi de licences et de restriction des importations de tous les CFC aux niveaux nécessaires pour assurer le respect des échéances du Protocole. Le Paraguay doit également envisager d'interdire l'importation d'équipement à base de CFC, une mesure essentielle à la réalisation d'une élimination efficace et durable. Ce sont ces activités qui assureront la réalisation de l'objectif fixé et le respect du Protocole.

#### République populaire démocratique de Corée

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la République populaire démocratique de Corée. Le Comité exécutif prend note avec beaucoup de satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure d'environ 75 % par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance, que la République populaire démocratique de Corée a respecté toutes les modalités de l'échéance concernant la consommation de CFC et la réduction obligatoire de 50 % de 2005, et semble être en mesure de respecter l'échéance de 85 % en 2007. Dans son document, la République populaire démocratique de Corée fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de son projet initial de renforcement des institutions, dont la collecte de données, la formation et la diffusion d'information. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les excellents efforts de la République populaire démocratique de Corée pour réduire sa consommation de CFC. Au cours des deux prochaines années, la République populaire démocratique de Corée compte concentrer ses efforts sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un PGF, la fermeture de ses usines de production de CFC et la préparation de futurs projets. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, la République populaire démocratique de Corée mette en œuvre un système d'octroi de licences et une réglementation connexe afin de contrôler les importations de SAO et d'équipement à base de SAO. Ces politiques sont essentielles afin que la République populaire démocratique de Corée puisse poursuivre ses progrès remarquables, et maintenir et améliorer ses niveaux actuels de réduction des CFC.

Argentine: Formation dans le secteur de l'entretien de la réfrigération (Phase III)

Argentine: Formation douanière (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr.1)

- 54. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 43), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, à la condition que :
  - a) la Phase III du projet visant le secteur de l'entretien marquerait la fin de la formation et que s'il y avait d'autres besoins de formation dans ce domaine, ils devront être maintenus au minimum;
  - b) aucun autre projet de formation en matière douanière ne serait approuvé.

(Décision 32/42)

Afrique francophone: Projet infra-régional d'harmonisation des mécanismes de législation et de réglementation visant à améliorer la surveillance et le contrôle de la consommation de SAO (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr. 1)

- 55. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 45), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver la proposition de projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, étant entendu qu'aucun autre projet similaire ne sera approuvé jusqu'à ce que :
  - a) le PNUE, après consultation avec le Secrétariat et les agences d'exécution, ait préparé un rapport qui serait présenté, dans la mesure du possible, à la trente-troisième réunion du Comité exécutif. Le rapport examinerait le cadre stratégique des demandes de financement des activités reliées à la formation et l'harmonisation douanières à l'échelle nationale, infra-régionale et régionale, ainsi que la portée de l'engagement des organisations régionales intéressées par l'établissement de mécanismes réglementaires;
  - b) le Comité exécutif ait débattu de la vision stratégique qui sous-tendra l'approbation future des projets de ce type.

(Décision 32/43)

Asie de l'Ouest: Atelier régional de technologie (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/25 et Corr. 1)

56. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, para. 47), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de ne pas approuver la proposition de projet ci-dessus.

(Décision 32/44)

#### iii) ONUDI

57. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 49), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les amendements au programme de travail de l'ONUDI pour l'an 2000 contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/26 au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/45)

#### iv) Banque mondiale

58. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 51), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les amendements au programme de travail de la Banque mondiale pour l'an 2000 contenus dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/27, avec les amendements ci-après, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/46)

Chili: Renouvellement du renforcement des institutions (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/27)

<u>Turquie: Renouvellement du renforcement des institutions</u> (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/27)

- 59. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 52), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver les projets ci-dessus au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport;
  - b) de transmettre les observations ci-après aux gouvernements concernés:

#### Chili

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour le Chili. Le Comité exécutif prend note avec grande satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est inférieure d'environ 10 % par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance. Dans son document, le Chili fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions, dont la mise en place d'un programme d'affectation fondé sur le marché comprenant une allocation efficace des ressources, des coûts administratifs moins élevés et des reconversions présentant un bon rapport coût-efficacité, l'élaboration d'un projet de cadre réglementaire visant l'importation des SAO, la création d'une stratégie pour le secteur des usagers finaux, la préparation d'une proposition de projet pour un PGF, la tenue de séances de formation et de sensibilisation en

matière de bromure de méthyle à l'intention des petits cultivateurs et la mise en œuvre d'un projet de démonstration sur les solutions de rechange au bromure de méthyle pour la replantation des arbres fruitiers. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Chili. Au cours des deux prochaines années, le Chili compte concentrer ses efforts sur la promulgation d'une loi pour le contrôle des importations de CFC au moyen d'un système de quotas, l'élimination du bromure de méthyle pour assurer la conformité au gel de la consommation de cette substance en 2002, la consolidation de la reconversion des PME à la fois grâce au système d'affectation et par la mise en œuvre du projet de PGF, ce qui comprend la création d'un fonds renouvelable. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, le Chili continue les progrès réalisés, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC afin d'atteindre son objectif de respecter les échéanciers d'élimination des SAO du Protocole

#### Turquie

Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renforcement des institutions présentée pour la Turquie. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que la consommation de CFC pour l'année 1999 communiquée au Secrétariat de l'ozone est environ 53 % inférieure par rapport à la valeur de référence de 1995-1997 pour le respect de l'échéance et que la Turquie a pu respecter entièrement l'échéance concernant la consommation de CFC et que le pays est en bonne position pour respecter la réduction prévue de 50 % en 2005 et celle de 85 % en 2007. Dans son document, la Turquie fait état de plusieurs projets importants entrepris au cours de la deuxième phase de son projet de renforcement des institutions, dont l'élaboration d'un cadre réglementaire visant les SAO pour l'intégrer dans la politique nationale de l'ozone, la publication de règlements sur l'élimination des SAO offrant des principes pour orienter l'importation des SAO et des équipements à base de SAO, l'octroi de licences et la création d'un système de surveillance des SAO, et l'adoption et la mise en œuvre de l'échéancier accéléré d'élimination. Ces activités rapportées et autres sont très encourageantes, et le Comité exécutif apprécie énormément les efforts de la Turquie. Au cours des deux prochaines années, la Turquie compte concentrer ses efforts sur l'application du système de quotas par les autorités douanières, l'alimentation d'une base de données sur tous les importateurs et utilisateurs de SAO, la surveillance de la demande de SAO dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération dans le but de revoir les quotas annuels d'importation en fonction de la demande réelle, l'élimination du bromure de méthyle conformément aux échéanciers prévus par le Protocole, et l'établissement d'un cadre réglementaire dans le but de former et d'accréditer des fumigateurs qui utilisent du bromure de méthyle. Le Comité exécutif s'attend à ce que d'ici deux ans, la Turquie continue les progrès réalisés, et maintienne et améliore même ses niveaux actuels de réduction des CFC afin d'atteindre rapidement son objectif de respecter les échéanciers d'élimination des SAO du Protocole.

(Décision 32/47)

### Étude globale sur les inhalateurs à doseur (MDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/27)

60. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 54), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de reporter l'examen du projet en rubrique en attendant de connaître l'orientation qui sera fournie par les décisions de la douzième réunion des Parties.

(Décision 32/48)

#### d) Programme de travail du PNUE pour l'an 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/28)

61. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 56), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le programme de travail du PNUE pour l'an 2001, avec son nouvel ordre de priorités destinées à dégager une somme de 191 000 \$US qui servira à accroître les programmes régionaux de sensibilisation demandés par les pays visés à l'article 5, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/49)

- e) Avances destinées aux programmes de travail du PNUD et de l'ONUDI pour l'an 2001 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/29)
- 62. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 59), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les demandes d'avances pour les programmes de travail, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/50)

#### f) Projets d'investissement

- i) Projets recommandés pour approbation générale
- 63. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 61), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver l'ensemble des projets recommandés pour approbation générale, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/51)

#### ii) Projets présentés pour examen individuel

#### Secteur des mousses

Chine: Reconversion de la technologie à base de CFC-11 à une technologie à base de dioxyde de carbone liquide dans la fabrication de plaques de mousse de polyuréthanne dans onze entreprises de Chengdu (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/China)

Chine: Reconversion de la technologie à base de CFC-11 à une technologie à base de dioxyde de carbone liquide dans la fabrication de plaques de mousse de polyuréthanne dans huit entreprises de la province de Henan (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chine)

64. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 64), le Comité exécutif <u>a décidé</u> de reporter l'approbation de ces projets dans l'attente de la préparation d'une stratégie d'élimination sectorielle pour le secteur des mousses en Chine. Il y a bon espoir que cette stratégie pourra être présentée lors de la deuxième réunion du Comité exécutif en 2001. Sur cette base, les projets seraient conservés dans le plan d'activités de la Banque mondiale pour 2000.

(Décision 32/52)

Colombie: Financement rétroactif pour la reconversion d'une technologie à base de CFC-11 à une technologie à base d'eau dans la fabrication de mousse de polyuréthanne souple moulée à Espumlatex-Promicolda (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Colombie et Corr.1)

65. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 64), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver l'ensemble des projets recommandés pour approbation générale, au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport.

(Décision 32/53)

Mexique: Plan d'élimination des SAO dans le secteur des mousses (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Mexique)

66. En acceptant que le projet ci-dessus soit approuvé, le représentant des États-Unis d'Amérique a informé le Sous-comité que sa délégation avait l'intention de présenter un document à la prochaine réunion du Comité exécutif, proposant des modifications à la politique actuelle.

- 67. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 70), et prenant acte du fait que le PNUD a demandé que le projet soit reporté, le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de reporter le projet;
  - b) de conserver le projet dans le plan d'activités du PNUD pour l'an 2001;
  - c) de demander l'assurance formelle que le projet aboutira a une réduction permanente et durable de l'ensemble de la consommation nationale de CFC.

(Décision 32/54)

#### <u>Fumigènes</u>

Chili: Projet de démonstration et d'élimination du bromure de méthyle dans la fumigation des sols pour la production et la replantation des arbres fruitiers (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chili) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chili)

- 68. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 72), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet cidessus au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, conformément à l'accord intervenu entre le gouvernement du Chili et le Comité exécutif figurant dans l'annexe IX au présent rapport, et aux conditions suivantes:
  - a) le PNUD versera les fonds approuvés par tranches selon l'échéancier proposé d'élimination du bromure de méthyle indiqué dans l'accord figurant à l'annexe IX:
  - b) si le Chili ne respecte pas les échéances de réduction précisées dans l'accord contenu à l'annexe IX, le PNUD retiendra la tranche suivante de financement, jusqu'à ce que le niveau de réduction exigé ait été atteint; et
  - c) le PNUD présentera au Secrétariat du Fonds un rapport annuel sur l'avancement de la mise en œuvre du projet.

(Décision 32/55)

Macédoine : Élimination du bromure de méthyle dans le secteur des plants de tabac et de la production horticole (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Macédoine et Corr.1)

- 69. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 74), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet ci-dessus au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, conformément à l'entente entre le gouvernement de la Macédoine et le Comité exécutif présenté à l'annexe X au présent rapport, sous réserve que :
  - a) l'ONUDI décaissera les fonds approuvés en tranches selon l'échéancier d'élimination du bromure de méthyle contenu dans l'accord joint aux présentes à l'annexe X;
  - b) si la Macédoine n'atteint pas les réductions précisées dans l'annexe X, l'ONUDI retiendra la tranche suivante jusqu'à ce que la Macédoine ait respecté ses obligations;
  - c) l'ONUDI remettra chaque année au Secrétariat du Fonds un rapport périodique sur la mise en œuvre du projet.

(Décision 32/56)

Malawi: Élimination de tout le bromure de méthyle non-essentiel et non-QPS (déblocage de la première tranche) (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Malawi et Corr.1)

- 70. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 76), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique pour un budget de 2 999 824 \$US au niveau de financement pour la première tranche, indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, conformément à l'entente entre le gouvernement du Malawi et le Comité exécutif présenté à l'annexe XI au présent rapport, sous réserve que :
  - a) le PNUD décaissera les fonds approuvés par tranches conformément à l'échéancier d'élimination du bromure de méthyle contenu dans l'accord joint aux présentes à l'annexe XI;
  - b) si le Malawi ne rencontre pas les objectifs établis dans l'accord joint à l'annexe XI, le PNUD retiendra la tranche suivante jusqu'à ce que le pays atteigne son objectif d'élimination; et
  - c) le PNUD remettra au Secrétariat du Fonds un rapport périodique annuel sur la mise en œuvre du projet.

(Décision 32/57)

Maroc : Élimination du bromure de méthyle dans la fumigation des sols utilisés pour la culture des fraises (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Maroc)

- 71. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 78), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, conformément à l'entente entre le gouvernement du Maroc et le Comité exécutif présenté à l'annexe XII au présent rapport, sous réserve que :
  - a) l'ONUDI décaissera les fonds approuvés en tranches selon l'échéancier d'élimination du bromure de méthyle contenu dans l'accord joint aux présentes à l'annexe XII;
  - b) si le Maroc n'atteint pas les réductions précisées dans l'annexe XII, l'ONUDI retiendra la tranche suivante jusqu'à ce que la Macédoine ait respecté ses obligations;
  - c) l'ONUDI remettra chaque année au Secrétariat du Fonds un rapport périodique sur la mise en œuvre du projet.

(Décision 32/58)

#### Agents de transformation

Inde : Remplacement du tétrachlorure de carbone (CTC) par des produits de transformation sans SAO dans la fabrication de caoutchouc chloriné chez Rishiroop Organics Pvt. Ltd., et Rishiroop Polymers Ltd. (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Inde et Corr.1)

- 72. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 80), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de reporter la proposition de projet en rubrique en attendant la réception de plus amples renseignements sur les plans de reconversion chez Rishiroop Rubber International Limited;
  - b) de prendre note de la préférence donnée à la reconversion de toutes les usines du sous-secteur en même temps;
  - c) de prendre une décision à l'effet que si un projet pour la reconversion de Rishiroop Rubber International Limited était proposé à une date ultérieure, les avantages sur le plan des coûts découlant de la rationalisation du sous-secteur entreraient en ligne de compte dans la détermination des coûts du projet;
  - d) de prendre une décision à l'effet que la proposition de projet demeurait inscrite au plan d'activités de la Banque mondiale pour 2000.

(Décision 32/59)

<u>Inde: Remplacement du tétrachlorure de carbone (CTC) comme solvant de transformation par le trichlorométhane chez M/S Alpha Drugs India Ltd., Patiala (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Inde et Corr.1)</u>

Inde: Remplacement du tétrachlorure de carbone (CTC) comme solvant de transformation par le bichlorure d'éthylène chez Doctors Organic Chemicals Ltd., Tanuku (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Inde et Corr.1)

Inde: Remplacement du tétrachlorure de carbone (CTC) comme solvant de transformation par le bichlorure d'éthylène chez Svis Labs Ltd., Ranipet (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Inde et Corr.1)

Inde: Remplacement du tétrachlorure de carbone (CTC) comme solvant de transformation par le bichlorure d'éthylène chez Satya Deeptha Pharmaceuticals Ltd., Hummabad (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Inde et Corr.1)

- 73. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 82), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport, sous réserve que:
  - a) des données soient fournies sur les activités actuelles de l'usine Chiplun;
  - s'il est confirmé que l'usine Chiplun est en exploitation et qu'elle consomme du CFC, un projet de reconversion de l'usine pourrait être proposé dans lequel la consommation serait limitée à un maximum de 75 tonnes de CTC et le rapport coût-efficacité ne serait pas pire que celui des projets présentés pour approbation à la présente réunion;
  - c) les coûts différentiels d'exploitation pourraient entrer en ligne de compte pour une période d'un an.

(Décision 32/60)

#### Secteur de la production

<u>Chine: Programme annuel de 2001, secteur des halons</u> (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chine)

- 74. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 84), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe
     VIII au présent rapport (la vérification technique indépendante est comprise dans les coûts d'appui des agences de 10 %);

b) de demander que la Banque mondiale remette les futures vérifications techniques exigées en vertu des accords au moins huit semaines avant la réunion du Comité exécutif à laquelle elle demande un appui financier.

(Décision 32/61)

<u>Chine</u>: Programme annuel de 2001 - Secteur de la production de CFC (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chine)

75. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 86), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le programme annuel pour 2001 sur l'élimination de la production de CFC en Chine. Le niveau de financement sera examiné à la trente-troisième réunion du Comité exécutif en attendant la remise du rapport de vérification sur la mise en oeuvre du programme de travail annuel de 2000 pour l'élimination de la production de CFC en Chine.

(Décision 32/62)

#### Secteur de la réfrigération

Burkina Faso: Mise en œuvre du PGF: Programme d'encouragement pour le secteur des utilisateurs finaux en réfrigération domestique et commerciale (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Burkina Faso)

Ghana: Programme d'encouragement pour le secteur des utilisateurs finaux en réfrigération domestique et commerciale (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Ghana et Corr.1)

Sri Lanka: Programme incitatif de la réfrigération pour les utilisateurs finaux commerciaux et industriels (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Sri Lanka et Corr.1)

76. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 88), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver les trois projets en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport (voir aussi la décision 32/28).

(Décision 32/63)

Chine: Élimination du CFC-11 par la reconversion à une technologie à base de cyclopentane, et du CFC-12 par la reconversion à une technologie à base d'isobutane (600a) dans la fabrication de congélateurs domestiques à l'usine de congélateurs nº 2 de Qingdao Haier (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chine)

77. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 90), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet en rubrique au niveau de financement indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport (voir aussi la décision 32/24).

(Décision 32/64)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Sarmaye Sepahan Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques à Hanzad Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques et commerciaux à Arjah Boroudat Co. (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques et commerciaux à Roshan Ind. Group (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques et commerciaux à Tehran Shirak Co. (ONUDI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Golsarma Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

<u>Iran : Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques à Sana Commercial Co.</u> (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Shagayegh Boroudat Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Yakhchalsazi Yazd Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques à Zenoz Sanaat Co. (UNDP) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques à Ghaynar Khazar Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à General Industries (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à Boloorin Yazd Refrigerator Co. (PNUD) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

Iran: Reconversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b et du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication de réfrigérateurs domestiques à Electro Ara Co. (UNDP) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Iran et Corr.1)

- 78. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 92), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de reporter l'examen des 14 projets en rubrique jusqu'à ce que le pays fournisse les données fiables exigées et une preuve qu'il s'engage fermement envers l'élimination des SAO au pays;
  - b) de maintenir les projets dans les plans d'activités du PNUE et du PNUD pour l'an 2000 jusqu'à la deuxième réunion du Comité exécutif en 2001.

(Décision 32/65)

#### Secteur des solvants

Chine: Rapport provisoire et demande de versement du deuxième paiement pour la mise en œuvre du programme annuel de 2000-2001 dans le cadre du plan du secteur des solvants de la Chine (UNDP) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Chine)

79. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 96), le Comité exécutif <u>a pris note</u> que selon le rapport intérimaire sur le programme annuel de 2000-2001 dans le cadre du plan du secteur des solvants en Chine que l'élimination prévue ne remplira pas un des objectifs précisés dans l'Accord.

### Changement de technologie

Argentine: Changement de technologie: Élimination du CFC à l'usine de fabrication de réfrigérateurs domestiques à Lobato San Luis S.A. (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Argentine et Corr.1)

- 80. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 98), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver le changement de technologie dans le projet en rubrique;
  - b) de demander à la Banque mondiale de ne pas décaisser les fonds approuvés avant d'avoir confirmé la viabilité financière de l'entreprise, et de présenter un rapport à cet effet à la trente-quatrième réunion du Comité exécutif;
  - c) que les coûts différentiels d'exploitation devraient être fondés sur la capacité de production actuelle;
  - d) en raison de ce qui précède, de demander à la Banque mondiale de rembourser le Fonds multilatéral la somme de 220 660 \$US plus les coûts d'appui aux agences pour la différence entre les coûts de la proposition de projet originale et la proposition de projet révisée.

(Décision 32/66)

Argentine: Changement de technologie dans trois des neuf entreprises du projet cadre de reconversion du MCF utilisé comme solvant à une technologie de nettoyage à base d'eau (Banque mondiale) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/30/Argentine)

81. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 100), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le changement de technologie pour les trois entreprises sur neuf faisant partie du projet parapluie, sans coût additionnel pour le Fonds multilatéral.

(Décision 32/67)

- g) Projet de lignes directrices pour la préparation de comptes rendus sur les programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/31)
- 82. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 102), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de reporter l'examen du projet de lignes directrices à la trente-troisième réunion;
  - b) d'inviter les membres à faire part de leurs observations et de leurs propositions sur le projet de lignes directrices contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/31 au Secrétariat;
  - de charger le Secrétariat de compiler les observations sur le projet de lignes directrices et les distribuer aux membres avant la trente-troisième réunion du Comité exécutif;
  - d) de charger également le Secrétariat de préparer un projet de lignes directrices révisé auquel il aura intégré les observations des gouvernements et les commentaires émis à la présente réunion aux fins de présentation à la trente-troisième réunion du Comité exécutif.

(Décision 32/68)

- 83. Plusieurs représentants sont mécontents du fait que l'approbation des lignes directrices pour la préparation des mises à jour des programmes de pays soit encore retardée.
- h) Projet d'accord sur la stratégie d'élimination dans le secteur du tabac de la Chine : suite donnée à la décision 30/54 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/32)
- 84. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par.105), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver l'accord joint à l'annexe XIII des présentes;
  - d'approuver le Programme de travail annuel de 2001 du plan de secteur du tabac pour l'élimination du CFC-11 en Chine au niveau indiqué dans l'annexe VIII au présent rapport;
  - c) de demander à l'ONUDI de présenter un rapport à une réunion subséquente du Comité exécutif sur l'utilisation des sommes consenties à titre de coûts d'appui, lesquelles seront réexaminés dans deux ans.

(Décision 32/69)

- i) Projet de lignes directrices et forme de présentation standard de la vérification de l'élimination de la production de SAO (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/33)
- 85. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 107), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'approuver le projet de lignes directrices et la forme de présentation standard de la vérification de l'élimination de la production de SAO.

(Décision 32/70)

- 86. Un des représentants s'inquiète vivement du fait que les lignes directrices ne prévoient pas une vérification indépendante des utilisateurs finaux des SAO fournis par les producteurs par des gens de l'extérieur.
- j) Examen de la situation entourant le projet de récupération et de recyclage du CFC-12 dans l'équipement de réfrigération domestique au Brésil (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/22)
- 87. Après avoir examiné les recommandations du Sous-comité sur l'examen des projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/21, par. 110), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de ne pas approuver la demande de transférer le projet au PNUD;
  - b) de demander à la Banque mondiale de remettre les montants concernés au Fonds multilatéral aux fins de réaffectation.

(Décision 32/71)

# POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR: PROGRAMMES DE PAYS

- 88. Après avoir pris note de la mise à jour du programme de pays de la République démocratique du Congo (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/34), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de donner son approbation finale au programme de pays de la République démocratique du Congo. L'approbation du programme de pays ne signifie pas l'approbation des projets identifiés dans le programme, ni de leurs niveaux de financement;
  - de demander au Gouvernement de la République démocratique du Congo de transmettre annuellement des informations au Comité exécutif sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de pays, conformément à la décision du Comité exécutif relative à la mise en œuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, paragraphe 135). Présenté dans le format approuvé, le rapport initial, couvrant la période du 1er décembre 2000 au 31 décembre 2001, devrait parvenir au Secrétariat du Fonds d'ici le 1er mai 2002.

(Décision 32/72)

- 89. Après avoir pris note du programme de pays de la Jamahiriya arabe libyenne (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/35), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) d'approuver le programme de pays de la Jamahiriya arabe libyenne. L'approbation du programme de pays ne signifie pas l'approbation des projets identifiés dans le programme, ni de leurs niveaux de financement;
  - b) de demander au gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne de transmettre, sur une base annuelle, des informations au Comité exécutif sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de pays, conformément à la décision du Comité exécutif sur la mise en œuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, paragraphe 135). Présenté dans le format approuvé, le rapport initial, couvrant la période du 1er décembre 2000 au 31 décembre 2001, devrait parvenir au Secrétariat du Fonds d'ici le 1er mai 2002;
  - c) d'exhorter le gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne à ratifier les amendements de Londres, Copenhague et Montréal du Protocole de Montréal dans un avenir immédiat.

(Décision 32/73)

- 90. Après avoir pris note du programme de pays d'Oman (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/36), le Comité exécutif a décidé:
  - a) d'approuver le programme de pays d'Oman. L'approbation du programme de pays ne signifie pas l'approbation des projets identifiés dans le programme, ni de leurs niveaux de financement;
  - b) de demander au gouvernement d'Oman de transmettre annuellement des informations au Comité exécutif sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de pays, conformément à la décision du Comité exécutif sur la mise en œuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, paragraphe 135). Présenté dans le format approuvé, le rapport initial, couvrant la période du 1er décembre 2000 au 31 décembre 2001, devrait parvenir au Secrétariat du Fonds d'ici le 1er mai 2002;
  - c) de demander au gouvernement d'Oman de ne plus solliciter le financement du Fonds multilatéral, parce que le PNB (produit national brut) de ce pays est haut.

(Décision 32/74)

91. Après avoir examiné le document sur la mise à jour révisée du programme de pays de la Chine (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/37), le Comité exécutif <u>a pris note</u> des données révisées fournies dans la mise à jour du programme de pays de la Chine.

#### POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR: PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET PROJET DE PLAN D'ACTIVITÉS TRIENNAL DU FONDS MULTILATÉRAL

- 92. Pour l'examen de ce point, le Comité exécutif disposait du document « Planification stratégique et projet de plan d'activités triennal du Fonds multilatéral » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38) et du rapport de la deuxième réunion informelle de planification stratégique du Fonds multilatéral dans la période d'observance (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/43) qui s'est tenue les 2 et 3 décembre 2000 à Ouagadougou.
- 93. Il y a eu échange de vues sur la signification et les conséquences de l'adoption du document annexé au rapport sur la réunion informelle, intitulé « Projet-cadre sur l'objectif, les priorités, les problèmes et les modalités de la planification stratégique du Fonds multilatéral dans la période d'observance ». Un consensus général s'est dégagé sur l'impossibilité d'utiliser ce cadre comme point de départ avant d'avoir élaboré davantage sur certains points. Il était également évident pour les membres que pour obtenir le résultat souhaité, il faudrait prendre le plus rapidement possible les mesures requises pour faire de ce cadre la base solide qui permettra d'élaborer une planification stratégique réalisable. Le Comité exécutif a donc décidé:
  - a) d'adopter le « Projet-cadre sur l'objectif, les priorités, les problèmes et les modalités de la planification stratégique du Fonds multilatéral dans la période d'observance », annexé au rapport, (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/43), comme du futur travail de planification stratégique;
  - b) d'inviter les membres du Comité exécutif à transmettre leurs idées au Secrétariat pour qu'elles soient transmises à tous les membres du Comité exécutif;
  - c) d'inviter les membres du Comité exécutif à un échange d'idées sur le sujet;
  - de demander au Secrétariat du Fonds multilatéral de préparer un document de réflexion sur le sujet pour le présenter à la trente-troisième réunion du Comité exécutif;
  - e) d'avoir une discussion sur ce sujet lors de la trente-troisième réunion du Comité exécutif.

(Décision 32/75)

- 94. Au sujet du document « Planification stratégique et projet de plan d'activités triennal pour le Fonds multilatéral » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38), le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de prendre note du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38;
  - b) de demander au Secrétariat de préparer une mise à jour annuelle sur l'état de l'observance par les pays visés à l'Article 5 des mesures de contrôle du Protocole de Montréal qui figurent dans la partie I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38 et sur la mise en œuvre du Protocole de Montréal par les mesures de contrôle des politiques gouvernementales qui figurent dans la

partie II du document. Dans les futures versions de ce document, le Secrétariat devrait tenter d'établir l'impact des projets approuvés qui ne portent pas sur des investissements sur le type d'observance des pays visés à l'Article 5 et envisager d'autres mesures telles que celles destinées aux usagers finals et la mise en œuvre du contrôle des importations par les autorités douanières;

c) de demander au Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances de revoir le document mis à jour et de prendre des mesures.

(Décision 32/76)

# POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU SOUS-GROUPE DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE SECTEUR DE LA PRODUCTION

- 95. Le Sous-groupe sur le secteur de la production s'est réuni le 7 décembre 2000, avec la participation de représentants de l'Allemagne, de l'Australie (coordonnateur), du Brésil, de la Chine, des États-Unis d'Amérique et de l'Inde ainsi que d'observateurs de l'ONUDI et de la Banque mondiale. Les discussions ont porté sur l'évolution dans le secteur de la production depuis la trente-et-unième réunion du Comité exécutif; la gestion du financement de la préparation de l'élimination de la production de SAO et un projet-cadre visant la fermeture de deux usines de halons en Inde (SRF et NFI) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/39). Le rapport du Sous-groupe a été présenté par le coordonnateur.
- 96. La République populaire démocratique de Corée n'ayant pas répondu au Secrétariat qui lui demandait de désigner un centre national où mener un audit technique des installations de production de SAO, le Comité exécutif <u>a décidé</u>:
  - a) de demander au Secrétariat de communiquer à nouveau avec le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, en insistant sur l'importance de respecter le calendrier d'élimination de la production de SAO;
  - b) de demander au Sous-groupe de revoir à nouveau la situation à sa prochaine réunion si la situation actuelle venait à se poursuivre.

(Décision 32/77)

97. Au sujet des délais d'approbation du financement de la préparation de projets dans le secteur de production des SAO, le Comité exécutif <u>a décidé</u> que la procédure actuelle d'approbation du financement de la préparation de projet après l'achèvement de l'audit technique devrait continuer de s'appliquer.

(Décision 32/78)

98. Au sujet du projet-cadre de fermeture de deux projets de halons en Inde, et prenant acte du fait qu'il n'a pu trouver de consensus sur le versement des profits perdus, le Comité exécutif :

- a) <u>a convenu</u> que le Fonds multilatéral devrait assumer les coûts admissibles du démantèlement des deux usines et qu'il pourrait envisager fournir des fonds pour le déplacement de la main œuvre, sur la base des coûts réels de la main œuvre déplacée;
- b) <u>a chargé</u> le Sous-groupe de poursuivre ses travaux sur la question du versement des profits perdus dans le but de rapprocher les opinions divergentes.

(Décision 32/79)

# POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR: LIGNES DIRECTRICES RÉVISÉES POUR LES PROJETS DE BROMURE DE MÉTHYLE

- 99. Le Groupe de travail sur le bromure de méthyle a tenu sa troisième réunion qui a tiré un certain nombre de conclusions. Le coordonnateur du Groupe de travail a présenté le document « Lignes directrices révisées pour les projets de bromure de méthyle (projet) » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/40 et Corr.1) et souligné le consensus qui a permis aux membres de parvenir à des lignes directrices concluantes.
- 100. Après avoir pris note des efforts et des recommandations du groupe de travail, le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'adopter les lignes directrices révisées pour les projets de bromure de méthyle qui figurent à l'Annexe XIV du présent rapport.

(Décision 32/80)

# POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DE SITUATION SUR L'ÉTUDE SUR LES SOLUTIONS POUR LE REMPLACEMENT DU CFC DANS LES MOUSSES RIGIDES

- 101. Le Comité exécutif a pris connaissance du document UNEP/OzL./Pro/ExCom/32/41, «Rapport de situation sur l'étude sur les solutions pour le remplacement du CFC dans les mousses rigides ». Après avoir exprimé quelques inquiétudes sur le retard dans le démarrage de l'étude, le Comité exécutif a décidé:
  - a) de prendre note du "Rapport de situation sur l'étude sur les solutions pour le remplacement du CFC dans les mousses rigides";
  - b) de demander au Secrétariat de fournir des renseignements plus substantiels sur les progrès et si possible des résultats préliminaires, lors de la trente-troisième réunion.

(Décision 32/81)

#### POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR: PROJET DE RAPPORT DU COMITE EXÉCUTIF A LA DOUZIEME REUNION DES PARTIES

102. Après avoir pris connaissance du projet de rapport préparé par le Secrétariat (UNPE/OzL.Pro/ExCom/32/42), le Comité exécutif <u>a décidé</u> d'autoriser le Secrétariat à mettre à jour le rapport, à partir des discussions et des décisions prises lors de la trente-deuxième réunion du Comité exécutif, ainsi que des observations faites sur le sujet.

(Décision 32/82)

#### POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR: QUESTIONS DIVERSES

- 103. Au sujet des prêts à des conditions de faveur, un représentant a indiqué qu'il y avait trois possibilités d'amorcer les discussions sur ce sujet, à savoir: à la présente réunion, après la douzième réunion des Parties ou au moment du prochain réapprovisionnement. La première option n'est plus possible et la troisième est encore trop lointaine pour en discuter. Il reste la seconde qui présuppose une orientation provenant de la Réunion des Parties. Dans ce cas, il faudrait inviter la Réunion des Parties à prendre note du cadre proposé et présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/29/59 ainsi que des discussions lors de la vingt-neuvième réunion à Beijing lorsque le document a été accepté comme une base de discussion utile. Un autre représentant a souligné qu'à leur septième réunion, en 1995, les Parties avaient demandé au Comité exécutif d'agir en la matière d'ici sa vingtième réunion en 1996, et que les prêts à des conditions de faveur forment un élément fondamental des dispositions du Protocole de Montréal. Un troisième représentant a rappelé que le Comité exécutif disposait déjà d'un mandat de la Réunion des Parties pour régler cette question et a ajouté que les prêts à des conditions de faveur représentaient un enjeu important.
- 104. Citant la chronologie des décisions des Réunions des Parties et du Comité exécutif, préparée par le Secrétariat (UNEP/OzL.Pro/ExCom/31/Inf. 3), un autre représentant a déclaré que le Comité exécutif avait décidé, à sa vingt-neuvième réunion, de transmettre le cadre proposé à la Réunion des Parties comme base de discussion et pour obtenir leur orientation à ce sujet mais elles ont refusé de donner suite. Cette réaction indiquait que la Réunion des Parties comme bien des Parties ne jugent pas approprié d'agir en la matière actuellement.
- 105. Faute de consensus, le Comité exécutif <u>a décidé</u> de reporter pour le moment l'examen des prêts à des conditions de faveur.

(Décision 32/83)

#### Date et lieu de la trente-trosième réunion du Comité exécutif

106. Le Comité exécutif <u>a décidé</u> de tenir sa trente-troisième réunion du 28 au 31 mars 2001 à Montréal, Canada. Elle sera précédée par la réunion du Sous-comité sur la surveillance, l'évaluation et les finances et par la réunion du Sous-comité sur l'évaluation des projets, qui auront lieu les 26 et 27 mars 2001.

(Décision 31/84)

#### POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DU RAPPORT

107. Le Comité exécutif a adopté le présent rapport le 8 décembre 2000, en se fondant sur le projet de rapport préparé par le Secrétariat du Fonds (UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/L.1).

# POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : CLÔTURE DE LA RÉUNION

108. Le président a clôturé la réunion à 17h30, le 8 décembre 2000.

			į
•			
	•		
			·
		·	

# Annex I

# FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL ÉTAT DU FONDS (EN \$ US)

Au 7 de decembre 2000

REVENUS		
Contributions reçues		
Paiements en espèces et billets à ordre encaissés		942,490,736
Billets à ordre en main		124,056,626
Coopération bilatérale		40,715,464
- Intérêts créditeurs		87,711,376
Revenus divers		4,207,877
Total des Revenus		1,199,182,080
AFFECTATIONS ET PROVISIONS		
PNUD	309,308,297	
- PNUE	46,568,528	
- ONUDI	235,662,112	
- Banque Mondiale	463,894,610	
Moins les ajustements(*)	-	
Total des affectations aux agences d'exécution		1,055,433,54
Coûts du Secrétariat et Comité exécutif (91-99) comprennent les fonds		
- pour couvrir les contrats du personnel jusqu 'en 2002		28,595,77
Activités de surveillance et d'évaluation approuvées à la 22e		
réunion du Comité exécutif		722,0
Activités de vérification technique approuvées à la 24e réunion		
- du Comité exécutif		600,0
Coopération bilatérale		40,715,4
Provision pour les fluctation concernant le taux de change fixe		
Profits / pertes en valeur		4,609,7
Total des affectations et provisions		1,130,676,4
SOLDE DISPONIBLE POUR DE NOUVELLES AFFECTATIONS		68,505,5

%age du total des engagements

# Au 7 de decembre 2000

Description	1991-1993	1994-1996	1997	1998	1999	2000	TOTAL
Contributions promises	234,929,241	424,841,347	157,144,159	157,545,040	157,897,921	146,666,667	1,279,024,375
Versements en espèces	206,026,442	380,190,863	114,026,243	91,489,125	84,574,557	66,183,507	942,490,736
Assistance bilatérale	4,332,697	11,997,571	4,168,969	7,348,852	10,677,485	2,189,890	40,715,464
Billets à ordre	-	0	12,498,883	32,262,792	40,609,870	38,685,081	124,056,626
Total des versements	210,359,139	392,188,434	130,694,095	131,100,769	135,861,912	107,058,478	1,107,262,827
Contributions contestées	-	8,098,267	-	<u>.</u>	<u>-</u>	•	8,098,267
Arriérés de contributions	24,570,102	32,652,913	26,450,064	26,444,271	22,036,009	39,608,189	171,761,548
% Versements/Engagements	90%	92%	83%	83%	86%	73%	87%
Intérêts créditeurs	5,323,644	28,525,733	18,328,786	17,676,694	17,628,384	228,135	87,711,376
Revenus divers	1,442,073	1,343,308	533,982	375,074	213,440	300,000	4,207,877
				•	-	107.506.613	1,199,182,080
TOTAL DES REVENUS	217,124,856	422,057,475	149,556,863	149,152,537	153,703,736	107,586,613	1,199,182,080
Montants cumulatifs			1991-1993	1994-1996	1997-1999	1991-1999	1991-2000
Total des engagements			234,929,241	424,841,347	472,587,120	1,132,357,708	1,279,024,375
Total des versements		-	210,359,139	392,188,434	397,656,776	1,000,204,349	1,107,262,827
%age du total des engagements			89.54%	92.31%	84.14%	88.33%	86.57%
Total des revenus			217,124,856	422,057,475	452,413,136	1,091,595,467	1,199,182,080
Total des arriérés de contributions			24,570,102	32,652,913	74,930,344	132,153,359	171,761,548
%age du total des engagements			10.46%	7.69%	15.86%	11.67%	13.43%
Arriérés de contributions pour le	s économies en transit	tion	24,570,102	31,439,487	33,231,712	89,241,301	93,380,078
	-						

10.46%

7.40%

7.03%

7.30%

7.88%

# État des contributions pour 2000

Au 7 de decembre 2000

Partie	Contributions	Versements en	Assistance	Diller Control	Arriérés de
	Convenues	espèces	Bilatérale	Billets à Ordre	Contributions
Afrique du Sud	0	0	0	0	0
Allemagne	16,427,810	0	1,633,385	16,427,810	(1,633,385)
Australie	2,482,261	2,574,131	(91,870)	0	(0)
Autriche*	1,576,118	1,576,118	0	0	0
Azerbaïdjan	36,849	0	0	0	36,849
Bélarus	137,345	0	0	0	137,345
Belgique	1,847,459	1,847,459	0	0	0
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0
Bulgarie	31,824	31,824	0	0	0
Canada	4,612,784	0	175,000	0	4,437,784
Chypre	0	0	0	0	0
Danemark	1,157,383	25,124	0	0	0
Émirats Arabes Unis	0	0	0	0	0
Espagne	4,336,419	4,336,419	0	0	0
Estonie	25,124	,			
États- Unis	36,666,667	15,507,194	0	11,000,000	10,159,473
Fédération de Russie	2,490,635	0	0	0	2,490,635
Finlande	907,817	0	0	0	907,817
France	10,954,107	0	123,375	0	10,830,732
Géorgie	0	0	0	0	0
Grèce	587,904	101,763	0	0	486,141
Hongrie	200,993	200,993	0	0	0
Irlande	375,186	0.	0	0	375,186
Islande	53,598	53,598	0	0	0
Israël	577,854	348,847	0	0	229,007
Italie	9,098,273	0	0	0	9,098,273
Japon	33,471,998	33,121,998	350,000	0	0
Koweït	0	0	0	0	0
Lettonie	40,199	0	0	0	40,199
Liechtenstein	10,050	10,050	0	0	0
Lithuanie	36,849	0	0	0	36,849
Luxembourg	113,896	95,592	0	0	18,304
Malte	0	0	0	0	0
Monaco	6,700	6,700	0	0	0
Norvège	1,021,713	884,274	0	0	137,439
Nouvelle-Zélande	370,162	370,162	0	0	0
Ouzbékistan	61,973	0	0	0	61,973
Panama	0,,,,,	0	0	0	0,,5,5
Pays-Bas	2,731,827	0	0	2,731,827	0
Pologne	346,712	346,712	0	2,731,627	0
Portugal	698,450	0	0	0	698,450
République Tchèque	202,668	202,668	0	0	078,430
Royaume-Uni	8,525,444	202,008	0	8,525,444	0
	0,323,444	- 0	0	8,323,444	0
Singapour	65,323	65,323	0	0	0
Slovaquie	65,323	65,323			ļ <u>-</u>
Slovénie		<u> </u>	0	0	262.107
Suède	1,815,635	1,452,508	0	0	363,127
Suisse	2,035,052	1,866,667	0	0	168,385
Tadjikistan	8,375	0	0	0	8,375
Turkmenistan	13,399	0	0	0	13,399
Ukraine	505,832	1 0	1 0	0	505,832

#### État des contributions pour 1999 Au 7 de decembre 2000

Au 7 de decembre 2000  Pertie Contributions Versements en Assistance Arriérés de					
Partie	Contributions Convenues	Versements en espèces	Assistance Bilatérale	Billets à Ordre	Arriérés de Contributions
		cspeces 0	0	0	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Afrique du Sud	0	0		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	0
Allemagne	16,615,295		6,366,907	10,248,388	0
Australie	2,719,451	2,719,451	0	0	0
Autriche*	1,589,409	1,574,247	15,162	0	0
Azerbaïdjan	215,902	0	0	0	215,902
Bélarus	537,459	0	0	0	537,459
Belgique	1,851,248	1,742,768	108,480	0	0
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0
Bulgarie	0	0	0	0	0
Canada	5,700,741	4,960,872	588,209	0	151,660
Chypre	0	0	0	0	0
Danemark	1,318,383	1,318,383	0	0	0
Émirats Arabes Unis	- 0	. 0	0	0	0
Espagne	4,341,016	4,341,016	0	0	0
États- Unis	38,833,333	29,813,037	(379,704)	9,400,000	0
Fédération de Russie	8,176,728	0	0	0	8,176,728
Finlande	1,134,636	907,709	123,000	0	103,927
France	11,773,570	0	2,859,581	8,843,366	70,623
Géorgie	0	0	0	0	0
Grèce	698,237	698,237	0	0	0
Hongrie	257,245	257,245	0	0	0
Irlande	385,868	385,868	0	0	0
Islande	55,124	55,124	. 0	0	0
Israël	491,522	491,522	0	0	0
Italie	9,550,235	0	0	0	9,550,235
Japon	28,361,303	28,361,303	0	0	0
Koweit	0	0	0	0	0
Lettonic	139,131	14,975	0	<u>-</u>	124,156
Liechtenstein	18,375	18,375	0	0	124,150
	156,185	0	0	0	156,185
Lithuanie	128,623	128,623	0	0	150,165
Luxembourg	0	120,023	0	0	. 0
Malte		18,375	0	0	
Monaco	18,375		- ol		0
Norvege	1,028,982	1,028,982		0	0
Nouvelle-Zélande	440,992	440,992	0	0	0
Ouzbékistan	252,652	0	0	0	252,652
Panama	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2,916,979	0	0	2,916,979	0
Pologne	620,145	620,145	0	0	0
Portugal	505,303	0	0	0	505,303
République Tchèque	477,741	477,741	0	0	0
Royaume-Uni	9,766,137	0	565,000	9,201,137	0
Singapour	0	0	0	0	0
Slovaquie	151,591	151,591	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0
Suède	2,255,491	1,824,641	430,850	0	0
Suisse	2,223,335	2,223,335	0	0	0
Tadjikistan	36,749	0	0	0	36,749
Turkmenistan	59,718	0	0	0	59,718
Ukraine	2,094,712	0	0	0	2,094,712
TOTAL	157,897,921	84,574,557	10,677,485	40,609,870	22,036,009

<sup>\*</sup> Arriérés de contributions totalement ou partiellement retenus à titre de coopération bilatérale

### État des contributions pour 1991-1999

#### Au 7 de decembre 2000

Au 7 de decembre 2000					
ortie	Contributions Convenues	Versements en espèces	Assistance Bilatérale	Billets à Ordre	Arriérés de Contributions
frique du Sud	3,793,691	3,763,691	30,000	0	0
llemagne	122,261,352	82,137,034	11,324,473	28,799,845	0
ustralie	20,328,195	19,677,557	650,638	0	0
utriche*	10,980,467	10,848,677	131,790	0	0
zerbaïdjan	710,888	0	0	0	710,888
élarus	2,048,747	0	0	0	2,048,747
	14,142,033	14,033,553	108,480	0	0
elgique runéi Darussalam	0	0	0	0	0
ulgarie	897,207	897,207	0	0	. 0
	42,050,343	37,847,337	4,051,346	0	151,660
anada	148,670	148,670	0	0	0
hypre	9,354,747	9,149,747	205,000	0	0
)anemark	559,639	559,639	0	0	(
mirats Arabes Unis	29,555,473	29,555,473	0	0	0
spagne	290,251,569	270,034,378	10,817,191	9,400,000	
Etats- Unis	79,343,795	0	0	0	79,343,795
édération de Russie		7,329,255	545,360	0	103,927
inlande	7,978,542	50,147,937	6,583,470	20,572,620	6,614,77
rance	83,918,804	0	0,343,470	0	<u> </u>
Géorgie	0	5,033,055	0	0	
Grèce	5,033,055	2,192,660	0	0	
Hongrie	2,192,660			0	
irtande	2,656,258	2,656,258	- 0		
Islande	406,439	406,439	0	0	<u> </u>
Israël	3,049,302	3,049,302	0	0	29,864,13
Italie	62,693,212	32,829,081		0	5,672,25
Japon	183,584,951	175,179,192	2,733,500	0	5,072,25
Koweit	286,549	286,549		0	124,15
Lettonie	139,131	14,975	0	0	124,13
Liechtenstein	135,481	135,481	0	0	264,44
Lithuanie	279,421	14,975	0	0	201,11
Luxembourg	885,421	885,421		0	
Malte	28,052	28,052	0	0	<del></del>
Monaco	114,912	114,912	0	0-	
Norvège	7,523,928	7,523,928	0	0	
Nouvelle-Zélande	3,251,512		0	<u> </u>	252.6
Ouzbékistan	332,255		0	0	252,65
Panama	16,915		0		
Pays-Bas	21,177,623		0	<del> </del>	
Pologne	2,335,359		0	0	50£ 2
Portugal	3,224,189		0		505,3
République Tchèque	4,182,013		0	<del></del>	
Royaume-Uni	69,395,086			23,682,101	
Singapour	531,221	459,245	71,976		
Siovaquie	1,411,145	1,411,145	0		
Slovénie	61,290	61,263		<del> </del>	
Suède	16,037,888	15,607,038			
Suisse	15,786,088	15,509,588	276,500		
Tadjikistan	65,740	5 0	<u> </u>	<del></del>	65,
Turkmenistan	235,75	7 0		0	235,
Ukraine	6,980,68	7 785,600			6,195,
SOUS -TOTAL	1,132,357,70	8 876,307,230	38,525,574	85,371,545	132,153,
Contributions contestée	s 8,098,26	7 0		0	
TOTAL	1,140,455,97	5 876,307,230	38,525,574	85,371,545	140,251,

# État des contributions pour 1999

Au 7 de decembre 2000					
Partie Partie	Contributions Convenues	Versements en espèces	Assistance Bilatérale	Billets à Ordre	Arriérés de Contributions
Afrique du Sud	592,583	592,583	0	0	0
Allemagne	49,845,885	11,076,863	9,969,177	28,799,845	0
Australie	8,158,353	8,158,353	0	0	0
Autriche*	4,768,227	4,753,065	15,162	0	
Azerbaïdjan	647,706	0	0	0	647,706
Bélarus	1,612,377	. 0	0	0	1,612,377
Belgique	5,553,744	5,445,264	108,480	0	1,012,377
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0
Bulgarie	68,000	68,000	0	0	0
Canada	17,102,223	14,953,009	1,997,554	0	
Chypre	0	0	0	0	151,660
Danemark	3,955,149	3,955,149		0	0
Émirats Arabes Unis	0	0	0	0	
Espagne Espagne	13,023,048	13,023,048	0	0	0
États- Unis	116,499,999	106,458,703	641,296	9,400,000	0
Fédération de Russie	24,530,184	0	041,290		24.620.101
Finlande	3,403,908	2,858,061	441,920	0	24,530,184
France	35,320,710	2,874,846			103,927
Géorgie	33,320,710	2,874,840	5,258,467	20,572,620	6,614,777
Grèce	2,094,711	2,094,711	0	0	0
Hongrie	771,735	771,735	0	0	0
Irlande	1,157,604	1,157,604	0	0	0
Islande	165,372		0	0	0
Israël	<del>-  </del>	165,372		0	0
Italie	1,474,566	1,474,566	0	0	0
	28,650,705	0	0	0	28,650,705
Japon	85,083,909	76,678,150	2,733,500	0	5,672,259
Koweit	0	0	0	0	0
Lettonie Liechtenstein	139,131	14,975	0	0	124,156
	55,125	55,125	0	0	0
Lithuanie	279,421	14,975	. 0	0	264,446
Luxembourg	385,869	385,869	0	0	0
Malte	0	0	0	0	. 0
Monaco	55,125	55,125	0	0	0
Norvège Nouvelle-Zélande	3,086,946	3,086,946	0	0	0
Ouzbékistan	1,322,976	1,322,976	0	0	. 0
	332,255	79,603	0	. 0	252,652
Panama	0 750 027	0	0	0	0
Pays-Bas	8,750,937	5,833,958	0	2,916,979	0
Pologne	1,860,435	1,860,435	0	0	0
Portugal	1,515,909	1,010,606	0	0	505,303
République Tchèque	1,332,440	1,332,440	0	0	0
Royaume-Uni	29,298,411	5,051,310	565,000	23,682,101	0
Singapour	0	0	0	0	0
Slovaquie	454,773	454,773	0	0	0
Slovénie	0	0	0	. 0	0
Suède	6,766,473	6,335,623	430,850	0	0
Suisse	6,670,005	6,636,105	33,900	0	0
Tadjikistan	65,746	0	0	0	65,746
Turkmenistan	179,154	0	0	0	179,154
Ukraine	5,555,291	. 0	0	0	5,555,291
TOTAL	472,587,120	290,089,925	22,195,306	85,371,545	74,930,344

<sup>\*</sup> Arriérés de contributions totalement ou partiellement retenus à titre de coopération bilatérale

### ANNEXE II

# PROJETS QUI ONT PROGRESSÉ ET QU'IL EST RECOMMANDÉ DE RETIRER DE LA LISTE DES PROJETS PRÉSENTANT DES RETARDS DE MISE EN ŒUVRE

Agence	Numéro du projet	Titre du projet	Date d'achèvement prévue
Germany		Port Luis	Dec-00
BRD		Conversion to non-CFC technology in the production of mobile air conditioning systems at Sistemaire, S.A.	Nov-00
BRD		Conversion of manufacturing facilities from CFC-11 foaming agent to cyclopentane and CFC-12 refrigerant to HFC-134a at Gansu Changfeng Baoan Industry Co. Ltd.	Aug-00
BRD	IDS/FOA/11/INV/12	Elimination of CFC-11 in the manufacture of polyurethane foams at P.T. Foamindo Industri Uretan	Dec-00
BRD	IDS/FOA/13/INV/16	Elimination of CFC-11 in the manufacture of flexible polyurethane foam at P.T. Erlangga Trimanunggal Kusumah	Dec-00
IBRD	IDS/FOA/15/INV/19	Elimination of CFC-11 in the manufacture of polyurethane foam sheet at Positive Foam Industry	Dec-00
IBRD	IDS/FOA/23/INV/73	Elimination of CFC-12 in the manufacture of extruded polethylene foam sheet at PT. Tara Guna Foam	Feb-01
IBRD	IDS/FOA/23/INV/77	Foam Association (AFI)	Feb-01
IBRD	IDS/FOA/23/INV/78	Technical assistance programme for SMEs for flexible polyurethane foam at Indonesian Foam Association (AFI)	Feb-01
IBRD	IDS/REF/15/TAS/29	Reduction of CFC-12 emission during service of MAC by use of recycling equipment	Dec-01
IBRD	IND/FOA/18/INV/56	Phase out of CFCs in the manufacture of molded PUF at PUR Polyurethane Products P. Ltd.	Dec-00
IBRD	IND/HAL/18/INV/60	Conversion from halon-1211 to ABC dry chemical power (ABC-DCP) and carbon dioxide (CO2) in portable extinguishers at Real Value Appliances Ltd.	Dec-00
IBRD	IND/REF/19/INV/89	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Rabi-Run Refrigeration P., Ltd.	Jun-00
IBRD	IND/REF/22/INV/110	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Refrigeration Components and Accessories	Dec-00
IBRD	IND/REF/22/INV/124	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Refrigerators and Home Appliances P. Ltd.	Dec-00
IBRD	IND/REF/23/INV/152	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Sarkar Refrigeration Industries	Sep-00
IBRD	MAL/REF/19/INV/90	HFC-134a MAC manufacturing equipment at UCM Industrial Corporation Berhad	Mar-00
IBRD	THA/FOA/27/INV/11	2 Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid foam at Willich Sales & Contracting Co. Ltd.	Jun-00
IBRD	THA/REF/07/TAS/07		Dec-01
UNDP	CPR/REF/23/INV/22	Elimination of CFCs 11 and 12 in the manufacture of domestic freezers a Jilin Jinouer Electric Appliances Group Co.	t Dec-00

# UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe II Page 2

Agence	Numéro du projet	Titre du projet	Date d'achèvement prévue
UNDP	•	Phaseout of the remaining ODS consumption in the foam sector (11 enterprises)	Dec-00
UNDP	EGY/REF/20/INV/58	Elimination of CFC-11 and 12 in the manufacture of commercial refrigeration equipment at El-Mohandes	Jun-00
USA	CPR/REF/16/INV/116	Haier Refrigerator Factory	Dec-99

# ANNEXE III

# PROJETS QUI ONT PROGRESSÉ ET DONT IL EST RECOMMANDÉ DE POURSUIVRE LA SURVEILLANCE

Agence	Numéro du projet	Titre du projet
rance	IRA/REF/24/INV/34	Conversion to non-CFC facilities of 4 companies producing cars and wagons with MAC umbrella project
rance	LEB/REF/23/TAS/21	Implementation of an ODS recovery and recycling network
rance	MAU/REF/14/TAS/05	Conversion of CFC-based commercial refrigeration installations in the fishing industry
rance	MOR/REF/23/TAS/17	Implementation of an ODS recovery and recycling network
BRD	ARG/REF/19/INV/43	Elimination of CFC in the manufacturing plant of domestic refrigerators at Adzen S.A.
שאכ	AKGAGA	CIF
BRD	ARG/REF/23/INV/69	Elimination of CFCs in the manufacturing plant of domestic refrigerators at Lobato San
טאנט	THE STATE OF THE S	I nis S A
BRD	IND/REF/19/INV/92	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at
DKI	IIID/ICIA/ - 2/-	Chandra Frig Co. P. Ltd.
BRD	IND/REF/22/INV/123	Elimination of CFCs in the manufacture of commercial refrigeration equipment at
DVD	IND/REDI / 22/ -	Hinduston Refriceration Industries
IBRD	JOR/FOA/15/INV/22	Umbrella project for conversion to CFC-free technology at three flexible polyurethane
DKT	JOINT OTH TOTAL	foam factories at Arab Foam, Jordan Plastics, National Foam
IBRD	JOR/SEV/28/INS/51	Penewal of institutional strengthening (phase II)
IBRD	MAL/FOA/17/INV/59	Elimination of ODS in the process of EPE/EPS foam sheet at Star Foam Paper Products
IDKT	WITH OIL III	Sdn Bhd
IBRD	THA/FOA/27/INV/111	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid
IBKD	IIIIVI OIDEO	polygrethane foam at Siam Steel International PLC
UNDP	ARG/FOA/15/INV/14	Elimination of the use of CFC in the manufacture of sandwich polyurethane panels at
OIAIN	AKO/I O/ II IV: ·	Cinter S.P. I
UNDP	ARG/FOA/18/INV/33	Elimination of the use of CFC's in the manufacture of sandwich panels and spray foam:
UND	ARGII OID IVI	of Monticol Argentina S.A. and Art Nouveau Puntana, S.A.
UNDP	ARG/FOA/20/INV/48	Conversion to non-CFC technology in the manufacture of flexible foam (slabstocks) at
UND	VIVOLI OLD SOLL	Suggestar S A
UNDP	ARG/FOA/22/INV/57	Elimination of the use of CFCs in the manufacture of sandwich polyurethane panels ar
ONDI	ARGILOTAL	longay foams at Calofrig Asilaciones Jacobi S.A.I.C.
UNDP	ARG/REF/23/INV/60	Elimination of the use of CFCs in the manufacture of commercial refrigerators and
DIADI	AROMALIZA	display cabinets at Trevi
UNDP	BOL/REF/20/TAS/04	Implementation of a national programme for recovery and recycling of refrigerant
UNDP	CPR/FOA/17/INV/126	Conversion to CFC-free technology in the manufacture of XPS foam at Handan No. /
UNDP	CPR/FOA/1//INV/202	Elimination of CFC-12 in the manufacture of EPS foam sheet at Zhejiang Wanpeng
UNDE	Crnionzam	Clique Co., Ltd.
UNDP	CPR/REF/19/INV/167	Elimination of CFCs 11 and 12 in the manufacture of domestic freezers at Guingdao
UNDI	CFIVILLIAM	Haier General Freezer Company
UNDP	CPR/SOL/19/INV/169	Elimination of CFC-113 used in the production line at Shanghai Sixth Radio Factory
		Elimination of the use of CFC-113 and methyl chloroform in the color picture tube
UNDP	Crivaodini	cleaning processes at the Shanghai Novel CPT, Corp. Factory
UNDP	CPR/SOL/19/INV/172	Elimination of the use of TCA in the Baoshi Electronics Corporation Shijazhuang
IONDI	CPNSOL/1/m····-	Manufacturing Operations
TINDE	CPR/SOL/20/INV/186	The state of the s
UNDP	CPR/SOLIZOITITITIO	Factory
121DB	CPR/SOL/22/INV/195	
UNDP	CPR/SOL/ZZ/III VI 155	Equipment Factory
		Conversion to CFC free-technology at El Fateh
UNDP	EGY/FOA/12/INV/28	Conversion to Cr C nee-technology at 2.1

Agence	Numéro du projet	Titre du projet
UNDP	EGY/REF/20/INV/59	Elimination of CFC-11 and 12 in the manufacture of commercial refrigeration equipment
		at Amiral
UNDP	GLO/REF/24/TAS/159	Global MAC project: Phase III
UNDP	IDS/FOA/23/INV/71	Conversion to CFC-free technology in the manufacture of flexible cold cured moulded and integral skin PUF at PT Archigramma
UNDP	IND/ARS/19/DEM/69	Conversion of 5 aerosol filling installations to manual filling equipment using HAP
UNDP	IND/FOA/19/INV/71	Phase out of CFCs in the manufacture of rigid PUF insulated thermoware at Bharat Plastic Products
UNDP	MAL/ARS/19/INV/85	Umbrella project to phase out ODS at SMEs in the aerosol sector
UNDP	MAL/REF/18/INV/73	Umbrella project for elimination of CFCs 11 and 12 in the manufacture of commercial refrigeration at 4 small enterprises: Lim Yew, Exquisite, FMC, Noblelane
UNDP	MEX/FOA/20/INV/49	Umbrella project for conversion to CFC-free technology in the manufacture of polyurethane shoe soles (seven enterprises)
UNDP	MOR/FOA/22/INV/08	Phase-out of CFC in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Richbond S.A. in Morocco
UNDP	MOR/FOA/22/INV/10	Phase-out of CFC in the manufacture of flexible foam (slabstock) at Dolidol S.A. in Morocco
UNDP	PAN/FOA/22/INV/09	Elimination of CFCs in the manufacture of extruded polystyrene foam sheet at Productos Moldeados America S.R. Ltda. (Plasticos Modernos)
UNDP	PER/REF/15/INV/06	Elimination of CFC-11 and CFC-12 in the manufacture of domestic refrigerators at Industrias Lenche S.A. (Inlensa)
UNDP	PRC/REF/20/TAS/04	Implementation of a national programme for recovery and recycling of refrigerants
UNDP	THA/SEV/09/INS/09	Institutional strengthening of the Ozone Layer Protection Unit
UNDP	VEN/REF/17/INV/40	Elimination of CFCs 11 and 12 in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Industrias Nutal, C.A.
UNDP	VEN/REF/18/INV/43	Elimination of CFCs 11 and 12 in the manufacture of domestic refrigerators at Coresmalt Valencia, C.A.
UNDP	VEN/REF/19/INV/49	Elimination of CFC-11 and CFC-12 in the manufacture of bottle coolers, freezers and water coolers at Hielomatic, C.A.
UNEP	BAH/REF/26/TRA/05	Implementation of the RMP: Train the trainers programme in the refrigeration sector
UNEP	BAH/REF/26/TRA/06	Implementation of the RMP: Customs training
UNEP	BAH/SEV/19/INS/O2	Institutional strengthening for the phase-out of ODSs under the Montreal Protocol
UNEP	DOM/REF/25/TRA/14	Implementation of the RMP: Training programme for customs officers
UNEP	DOM/REF/25/TRA/17	Implementation of the RMP: Train the trainers programme in the refrigeration sector
UNEP	DOM/SEV/17/INS/04	Establishment of the National Commission for the Ozone (Cogo)
UNEP	ELS/REF/25/TRA/07	Implementation of the RMP: Train the trainers programme in the refrigeration sector
UNEP	ELS/REF/25/TRA/08	Implementation of the RMP: Customs training
UNEP	GAM/SEV/19/TRA/03	Training of customs officers
UNEP	GEO/REF/23/TRA/05	Implementation of the RMP: Training of trainers in the refrigeration servicing sector
UNEP	GLO/REF/19/TRA/97	Training modules for national training courses on good practices in refrigeration
UNEP	GLO/SEV/21/TAS/130	Develop a handbook on the practical use of policy instruments
UNEP	GUA/REF/21/TRA/13	National train the trainer programme on refrigeration management plan and good practices in refrigeration
UNEP	GUA/REF/27/TRA/18	Implementation of the RMP: Custom officers training programme
UNEP	GUA/SEV/28/INS/22	Renewal of institutional strengthening (phase III)
UNEP	GUY/REF/23/TRA/06	Implementation of the RMP: Training of trainers for good refrigeration servicing practices
UNEP	MOL/REF/25/TRA/03	Implementation of the RMP: Train the trainers programme for good practices in the refrigeration sector
UNEP .	MOL/REF/25/TRA/04	Implementation of the RMP: Training on monitoring and control of CFC and CFC using equipment
UNEP	MOR/SEV/19/INS/03	Creation of Ozone Unit
UNEP	MOZ/SEV/15/INS/03	Institutional strengthening

Agence	Numéro du projet	Titre du projet
UNEP	PER/REF/21/TRA/21	National train the trainer programme on refrigeration management plan and good
		practices in refrigeration
UNEP	PER/REF/27/TRA/23	Implementation of the RMP: Custom officers training programme
UNEP	PRC/SEV/17/INS/02	Creation of an Ozone Bureau
UNEP	SUD/SEV/28/INS/12	Renewal of institutional strengthening (phase II)
UNEP	SWA/SEV/15/INS/03	Institutional strengthening
UNEP	URT/SEV/20/INS/07	Institutional strengthening for the phase out of ODS and the establishment of a National Ozone Office
UNEP	VIE/SEV/28/INS/27	Renewal of institutional strengthening (phase II)
UNEP	ZIM/SEV/28/INS/20	Renewal of institutional strengthening (phase II)
UNIDO	IRA/FOA/22/INV/20	Phasing out of CFC-11 from flexible slabstock foam manufacturing at Safoam Co.
UNIDO	IRA/FOA/22/INV/21	Phasing out of CFC-11 from flexible slabstock foam manufacturing at Urethane Systems
		Company (USC)
UNIDO	IRA/FOA/22/INV/22	Phasing out of CFC-11 from flexible slabstock foam manufacturing at Shizar Co.
UNIDO	IRA/FOA/23/INV/29	Phasing out of CFC-11 from flexible slabstock foam manufacturing at Mashhad Foam
UNIDO	MOR/FUM/22/DEM/11	Four alternatives to the use of methyl bromide in horticulture: steam pasteurization, non-
		soil cultivation, solarization, and low-dose chemicals, in combination with an Integrated
i		Pest Management ·
UNIDO	MOR/REF/25/INV/24	Replacement of CFC-12 with HFC-134a for commercial refrigeration at Alom Du Nord
UNIDO	MOR/REF/25/INV/25	Replacement of CFC-12 with HFC-134a for commercial refrigeration at Batinox
UNIDO	PAK/REF/23/INV/17	Phasing out ODS at the freezer factory of Hirra Farooq's (Pvt) Ltd.
UNIDO	ROM/SEV/17/INS/04	Creation of an Ozone Secretariat
UNIDO	SUD/REF/19/INV/06	Phasing out of ODS at three small domestic refrigerator factories in Sudan (Coldair
	ļ	Refrigerator Factory, Modern Refrigerator and Metal Furniture Co., Sheet Metal
		Industries Co. Refrigerator Factory)
UNIDO	THA/FUM/25/DEM/97	Aternatives to the use of methyl bromide in grain storage (rice, maize, tapioca, feed
l		grains and pulses)
UNIDO	TUN/ARS/22/INV/21	Phasing out CFCs at Sogepar
UNIDO	TUR/FOA/23/INV/30	Phasing out CFC-11 at Isbir Termoset Plastic San. A.S., Ankara, Turkey
UNIDO	VEN/FOA/25/INV/64	Phasing out CFC-11 with HCFC-141b at Tecnofrigo in the production of rigid PU panels

Annex IV BUDGET APPROUVÉ POUR LE SECRÉTARIAT DU FONDS POUR 2001, 2002 et 2003

				APPROUVÉ	APPROUVÉ	APPROUVÉ
				2001	2002	2003
10	DITE	RIQUE DU PERSONNEL	1			
		onnel des projets ( Titre et grade)				
		Chef du Secrétariat	D. 2	122,000	125,660	129,430
		Chef adjoint (Coopération économique)	P. 5	110,000	113,300	116,699
		Chef adjoint (Coopération technique)	P. 5	110,000	113,300	116,699
		Administrateur, Affaires économiques	P.4/P.5	110,000	113,300	116,699
		Administrateur, Affaires environnementales	P.4/P.5	110,000	113,300	116,699
		Administrateur, Gestion de projets	P.4/P.5	110,000	113,300	116,699
	07	Administrateur, Gestion de projets	P.4/P.5	110,000	113,300	116,699
	08	Administrateur Information	P. 3	81,000	83,430	85,933
	09	Administrateur, Administration et gestion des Fonds	P. 4	95,000	97,850	100,786
	10	Administrateur, Surveillance et évaluation	P. 5	110,000	113,300	116,699
	11	Adjoint(e) administratif(ve) au Chef du Secrétariat	P.2	55,000	56,650	58,350
1199		Total partiel		1,123,000	1,156,690	1,191,391
1200	Con	sultants				
1200	01	Évaluation de projets, etc.	·	150,000		
1299		Total partiel	<del></del>	150,000		-
1300		PERSONNEL D'APPUI ADMINISTRATIF				
	01	Assistant administratif	G.8	45,000	45,900	46,818
	02	Assistant, Services de conférence	G.7	41,000	41,820	42,656
	03	Assistant, Programme	G.8	45,000	45,900	
	04	Secrétaire (Chef adjoint CE)	G.6	37,000	1	1 ,
	05	Secrétaire (Chef adjoint CT)	G.6	37,000	1	i
•	06	Adjoint(e), Opérations informatiques	G.7/G.8	45,000	45,900	1
	07	Secrétaire (pour 2 admin de programme)	G.6	37,000	1	
	08	Secrétaire/commis, Services administratifs	G.5	32,000	32,640	ì
	09	Commis à l'enregistrement	G.4	26,000	26,520	1
	10	Adjoint(e), Base de données	G.8	45,000	45,900	46,818
	11	Secrétaire, Surveillance et Évaluation	G.5/G.6	36,000	36,720	
		Total Partiel		426,000	434,520	443,210
1320	)	Dépenses Afférentes aux Services de Conférence		500,000	<u> </u>	
139		TOTAL PARTIEL: APPUI AD MINISTRATIF		926,000	434,520	443,210
- د د	^	D' and demission		160,00	0	_
160 19	<u>.                                    </u>	Dépenses de mission TOTAL DE LA RUBRIQUE		2,359,00		0 1,634,601

		APPROUVÉ	APPROUVÉ	APPROUVÉ
		2001	2002	2003
20	RUBRIQUE DES SOUS-TRAITANCES		:	<b>!</b>
•				
2100	Sous-traitance avec des agences de l'ONU			
01	Matériel d'information	30,000		
29	TOTAL DE LA RUBRIQUE	30,000		
30	RUBRIQUE PARTICIPATION AUX RÉUNIONS			
3300	Coût de déplacement des délégués des pays visés à l'article 5			
01	Déplacement du Président et/ou du Vice-Président	30,000		
02	Réunions du Comité exécutif - 3 réunions	225,000		
03	Réunions de groupes informels	30,000		
39	TOTAL DE LA RUBRIQUE	285,000		
40	RUBRIQUE MATÉRIEL			<u> </u>
4100	Matériel Fongible			
		15,000		
01				
02		9,000		
	Total partiel	24,000		
4200	Matériel non-fongible			
0:		10,000		
0:		5,000		
	Total partiel	15,000		
	<b>F</b>	20,000		
4300	Location des espaces	307,000		
	•	,		
49	Total partiel	346,000		
			*	

			. 222 04 14 16	, ppp 0, m 1	
			APPROUVÉ	APPROUVÉ	APPROUVÉ
			2001	2002	2003
50	DIII	BRIQUE DIVERS			
30	KUI	SALVIO 30 PIA			
51	Ехр	loitation et entretien du matériel		1	
	01	Ordinateurs, imprimantes, etc.	12,000		
	02	Entretien des bureaux	9,000		
	03	Location de photocopieurs	15,000		
	04	Location de matériel de télécommunication	9,000		
	05	Entretien du réseau	9,000		
		Total partiel	54,000		
		7			
52		Frais d'établissement des rapports			
	01	Réunions du Comité exécutif	20.000		
	02	Rapports (autres)	20,000		
		Total partiel	20,000		
53	Sur	ndries			
	01	ommunications	40,000	<u> </u>	
	02	Frais divers	15,000		
	03	Frais de banque	5,000		
	04	Formation du personnel	38,000		
		Total partiel	98,000		
54	01	Réceptions officielles	10,000		
59		TOTAL DE LA RUBRIQUE	182,000	·	
GRA	ND I	ГОТАL	3,202,000	1,591,210	1,634,601
		Coûts de soutien des Programmes (13%)	201,370	206,857	212,498
		(aux lignes budgétaires 11 et 13.01 à 13.09)			
Moi	ns	Coûts au Gouvernement du Canada	(350,000)	(350,000)	(350,000)
	-	COÛT TOTAL AU FONDS MULTILATÉRAL	3,053,370		1
			, ,	1 / /	• • •

## ANNEXE V

## CRITÈRES ET BARÈMÉ D'ÉVALUATION GLOBALE

## (Tiré de la Section II du rapport sur l'achèvement des projets)

Catégorie	Partie A: Évaluation des données quantitatives d'efficacité des pro atégorie Critères						
9			roi				
Préconditions d'achèvement*	Élimination ODS approuvée	0 ou 20					
	Conversion achevée (plus de CFC utilisés, la production	0 ou 20					
	sans ODS a commencé)						
	Destruction certifiée de l'équipement	0 ou 20					
Délais	Délai respecté	15					
	6 à 12 mois de retard	0					
•	Plus de 12 mois de retard	-15					
Rapport coût-efficacité du	Supérieur au rapport approuvé de 5% ou plus	5	}				
financement du Fonds	Tel qu'approuvé ou supérieur jusqu'à 5%	0					
	Inférieur au rapport approuvé	-5					
Sous-total A			0				
	rtie B: Évaluation qualitative de l'efficacité des projets**						
Préparation de projet	Qualité de la conception du projet	5, 3 ou 1					
Choix de technologie	Technologie de conversion	5, 3 ou 1	_				
<u> </u>	Type d'équipement	5, 3 ou 1					
	Sécurité	5, 3 ou l					
Gestion des risques	Sécurité / protection de la santé	5, 3 ou l					
•	Entretien de l'équipement	5, 3 ou 1	ļ				
	Maintien de la qualité du produit	5, 3 ou 1	<u> </u>				
	Prévention du retour à l'utilisation d'ODS	5, 3 ou 1					
Sous-total B			0				
Score total	Très satisfaisant	100 à 120	]				
	Satisfaisant	75 à 99	0				
•		48 à 74	1				
	Peu satisfaisant						

<sup>\*</sup> L'échelle d'évaluation globale ne sera calculée que si les conditions préalables d'achèvement, définies par le Comité exécutif

dans la décision 28/2, sont remplies et attestées (applicable aux projets achevés après juillet 1999).

\*\* Veuillez noter l'efficacité du projet en fonction de la qualité/pertinence en utilisant le barème suivant pour chaque catégorie. Très satisfaisant: (5); Satisfaisant: (3); Peu satisfaisant: (1).

## **ANNEXE VI**

### Calendrier de dépôt des RAP manquants pour 2001\*

	Calendrier	Secteur	RAP projets d'investissement	RAP projets non- investissement
		Le PNUD concentrera sur les	30	10
30 juin 01 RAP de mousses jusqu'au 15		30	10	
	30 sept 01		30	10
	31 déc. 01	de solvants manquants d'ici le	29	10
PNUD		31 jan. 2001 et les 3 RAP des		
		ае́тоsols et celui sur les		
		halons d'ici la fin février		
		2001. Ensuite, les RAP		
		manquants seront surtout		
		dans les secteurs des mousses		
		et de la réfrigération.		
	Total		119	40
DAILIE	Calendrier	Secteur '	RAP projets d'investissement	RAP projets non investissement
PNUE	31 jan. 01	TAS		20
	31 jan. 01	Formation		2
•	Total			22
<del></del>				<u> </u>
	Calendrier	Secteur	RAP projets d'investissement	RAP projets non investissement
0.1/2/D1	31 jan. 01	Mousses	7	
ONUDI	31 mars 01	Aérosols**	2	
	31 mars 01	Réfrigération	22	
	31 juil. 01	Réfrigération	2	
	Total	3	33	
				<u> </u>
	Calendrier	Secteur	RAP projets	RAP projets non
			d'investissement	investissement
	31 jan. 01	Mousses(13)***	18	
		Solvants (2)		
	21.01	Compresseurs (3)		
	31 fév. 01	Halons (0)	10	1
	1	Réfrigération (5)		
BIRD		Tous les secteurs (5)		
	31 mars 01	Tous les secteurs	10	
	31 avril 01	Aérosols (3)	13	•
		Tous les secteurs (10)		
	31 mai 01	Tous les secteurs	6	
	31 juin 01	TAS (2) INS (2)		4
	31 juil. 01	Mousses (1) Tous les	8	1
		secteurs (7) TAS (1)		<u></u>
	Total		67	

<sup>\*</sup>Ce tableau présente les RAP manquants pour des projets terminés au 31 décembre et tient compte du nombre de RAP manquants au 31 octobre 2000. En 2001, les agences d'exécution remettront, en dehors de ce calendrier, des RAP pour les projets terminés en 2000 et jusqu'au 30 juin 2001.

<sup>\*\*</sup>Les rapports d'achèvement sur deux autres projets d'aérosols au Kenya sont en attente du règlement de problèmes d'entrepôt.

<sup>\*\*\*</sup>Certains projets de mousses auront des RAP à déposer avant janvier 2000.

### ANNEX VII

## RECOMMANDATIONS SUR L'ÉVALUATION DE LA FORMATION

Il est recommandé:

- 1. que les futures activités qui ne portent pas sur des investissements et qui sont reliées au secteur de l'entretien des équipements de réfrigération dans les pays à faible volume de consommation (telles que la formation des techniciens aux pratiques exemplaires d'entretien et la formation des services de douane) continuent d'être incluses dans le plan de gestion des frigorigènes afin de les placer dans le cadre d'un plan complet d'élimination sectorielle. Dans les autres pays, des projets comme la formation de techniciens et d'agents de douane seront préparés dans le cadre d'une stratégie nationale à long terme pour le secteur de la réfrigération et examinés conformément à la Décision 31/48, partie C. Lors de la préparation de nouveaux PGF et pendant la mise en œuvre des PGF approuvés, les activités de formation visant le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération et les agents de douane devraient s'appuyer sur les résultats d'activités de formation antérieures. Il faudrait aussi songer à renforcer les associations industrielles et les impliquer plus étroitement dans la préparation et la mise en œuvre des projets.
- 2. de continuer, pendant la période de conformité, à améliorer la capacité des CNO à développer des politiques et des règlements nationaux pour la surveillance et le contrôle de la consommation et du commerce des ODS et des équipements à base d'ODS.
- d'encourager les pays à élaborer un système d'accréditation, par voie de règlements et autres politiques appropriés, afin de reconnaître les stagiaires qui ont suivi avec succès les programmes de formation. Ces règlements sont très efficaces lorsqu'ils sont élaborés avec la participation active de l'industrie et qu'ils instaurent des exigences de certification uniformes à travers le pays, soit par une législation nationale ou par des règlements compatibles entre les états/provinces.
- 4. de planifier et de mettre en œuvre des activités nationales et régionales complémentaires. Des ateliers/séminaires régionaux devraient mettre l'accent sur des sujets d'intérêt commun et aborder des demandes prioritaires dans la région. Des programmes nationaux de formation devraient répondre aux exigences spécifiques des pays concernés.
- 5. que, dans le cadre de ses activités de mise en commun de l'information, le PNUE tienne à la disposition de toutes les Parties une liste des activités de formation pertinentes, passées et prévues, bilatérales et multilatérales. Les Parties pourraient ainsi consulter ces informations en temps opportun et éviter la duplication d'événements similaires à travers le monde.
- 6. d'inclure dans les propositions de projet des données de référence et des indicateurs qui permettraient d'évaluer les résultats du projet. Il faudrait développer des systèmes de surveillance adéquats pour faciliter les rapports subséquents sur les résultats des activités de formation et chaque projet devrait prévoir une ligne budgétaire et suffisamment de temps pour la surveillance et pour faire rapport.

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe VII Page 2

- 7. de réviser le format des RAP pour les projets ne portant pas sur des investissements, utilisé pour faire rapport sur les projets de formation. Le RAP devrait correspondre aux indicateurs connexes définis pour le projet approuvé et inclure des informations sur les résultats et le suivi des projets de formation.
- 8. de surveiller de près le modèle qui consiste à imposer des frais de formation aux techniciens, comme dans les projets allemands (GTZ) bilatéraux, pour assurer la viabilité des programmes de formation. En cas de réussite, il faudrait encourager les pays à l'adopter pour des projets futurs.
- 9. de produire des manuels nationaux de formation pour d'autres pays, semblables à ceux préparés par GTZ pour dix pays africains, en tenant compte aussi du matériel de formation déjà élaboré.
- 10. de développer des solutions innovatrices pour offrir de la formation au secteur informel.

List of projects and activities approved for f	unding					га
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A	Approved (U Support	US\$) Total (US	C.E. S\$/kg)
ALGERIA			3		(	, i. g,
FOAM Flexible slabstock						
Conversion of Matelas Souf to LCD technology	Germany	95.0	\$561,379	\$71,752	\$633,131	5.88
Conversion of SOFTPM, Choupot Oran, to LCD technology	Germany	80.0	\$498,400	\$64,792	\$563,192	6.23
REFRIGERATION						
Commercial Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration at the RCA (Societe de Refrigeration et de Conditionnement de l'air)		27.3	\$351,768	\$45,730	\$397,498	12.00
Total	for Algeria	202.3	\$1,411,547	\$182,274	\$1,593,821	
ANGOLA						
SEVERAL Country programme/country survey						
Preparation of country programme	UNEP		\$60,000	\$7,800	\$67,800	
Total	for Angola		\$60,000	\$7,800	\$67,800	
ARGENTINA						
FOAM						
<b>Rigid</b> Phasing out CFC-11 by conversion to HCFC-141b as a blowing agent in the manufacture of rigid polyurethane foams at 7 companies (Aislaciones y Servicios Maximo; Baduco D and D; Bolatti; Hi-Tec Poliuretano Alberto; Najera Jose; Stefanelli Vincer; SRL)	UNIDO	46.1	\$329,495	\$42,834	\$372,329	7.15
Phaseout of CFC-11 by conversion to HCFC-141b in the manufacture of rigid polyurethane foam at 9 enterprises (Produmerc; Produnova; Carlos Masciotta; Elido Palermo; Carlos Castillo; Estanislao Kowcz; Constuctor Vimac; Gaspar Adragna; Placido Sandoval)		44.8	\$320,332	\$41,643	\$361,975	7.15
REFRIGERATION  Domestic  Replacement of CFC-11 by HCFC-141b in the manufacture of rigid polyurethane foam for domestic refrigerators and sandwich panels at MTH S.R.L.	IBRD	7.1	\$82,695	\$10,750	\$93,445	11.67
Training programme/workshop						
Training of customs officers  No further customs training project proposals would be approved	UNEP		\$175,000	\$22,750	\$197,750	
Training programme for the refrigeration servicing sector (Phase III)	r UNEP		\$300,000	\$39,000	\$339,000	
This project will mark the end of the training for service technicians. Further training requirements, if any, would be expected to be minimal						
_	Argentina	97.9	\$1,207,522	\$156,978	\$1,364,500	

Annex VIII

List of projects and activities approved for funding	List o	f projects	and ac	tivities	approved	for	funding
--	--------	------------	--------	----------	----------	-----	---------

Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	approved (US Support	\$) Cotal (US	C.E. (\$/kg)
BENIN FOAM			·			G.
Flexible slabstock Phaseout of CFC-11 by conversion to methylene chloride in the manufacture of flexible polyurethane foam at Plastique Elastomeres du Benin (P.E.B.)	UNDP	27.3	\$143,027	\$18,594	\$161,621	5.24
REFRIGERATION Refrigerant management plan Implementation of the RMP: Training of custom officials	Canada		\$59,900	\$7,787	\$67,687	
Implementation of the RMP: Training of environmental inspectors and investigators	Canada		\$57,000	\$7,410	\$64,410	
Implementation of the RMP: Development of code of good practice for technicians	Canada		\$10,000	\$1,300	\$11,300	
Implementation of the RMP: Training of technicians in good refrigeration practices	Canada		\$144,000	\$18,720	\$162,720	
	for Benin	27.3	\$413,927	\$53,811	\$467,738	
BRAZIL FOAM						
<b>Rigid</b> Phaseout of CFC-11 by conversion to water-blown technology in the manufacture of rigid foam at Plastiron	UNDP	32.4	\$131,768	\$17,130	\$148,898	4.07
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manfuacture of rigid polyurethane foam at Jose Sola	UNDP	34.9	\$150,369	\$19,548	\$169,917	4.31
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid polyurethane foam at Frigs	UNDP	64.9	\$311,056	\$40,437	\$351,493	4.79
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid polyurethane foam at Termobras	UNDP	60.9	\$294,590	\$38,297	\$332,887	4.84
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid polyurethane foam at Refri-Leste	UNDP	27.0	\$136,840	\$17,789	\$154,629	5.07
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and water technology in the manufacture of rigid polyurethane foam at Ser Therm	UNDP	57.1	\$359,791	\$46,773	\$406,564	6.30
Phaseout of CFC-11 by conversion to water-blown technology in the manufacture of rigid foam at Rytpak	UNDP	27.0	\$211,410	\$27,483	\$238,893	7.83
Integral skin Phaseout of CFC-11 by conversion to water-based technology in the manufacture of integral skin foams (shoesoles) at Megaflex	UNDP	41.5	\$205,568	\$26,724	\$232,292	4.95
Polystyrene/polyethylene Conversion from CFC-12 to isobutane technology in the manufacture of extruded polyethylene foam at Thermo-flex	UNDP	15.0	\$123,300	\$16,029	\$139,329	8.22

nding					
Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	Approved (U Support	.,	C.E. S\$/kg)
UNDP	24.5	\$136,183	\$17,704	\$153,887	5.61
UNDP		\$100,000	\$13,000	\$113,000	
UNDP		\$270,000	\$35,100	\$305,100	
for Brazil	385.2	\$2,430,875	\$316,014	\$2,746,889	
	3.0	\$132,250	\$17,193	\$149,443	44.08
kina Faso	3.0	\$132,250	\$17,193	\$149,443	
UNDP	76.2	\$805,000	\$98,550	\$903,550	10.56
IBRD		\$143.500	\$18.655	\$162.155	
	<b>7</b> (2				
i ior Chile	/6.2	<b>\$</b> 948,500	\$117,205	\$1,005,705	
UNIDO	891.4	\$3,295,600	\$372,516	\$3,668,116	3.70
	UNDP  UNDP  for Brazil  UNDP  ckina Faso  UNDP	Agency ODP Tonnes UNDP 24.5  UNDP 385.2  UNDP 3.0  Ckina Faso 3.0  UNDP 76.2	Agency         ODP Tonnes         Funds Aproject           UNDP         24.5         \$136,183           UNDP         \$100,000           UNDP         \$270,000           for Brazil         385.2         \$2,430,875           UNDP         3.0         \$132,250           ckina Faso         3.0         \$132,250           UNDP         76.2         \$805,000           IBRD         \$143,500           I for Chile         76.2         \$948,500	Agency         ODP Tonnes         Funds Approved (USupport Support Su	Agency         ODP Tonnes         Funds Approved (US\$)         CUS\$)           UNDP         24.5         \$136,183         \$17,704         \$153,887           UNDP         \$100,000         \$13,000         \$113,000           UNDP         \$270,000         \$35,100         \$305,100           for Brazil         385.2         \$2,430,875         \$316,014         \$2,746,889           UNDP         3.0         \$132,250         \$17,193         \$149,443           ckina Faso         3.0         \$132,250         \$17,193         \$149,443           UNDP         76.2         \$805,000         \$98,550         \$903,550           IBRD         \$143,500         \$18,655         \$162,155           I for Chile         76.2         \$948,500         \$117,205         \$1,065,705

**Technical assistance/support**Technical assistance for RMP survey and preparation

Annex VIII

Page 4	1.					
List of projects and activities approved for for Project Title	unding Agency	ODP Tonnes	Funds Project	Approved (U Support	US\$) Total (US	C.E.
HALON		Tomes	TTOJECT	Support	Total (C)	<b>5</b> φ/ <b>Kg</b> )
General Halon sector 2001 annual programme The 10% agency fee includes an independent technical audit. 1,980 ODP tonnes of halon-1211 (production sector) will be phased out.	IBRD	1,389.0	\$4,500,000	\$450,000	\$4,950,000	3.24
OTHER Tobacco fluffing 2001 Annual work programme of the tobacco sector plan	ı UNIDO	90.0	\$2,000,000	\$180,000	\$2,180,000	22.22
REFRIGERATION						
Domestic Phaseout of CFC-11 by conversion to cyclopentane technology and CFC-12 by conversion to isobutane (600a) technology in the manufacture of domestic freezers at Qingdao Haier No. 2 Freezer Plant	UNDP	180.8	\$788,359	\$96,720	\$885,079	3.27
Replacement of CFC-11 and CFC-12 with cyclopentane and isobutane in the production of refrigerators at Little Swan Electric (Jingzhou) Co. Ltd.	UNIDO	211.9	\$2,392,316	\$273,155	\$2,665,471	11.28
<b>Technical assistance/support</b> Project to develop a strategy for the refrigeration sector in China (support costs)	Japan			\$45,500	\$45,500	
SEVERAL Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening (Phase IV)	UNDP		\$300,000	\$39,000	\$339,000	
	l for China	2,763.2	\$13,276,27	\$1,456,891	\$14,733,166	
COLOMBIA FOAM						
Integral skin Retroactive funding for the conversion from CFC-11 to water-based technology in the manufacture of flexible molded and integral skin foam at Espumlatex-Promicold	UNDP a	11.5	\$82,020	\$4,921	\$86,941	7.13

Retroactive funding for the conversion from CFC-11 to water-based technology in the manufacture of flexible molded and integral skin foam at Espumlatex-Promicolda	UNDP	11.5	\$82,020	\$4,921	\$86,941	7.13
Multiple-subsectors Conversion rom CFC-11 to HCFC-141b and water based technology in the manufacture of various polyurethane foam applications at 25 small enterprises centered around their systems house Espumlatex	UNDP	38.4	\$332,768	\$43,260	\$376,028	8.67
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and water based technology in the manufacture of various polyurethane foam applications at Olaflex with a technical assistance programme covering 10 small customers	UNDP	15.0	\$191,833	\$24,938	\$216,771	11.76
REFRIGERATION						

UNDP

**Total for Colombia** 

\$40,000

\$646,621

64.9

\$5,200

\$78,319

\$45,200

\$724,940

List of projects and activities approved for	r funding				1
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds . Project	Approved (US Support	S\$) C.E. Total (US\$/kg)
COMOROS SEVERAL Institutional strengthening			v		, G
Renewal of institutional strengthening	UNEP		\$18,533	\$2,409	\$20,942
	l for Comoros		\$18,533	\$2,409	\$20,942
CONGO REFRIGERATION Refrigerant management plan Implementation of the RMP: Customs training programme	UNEP		\$69,400	\$9,022	\$78,422
Implementation of the RMP: Assistance for information-sharing	UNEP		\$16,000	\$2,080	\$18,080
SEVERAL Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening	UNEP		\$41,950	\$5,454	\$47,404
Te	otal for Congo		\$127,350	\$16,556	\$143,906
CONGO, DR REFRIGERATION Technical assistance/support Assistance in developing the RMP project proposal	UNEP		\$60,000	\$7,800	\$67,800
SEVERAL Institutional strengthening Institutional strengthening project	UNEP		\$64,540	\$8,390	\$72,930
	or Congo, DR		\$124,540	\$16,190	\$140,730
COSTA RICA REFRIGERATION Technical assistance/support					
Technical assistance for RMP survey and preparation	UNDP		\$40,000	\$5,200	\$45,200
Total f	for Costa Rica		\$40,000	\$5,200	\$45,200
HALON Banking Halon management bank programme Importation of halons will be banned at the time of th establishment of a reclamation centre for halons and that no more fire extinguisher manufacturers are consuming halon in the country	UNDP e	754.0	\$405,000	\$52,650	\$457,650
•	otal for Egypt	754.0	\$405,000	\$52,650	\$457,650
EL SALVADOR SEVERAL Institutional strengthening					
Renewal of institutional strengthening	UNEP		\$44,600	\$5,798	\$50,398
Total fo	or El Salvador		\$44,600	\$5,798	\$50,398

Annex VIII

Page 6
List of

st of projects and activities appr	coved for funding
------------------------------------	-------------------

Project Title	-02 -02	Agency	ODP Tonnes	Funds . Project	Approved (US Support	\$) Cotal (US	C.E. S\$/kg)
GABON SEVERAL				3	**	`	. 8/
Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening		UNEP		\$30,400	\$3,952	\$34,352	
	Total f	or Gabon		\$30,400	\$3,952	\$34,352	
GAMBIA REFRIGERATION Preparation of project proposal							
Project preparation for additional activities for Gan RMP	nbia	Germany		\$10,000	\$1,300	\$11,300	
GEORGIA	Cotal fo	r Gambia		\$10,000	\$1,300	\$11,300	
SEVERAL Institutional strengthening							
Renewal of institutional strengthening (Phase II)		UNEP		\$46,700	\$6,071	\$52,771	
	otal fo	r Georgia		\$46,700	\$6,071	\$52,771	
GHANA REFRIGERATION Refrigerant management plan							
Implementation of the RMP: Customs training programme		UNEP		\$81,000	\$10,530	\$91,530	
Implementation of the RMP: Monitoring of the act	tivities	UNDP		\$15,455	\$2,009	\$17,464	
Implementation of the RMP: Mobile air conditioning recovery and recycling of CFC-12	ng	UNDP	11.7	\$98,902	\$12,857	\$111,759	8.50
Implementation of the RMP: Incentive programme commercial/industrial refrigeration end-user sector		UNDP	4.0	\$198,000	\$25,740	\$223,740	49.50
SEVERAL Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening (Phase IV)		UNDP		\$107,000	\$13,910	\$120,910	
	Total f	for Ghana	15.7	\$500,357	\$65,046	\$565,403	
HAITI SEVERAL	101411	or Ghana	15.7	<b>ф300,33</b> 7	<b>Ф05,040</b>	<b></b> \$303,403	
Country programme/country survey Preparation of country programme		UNEP		\$60,000	\$7,800	\$67,800	
	Total	l for Haiti		\$60,000	\$7,800	\$67,800	
HONDURAS SEVERAL							
Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening		UNEP		\$44,000	\$5,720	\$49,720	
Tot	tal for l	Honduras		\$44,000	\$5,720	\$49,720	

List of projects and activities approved for fu	ınding				1 age	,
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	Approved (US Support	\$) C.E. Total (US\$/kg)	
INDIA FOAM Integral skin			-			
Conversion from CFC-11 to water-blown technology in the manufacture of flexible molded polyurethane foam and from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of integral skin polyurethane foam at Sawhney Seating Systems	UNDP	28.0	\$241,619	\$31,410	\$273,029 8.63	
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of integral skin polyurethane foam at Sun Steering Wheels Ltd.	UNDP	15.6	\$144,379	\$18,769	\$163,148 9.23	
Conversion from CFC-11 to water-blown technology in the manufacture of flexible molded polyurethane foam at Netplast Ltd.	UNDP	18.0	\$177,224	\$23,039	\$200,263 9.85	
HALON						
Banking National halon management and banking programme Disbursement would not take place until a commitment had been given by the Government that regulations facilitating the ban on the production and import of new halon would be established within six months after the reclamation centre had been set up	Australia	213.6	\$245,700		\$245,700	
National halon management and banking programme Disbursement would not take place until a commitment had been given by the Government that regulations facilitating the ban on the production and import of new halon would be established within six months after the reclamation centre had been set up	Canada	213.6	\$245,700	\$24,570	\$270,270	
REFRIGERATION						
Commercial Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC- to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Sandlas Air-Con Systems P. Ltd.	12	UNDP	23.3	\$228,517	\$29,707\$258,2249.8	O
Umbrella project for the conversion of three commercial refrigeration enterprises in New Delhi	UNIDO	27.3	\$328,894	\$42,756	\$371,650 12.04	
Multiple-subsectors Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-14.75 to HFC-134a technology in the manufacture of	12	UNDP	53.5	\$789,425	\$96,837\$886,262	
commercial refrigeration equipment at Nine Enterprises  Technical assistance/support						
Preparation of a national strategy to reduce and eliminate the use of CFC refrigerants in the servicing sector All stakeholders would be consulted and an agreed strategy will be developed	Germany		\$240,200	\$31,226	\$271,426	
Preparation of a national strategy to reduce and eliminate the use of CFC refrigerants in the servicing sector All stakeholders would be consulted and an agreed strategy will be developed	Switzerland		\$70,796	\$9,204	\$80,000	

Annex VIII

List of	projects a	nd activities	approved for	funding

List of projects and activities approved for it	inuing					
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	Approved (U Support	(S\$) Cotal (US	C.E. S\$/kg)
Technical assistance to Ozone Cell, MOEF during the preparation of a refrigeration and air conditioning servicing sector strategy	UNDP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
All stakeholders would be consulted and an agreed strategy will be developed						
PROCESS AGENT						
Process conversion						
Conversion of carbon tetrachloride (CTC) as process solvent to trichloromethane at M/S Alpha Drugs India Ltd., Patiala	UNIDO	69.7	\$145,866	\$23,339	\$169,205	2.09
Conversion of carbon tetrachloride (CTC) as process solvent to ethylene dichloride at Doctors Organic Chemicals Ltd., Tanuku	UNIDO	94.6	\$320,899	\$41,717	\$362,616	3.39
Conversion of carbon tetrachloride (CTC) as process solvent to ethylene dichloride at Svis Labs Ltd., Ranipet	UNIDO	54.2	\$249,367	\$32,418	\$281,785	4.60
Conversion of carbon tetrachloride (CTC) as process solvent to ethylene dichloride at Satya Deeptha Pharmaceuticals Ltd., Humnabad	UNIDO	27.9	\$260,133	\$33,817	\$293,950	9.32
Tota	l for India	839.5	\$3,718,719	\$442,710	\$4,161,429	
INDONESIA			, ,	,		
SEVERAL						
Institutional strengthening						
Extension of institutional strengthening project (Phase III)	UNDP		\$208,650	\$27,125	\$235,775	
	Indonesia		\$208,650	\$27,125	\$235,775	
IRAN						
FOAM						
<b>Rigid</b> Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid polyurethane foam at Nobough Industrial Co.	UNDP	31.8	\$248,736	\$32,336	\$281,072	7.83
Integral skin Conversion from CFC-11 to n-pentane technology in the manufacture of integral skin polyurethane foam products at Iran Polyurethane Manufacturing Co.	UNDP	51.8	\$796,230	\$97,585	\$893,815	15.38
SEVERAL						
Institutional strengthening Extension of the institutional strengthening project (Phase III)	UNDP		\$133,470	\$17,351	\$150,821	
	16 1	02.6	φ1 1 <b>5</b> 0 43 6	φ1.4 <b>5</b> .2 <b>5</b> 2	φ1 225 <b>5</b> 00	
100	al for Iran	83.6	\$1,178,436	\$147,272	\$1,325,708	
JORDAN AEROSOL Filling plant Phase-out of CFC-12 in the manufacture of hair lacquers by conversion to hydrocarbon propellant at Jordan Tunisian Chemical Company	UNIDO	12.0	\$52,800	\$6,864	\$59,664	4.40
Tambian Chemical Company						

List of projects and activities approved for	r funding					1 4
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	Approved (U Support	Total (US	C.E. S\$/kg)
HALON						
Extinguisher/fixed system Terminal halon 1211 and halon 1301 phaseout umbre project for fire equipment manufacturers and supplier Jordan converting to ABC powder, CO2, HFC-227ea inert gases as substitutes	s in	421.8	\$563,000	\$71,930	\$634,930	1.33
With the understanding that this is a terminal project for the halon sector in Jordan						
	tal for Jordan	433.8	\$615,800	\$78,794	\$694,594	
KENYA SEVERAL						
Institutional strengthening						
Renewal of institutional strengthening (Phase III)	UNDP		\$116,667	\$15,167	\$131,834	
To	otal for Kenya		\$116,667	\$15,167	\$131,834	
KOREA, DPR	•		,	,	,	
SEVERAL						
Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening	UNEP		\$95,040	\$12,355	\$107,395	
Total fo	r Korea, DPR		\$95,040	\$12,355	\$107,395	
LIBYA	i Kulea, Di K		\$73,040	φ12,333	\$107,393	
FOAM						
Flexible slabstock Phaseout of CFC-11 by conversion to methylene chlo (MC) in the manufacture of flexible polyurethane for Garabouli Unit		40.3	\$109,810	\$14,275	\$124,085	2.72
Phaseout of CFC-11 by conversion to methylene chlo (MC) in the manufacture of flexible polyurethane for Ben Ghazi Unit		31.4	\$124,860	\$16,232	\$141,092	3.98
Phaseout of CFC-11 by conversion to methylene chlo (MC) in the manufacture of flexible polyurethane for Sebha Unit		26.0	\$128,097	\$16,653	\$144,750	4.93
Rigid						
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Electrical Household Appliance-Tajura by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	UNDP	15.3	\$119,802	\$15,574	\$135,376	7.83
Multiple-subsectors						
Project preparation in the foam sector	UNDP		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
REFRIGERATION						
<b>Domestic</b> Phasing out ODS in the production of refrigerators an freezers at Electrical Household Appliances Manufacturing	d UNIDO	53.4	\$558,113	\$71,392	\$629,505	10.45
SEVERAL						
Institutional strengthening Creation of the National Ozone Unit	UNIDO		\$157,000	\$20,410	\$177,410	
	otal for Libya	166.4	\$1,227,682	\$158,436	\$1,386,118	
1	otal IOI LIDYA	100.4	φ1,441,004	ф130, <del>4</del> 30	φ1,500,110	

Annex VIII

List of projects and activities approved for f	unding					
Project Title	Agency	ODP		Approved (U		
MACEDONIA AEROSOL Filling plant		Tonnes	Project	Support	Total (US	S\$/kg)
Phase-out of CFC 11/12 in the manufacture of aerosols by conversion to HFC and hydrocarbon propellants at Alkaloid A.D.	UNIDO	25.0	\$110,000	\$14,300	\$124,300	4.40
FUMIGANT Methyl bromide Phase-out of methyl bromide in tobacco seedling and horticulture production sector	UNIDO	27.2	\$1,075,207	\$128,273	\$1,203,480	39.47
UNIDO will disburse the funds approved in tranches according to the proposed methyl bromide phaseout schedule indicated in the agreement between the Government and the Committee; if Macedonia does not meet the reduction requirements outlined in the agreem UNIDO will withhold funding for the subsequent tranch until such time as the required reduction has been met. UNIDO will submit an annual progress report on the implementation of the project to the Fund Secretariat	e					
	Macedonia	52.2	\$1,185,207	\$142,573	\$1,327,780	
MALAWI FUMIGANT Methyl bromide						
Phaseout of all non-essential and non-QPS methyl bromide (release of first tranche)	UNDP	110.9	\$400,000	\$52,000	\$452,000	27.03
UNDP will disburse the funds approved in tranches according to the proposed methyl bromide phaseout schedule indicated in the agreement between the Government and the Committee; if Malawi does not meet the reduction requirements outlined in the agreement, UNDP will withhold funding for the subsequent tranche until such time as the required reduction has been met. Also, UNDP will submit an annual progress report on the implementation of the project to the Fund Secretariat						
Total MALAYSIA	for Malawi	110.9	\$400,000	\$52,000	\$452,000	
REFRIGERATION						
Commercial Replacement of refrigerant CFC-12 with HFC-134a and foam blowing agent CFC-11 with HCFC-141b in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Tung Kiong Factories Sdn. Bhd.	UNIDO	18.9	\$202,075	\$26,270	\$228,345	10.72
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC 12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Three Enterprises		34.9	\$505,184	\$65,570	\$570,754	14.49
Multiple-subsectors Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC 12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Eleven Small and Medium-sized Enterprises		64.8	\$960,658	\$115,672	\$1,076,330	15.21

List of projects and activities approved for fu	ınding					Pag
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds . Project	Approved (U Support	(US) Total (US	C.E. S\$/kg)
SEVERAL						
Institutional strengthening Extension of the institutional strengthening project (Phase IV)	UNDP		\$215,000	\$27,950	\$242,950	
Total for	r Malaysia	118.6	\$1,882,917	\$235,462	\$2,118,379	
MALI						
REFRIGERATION						
<b>Refrigerant management plan</b> Implementation of the RMP: monitoring the activities in the refrigerant management plan	UNDP		\$15,455	\$2,009	\$17,464	
Implementation of the RMP: national programme for recovery and recycling of refrigerants	UNDP	6.3	\$102,658	\$13,346	\$116,004	16.29
	al for Mali	6.3	\$118,113	\$15,355	\$133,468	
MONGOLIA						
REFRIGERATION						
Refrigerant management plan Implementation of the RMP: Training of custom officers, ODS inspectorate and NOU staff	UNEP		\$77,200	\$10,036	\$87,236	
Implementation of the RMP: Train the trainer programme for refrigeration service technicians	UNEP		\$65,970	\$8,576	\$74,546	
Total for	Mongolia		\$143,170	\$18,612	\$161,782	
MOROCCO						
FOAM						
<b>Rigid</b> Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Interfer by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	UNDP	10.1	\$78,973	\$10,266	\$89,239	7.83
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Engequife by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	UNDP	7.2	\$56,391	\$7,331	\$63,722	7.83
combination of water and Tiere-1410 based systems						
FUMIGANT Methyl bromide						
Phase out of methyl bromide for soil fumigation in strawberry production	UNIDO	155.0	\$2,189,729	\$250,870	\$2,440,599	14.13
UNIDO will disburse the funds approved in tranches according to the proposed methyl bromide phase out						
schedule indicated in the agreement between the Government and the Committee; if Morocco does not meet the reduction requirements outlined in the						
agreement, UNIDO will withhold funding for the subsequent tranche of funding until such time as the required reduction has been met. Also, UNIDO will						
submit an annual progress report on the implementation of the project to the Fund Secretariat						
REFRIGERATION						
<b>Technical assistance/support</b> Technical assistance for cold storage ( traning and	France		\$114,337	\$5,717	\$120,054	
demonstration project)  The project will part of the RMP project under current preparation						
	r Morocco	172.3	\$2,439,430	\$274,185	\$2,713,615	

Annex VIII

_			
List of projects	1 4 • • 4 •	1.0	0 10
I ict of projecte	and activities	annravad tar	tundina
THE OF DIVICUS	and activities	abbi uytu ivi	lunumz
FJ			

Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A	Approved (U Support	(S\$) Total (US	C.E. (\$/kg)
NIGERIA		1011105	Troject	биррого	10111 (0)	,Ψ/ <b>115</b> )
FOAM Flexible slabstock Phasing out of CFC-11 in the manufacture of flexible slabstock foam at MAC-VICO (Nig.) Limited by conversion to methylene chloride	Japan	28.4	\$105,209	\$13,677	\$118,886	3.70
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of flexible slabstock foam at Eastern Wrought Iron Limited by conversion to methylene chloride	Japan	27.1	\$109,345	\$14,215	\$123,560	4.03
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of flexible slabstock foam at Martchem Industries Limited by conversion to methylene chloride	Japan	38.4	\$175,121	\$22,766	\$197,887	4.56
REFRIGERATION						
Commercial Replacement of refrigerant CFC-12 with HFC-134a, and foam blowing agent CFC-11 with HCFC-141b in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Akocen Nigeria Ltd.	UNIDO	12.1	\$157,894	\$20,526	\$178,420	13.03
Replacement of refrigerant CFC-12 with HFC-134a and foam blowing agent CFC-11 with HCFC-141b in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Coldcare Nigeria Ltd.	UNIDO	11.4	\$173,200	\$22,516	\$195,716	15.15
Multiple-subsectors Replacement of refrigerant CFC-12 with HFC-134a, and foam blowing agent CFC-11 with HCFC-141b in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Bosmak Nigeria Ltd.	UNIDO	10.8	\$154,245	\$20,052	\$174,297	14.32
Technical assistance/support Technical assistance to prepare a refrigeration management plan (RMP)	UNDP		\$100,000	\$13,000	\$113,000	
	for Nigeria	128.2	\$975,014	\$126,752	\$1,101,766	
OMAN SEVERAL						
Institutional strengthening Creation of the National Ozone Unit	UNIDO		\$79,000	\$10,270	\$89,270	
	l for Oman		\$79,000	\$10,270	\$89,270	
PAKISTAN REFRIGERATION Commercial	n ior Oman		\$79,000	\$10,270	\$69,270	
Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Pakistan Airconditioning Engineering Co. P. Ltd. (PAECO)	-12	IBRD	19.7	\$176,681	\$22,969\$	199,6508.95
Multiple-subsectors Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Mumtaz Engineer		13.9	\$204,736	\$26,616	\$231,352	14.69
Total fo	or Pakistan	33.7	\$381,417	\$49,584	\$431,001	

List of projects and activities approved for fu	nding					Page 13
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A	Approved (U Support	S\$) Total (US	C.E. S\$/kg)
PARAGUAY REFRIGERATION Refrigerant management plan Implementation of the RMP: Train of trainers and training of refrigeration service technicians	; UNEP	2022	\$168,020	\$21,843	\$189,863	(
Implementation of the RMP: Monitoring and control of ODS and ODS based equipment, and training of customs officers and other inspection officers	UNEP		\$44,920	\$5,840	\$50,760	
Implementation of the RMP: Policy dialogue programme on complementary policy and enforcement	UNEP		\$10,000	\$1,300	\$11,300	
Implementation of the RMP: national programme for recovery and recyling of CFC-12 refrigerant	UNDP	23.0	\$285,158	\$37,071	\$322,229	12.37
SEVERAL						
Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening	UNEP		\$44,200	\$5,746	\$49,946	
	Paraguay	23.0	\$552,298	\$71,799	\$624,097	
SRI LANKA REFRIGERATION						
Refrigerant management plan						
Implementation of the RMP: monitoring the activities	UNDP		\$15,455	\$2,009	\$17,464	
Implementation of the RMP: Train the trainers and training of refrigeration service technicians including	UNEP		\$219,000	\$28,470	\$247,470	
Implementation of the RMP: Customs training programme	UNEP		\$87,000	\$11,310	\$98,310	
Implementation of the RMP: Incentive programme for the commercial and industrial end-user refrigeration	UNDP	5.0	\$250,000	\$32,500	\$282,500	50.00
Total for	Sri Lanka	5.0	\$571,455	\$74,289	\$645,744	
SYRIA AEROSOL Filling plant						
Phase-out of CFC-12 in the manufacture of insecticides by conversion to hydrocarbon propellant at Cheikh Ghazal Insecticide Plant	UNIDO	36.0	\$87,298	\$11,349	\$98,647	2.42
Phase-out of CFC-12 in the manufacture of hair lacquers by conversion to hydrocarbon propellant at Mahmoud Hamida	UNIDO	10.5	\$46,200	\$6,006	\$52,206	4.40
Phase-out of CFC-11 and 12 in the manufacture of hair lacquers by conversion to hydrocarbon propellant at Badran and Co.	UNIDO	15.6	\$68,640	\$8,923	\$77,563	4.40
Phase-out of CFC-11 and 12 in the manufacture of hair sprays by conversion to hydrocarbon propellant at Khadji and Zahka	UNIDO	11.0	\$48,400	\$6,292	\$54,692	4.40
FOAM						
<b>Rigid</b> Conversion from CFC-11 to HCFC-141b in the productio of rigid foam panels at Bassam Baghdan	n	UNIDO	16.4	\$126,862	\$16,492\$	143,3547.73

Annex VIII

Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A Project	Approved (U Support	S\$) ( Total (US	C.E. \$/kg)
FUMIGANT Preparation of project proposal Project preparation/technical assistance in soil fumigants (methyl bromide)	Germany		\$37,200	\$4,836	\$42,036	
REFRIGERATION Commercial Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Al-Raed Refrigeration		13.9	\$211,800	\$27,534	\$239,334	15.21
Tota	l for Syria	103.4	\$626,400	\$81,432	\$707,832	
THAILAND FOAM Rigid Conversion from CFC-11 to HCFC-141b technology in the manufacture of rigid polyurethane foam (sprayfoam and blocks) at Isotech	IBRD	22.7	\$144,943	\$18,843	\$163,786	6.38
HALON Extinguisher/fixed system Terminal halon 1211 and halon 1301 phaseout project for fire equipment manufacturers and suppliers in Thailand converting to ABC powder, CO2, HFC-227ea and inert gases	IBRD	436.0	\$568,000	\$72,480	\$640,480	1.30
REFRIGERATION Commercial Umbrella project to convert CFC-12 commercial refrigeration to HCFC-134a, and CFC-11 to HCFC-141b the blowing agent for foam insulation at 224 small and medium sized enterprises Subject to the following conditions: (a) that no more funding will be requested for conversion of manufacturers of domestic and commercial refrigeration equipment in Thailand; and (b) that starting from January 2001 onwards, the ODP consumpti data in the refrigeration sector reported by Thailand will take into account a reduction of 200 ODP tonnes resu from the phase out achieved by this project	on	200.0	\$881,486	\$106,963	\$988,449	13.15
Total for TRINIDAD AND TOBAGO	Thailand	658.7	\$1,594,429	\$198,286	\$1,792,715	
SEVERAL Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening (Phase II)	UNDP		\$44,000	\$5,720	\$49,720	
Total for Trinidad ar	nd Tobago		\$44,000	\$5,720	\$49,720	
TUNISIA FOAM Rigid Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Societe de Construction Industrialisee (SCI) by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	IBRD	8.3	\$64,700	\$8,411	\$73,111	7.70

List of projects and activities approved for f	unding					8
Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds Project	Approved (U Support	Total (US	C.E. S\$/kg)
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Societe Nouvelle de Coupe Industrielle (SNCI) by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	IBRD	20.3	\$156,235	\$20,311	\$176,546	7.78
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Bafes by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	IBRD	11.7	\$91,477	\$11,892	\$103,369	7.83
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Coldeq by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	IBRD	8.8	\$68,917	\$8,959	\$77,876	7.83
Phasing out of CFC-11 in the manufacture of rigid polyurethane foam at Soften by conversion to a combination of water and HCFC-141b based systems	IBRD	7.5	\$59,079	\$7,680	\$66,759	7.83
	for Tunisia	56.6	\$440,408	\$57,253	\$497,661	
TURKEY FOAM Rigid Phase-out of CFC-11 consumption by conversion to HCFC-141b technology at Purtiz Co. in the manufacture of rigid polyurethane foam for insulating purposes	UNIDO	52.8	\$301,094	\$39,142	\$340,236	5.70
Integral skin Conversion from CFC-11 into all-water technology for flexible molded and integral skin foams at Urosan	IBRD	39.5	\$291,641	\$37,913	\$329,554	7.38
Umbrella project. Conversion from CFC-11 into all- water technology for flexible molded and HCFC-141b for integral skin foams at 11 enterprises	IBRD	48.5	\$398,378	\$51,789	\$450,167	8.21
SEVERAL						
Institutional strengthening Renewal of institutional strengthening	IBRD		\$200,000	\$26,000	\$226,000	
Total	for Turkey	140.8	\$1,191,113	\$154,845	\$1,345,958	
VENEZUELA REFRIGERATION	·		. , ,	,	. , ,	
Commercial Phasing out CFC-12 with HFC-134a and CFC-11 with HCFC-141b at seven commercial refrigeration companie (umbrella project)	UNIDO	32.3	\$403,590	\$52,467	\$456,057	12.48
WESTERN SAMOA	· Venezuela	32.3	\$403,590	\$52,467	\$456,057	
REFRIGERATION Refrigerant management plan Implementation of the RMP: Training of customs officia and NOU staff	als UNEP		\$53,500	\$6,955	\$60,455	
Implementation of the RMP: Training of refrigeration service technicians	UNEP		\$48,800	\$6,344	\$55,144	
Total for Wes	tern Samoa		\$102,300	\$13,299	\$115,599	

Annex VIII Page 16 **List of pro** 

st of	projects	and	activities	approved	for	funding
	r - J					

Project Title	Agency	ODP Tonnes	Funds A	Approved (US Support	\$) C.E. Total (US\$/kg)
REGION: AFR REFRIGERATION Technical assistance/support				S S P P S S S	( <del>,</del> <b>g</b> )
Refrigeration and global environment evaluation of equipment modernization study	France		\$15,000	\$750	\$15,750
The resources would be used only for ozone-related issues; the results of the study would be made available to the Committee as well as to the countries involved; and no further funding would be requested from the Multilateral Fund as a result of the study, unless such requests were fully consistent with decision 31/48 an all other Executive Committee requirements					
SEVERAL					
Network African regional network (French-speaking, English-speaking) (2001) (WP 2001)	UNEP		\$464,000	\$60,320	\$524,320
Total for Re	gion: AFR		\$479,000	\$61,070	\$540,070
REGION: ASP SEVERAL	O		,	. ,	,
Network	LINED		¢124.000	¢1.c 120	¢1.40.120
West Asian regional network (2001) (WP 2001)	UNEP		\$124,000	\$16,120	\$140,120
South East Asia and the Pacific and South Asia regional networks (2001) (WP 2001)	UNEP		\$225,000	\$29,250	\$254,250
Total for Re	egion: ASP		\$349,000	\$45,370	\$394,370
REGION: LAC SEVERAL					
Network South American, Central American, and the Caribbean regional networks (2001) (WP 2001)	UNEP		\$429,000	\$55,770	\$484,770
Total for Re	gion: LAC		\$429,000	\$55,770	\$484,770
GLOBAL SEVERAL					
Preparation of project proposal Project preparation advance (2001)	UNIDO		\$139,500	\$18,135	\$157,635
Project preparation advance (2001)	UNDP		\$200,000	\$26,000	\$226,000
<b>Technical assistance/support</b> Prioritized sectoral data from worldwide sources in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$121,000	\$15,730	\$136,730
Advisory and expert group meetings for 2001 (WP 2001)	UNEP		\$75,000	\$9,750	\$84,750
Translation, in French and Spanish, of the approved manual on Customs Officer Training on Substances that Deplete the Ozone Layer	Canada		\$36,000	\$1,440	\$37,440
<b>Training programme/workshop</b> Global enabling activity for customs training	UNEP		\$165,400	\$21,502	\$186,902
Support to national activities for 2001 (WP 2001)	UNEP		\$30,000	\$3,900	\$33,900

## List of projects and activities approved for funding

Duciost Title	O	ODP	Francisco	Annuariad (T	TCO)	CE
Project Title	Agency	Tonnes	Project	Approved (U Support	JS\$) Total (U	C.E.
		Tomics	Hoject	Support	Total (C	DΨING
Information exchange Publish the OzonAction newsletter and special supplements in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$280,000	\$36,400	\$316,400	
Regional awareness raising and South-South assistance (WP 2001)	UNEP		\$191,000	\$24,830	\$215,830	
Provide direct query-response service in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$86,000	\$11,180	\$97,180	
Deliver OzonAction Newsletter and other information through world wide web home page site in 2001 (WB 2001)	UNEP		\$40,000	\$5,200	\$45,200	
Maintain contact database of experts and mailing list for OzonAction programme publications in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$45,000	\$5,850	\$50,850	
Provide international halon bank management information clearinghouse services in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$76,000	\$9,880	\$85,880	
Conduct outreach at conferences and workshops in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$55,000	\$7,150	\$62,150	
Disseminate awareness material, technical, and policy information in 2001 (WP 2001)	UNEP		\$346,000	\$44,980	\$390,980	
Programme administration Travel for 2001 (WP 2001)	UNEP		\$75,000	\$9,750	\$84,750	
Total	for Global		\$1,960,900	\$251,677	\$2,212,577	
GRAN	D TOTAL	7,555.1	\$45,488,152	\$5,505,104	\$50,993,256	

## Summary

Sector	Tonnes	s Funds Approved (US\$)			
	ODP	Project	Support	Total	
BILATERAL COOPERATION					
Foam	268.9	\$1,449,454	\$187,202	\$1,636,656	
Fumigant		\$37,200	\$4,836	\$42,036	
Halon	427.3	\$491,400	\$24,570	\$515,970	
Refrigeration		\$721,233	\$128,914	\$850,147	
Several		\$36,000	\$1,440	\$37,440	
TOTAL:	696.2	\$2,735,287	\$346,962	\$3,082,249	
INVESTMENT PROJECT					
Aerosol	110.1	\$413,338	\$53,734	\$467,072	
Foam	1,971.7	\$10,685,397	\$1,321,523	\$12,006,920	
Fumigant	369.3	\$4,469,936	\$529,693	\$4,999,629	
Halon	3,000.8	\$6,036,000	\$647,060	\$6,683,060	
Other	90.0	\$2,000,000	\$180,000	\$2,180,000	
Refrigeration	1,070.6	\$11,274,909	\$1,398,228	\$12,673,137	
Process agent	246.4	\$976,265	\$131,291	\$1,107,556	
TOTAL:	6,858.9	\$35,855,845	\$4,261,529	\$40,117,374	
WORK PROGRAMME AMENDMENT					
Foam		\$30,000	\$3,900	\$33,900	
Refrigeration		\$1,175,870	\$152,863	\$1,328,733	
Several		\$5,691,150	\$739,850	\$6,431,000	
TOTAL:		\$6,897,020	\$896,613	\$7,793,633	
Summary by	Parties and Im	plementing Agenc	ies		
Australia	213.6	\$245,700		\$245,700	
Canada	213.6	\$552,600	\$61,227	\$613,827	
France		\$129,337	\$6,467	\$135,804	
Germany	175.0	\$1,347,179	\$173,906	\$1,521,085	
Japan	93.9	\$389,675	\$96,158	\$485,833	
Switzerland		\$70,796	\$9,204	\$80,000	
IBRD	2,654.9	\$8,595,468	\$972,161	\$9,567,629	
UNDP	2,163.1	\$13,499,039	\$1,716,237	\$15,215,276	
UNEP		\$4,853,173	\$630,912	\$5,484,085	
UNIDO	2,040.9	\$15,805,185	\$1,838,831	\$17,644,016	
GRAND TOTAL	7,555.1	\$45,488,152	\$5,505,104	\$50,993,256	

#### ANNEXE IX

# Projet des conditions convenues pour le financement du projet d'élimination du bromure de méthyle au Chili

Le Comté Exécutif approuve un montant de 805 000 \$US représentant la totalité des fonds qui seront disponibles pour réaliser les engagements notés dans ce document en vue de l'élimination du bromure de méthyle dans le secteur de la replantation des arbres et le secteur des pépinières d'arbres, au Chili, sous réserve des ententes et des considérations suivantes :

Tel que cela a été communiqué au Secrétariat de l'Ozone, la consommation de bromure de méthyle au Chili à été établie à 212,5 tonnes PAO pendant la période de référence. Le Chili a également signalé une consommation de 107,1 tonnes PAO de bromure de méthyle en 1999. Une évaluation basée sur les données de 1998 a indiqué que le secteur de replantation des arbres représentait 58,8 tonnes PAO alors que le secteur de pépinières des arbres représentait 17,4 tonnes PAO, sur un total de 76,2 tonnes PAO.

Les réductions conformément aux termes de ce projet et aux autres engagements contenus dans le document de projet assureront que le Chili dépassera les exigences subséquentes d'élimination, prévue par le Protocole de Montréal. Spécifiquement, le Chili s'engage à réduire sa consommation nationale totale de bromure de méthyle dans les usages contrôlés à des niveaux ne dépassant pas les niveaux suivants :

2001-2002	198,0 tonnes PAO
202-2003	170,0 tonnes PAO
202-2004	121,8 tonnes PAO

Le Chili s'engage à ce que cette consommation soit éliminée de façon permanente, grâce à des mesures de contrôle adéquates. Le projet travaillera avec les intéressés pour mettre au point un plan d'action sectoriel en vue d'assurer que l'élimination dans les secteurs de replantation des arbres et de pépinières d'arbre soit maintenue. En outre le Chili peut soumettre des projets pour d'autres secteurs en vue d'ajouter d'autres réductions de bromure de méthyle a celles indiquées ci-dessus.

Le PNUD fera rapport annuellement sur la progression dans la réalisation des réductions requises par ce projet. A la suite d'un déboursement initial de 20 pour cent la première année, le PNUD assurera le financement conformément à la ventilation annuelle suivante du budget :

2001	20 pour cent des fonds
2002	20 pour cent des fonds
2003	20 pour cent des fonds
2004	20 pour cent des fonds
2005	20 pour cent des fonds

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe IX Page 2

Le déboursement des fonds de financement sera conditionné par la réalisation des étapes successives du projet et la réalisation des réductions indiquées à l'échéancier ci-dessus. En cas de délai injustifié le PNUD en informera le Secrétariat du fonds multilatéral et arrêtera tout nouveau déblocage de fonds jusqu'à ce que tous les problèmes soient résolus et que l'échéancier des réductions soit remis sur les rails. Si les délais injustifiés continuent le projet pourrait être annulé.

#### ANNEXE X

## Conditions convenues pour l'élimination du bromure de méthyle en Macédoine

Le Comité exécutif approuve un montant de 1 075 207 \$US représentant la totalité des fonds qui seront disponibles pour réaliser les engagements prévus par ce document, pour la réduction progressive de l'utilisation du bromure de méthyle en Macédoine, sous réserve des ententes et considérations suivantes:

Tel que signalé au Secrétariat de l'ozone et conformément aux informations contenues dans le document de projet présenté au Comité exécutif, la Macédoine avait en 1999 une consommation de 27,2 tonnes PAO de bromure de méthyle. Conformément aux données présentées au Secrétariat de l'ozone par la Macédoine pour les années 1995-1998, la Macédoine a une consommation de référence du bromure de méthyle de 12,2 tonnes PAO. En conséquence, la Macédoine doit réduire sa consommation de 15 tonnes PAO en 1999 pour se trouver en conformité avec le gel de 2002 prévu par le Protocole et d'au moins 17,4 tonnes PAO pour se trouver en conformité avec le gel de 2005 prévu par le Protocole, à savoir une réduction de 20%.

Les réductions conformes aux conditions de ce projet et aux autres engagements présentés dans le document de projet, assureront que la Macédoine réalise cette exigence, et dépasse les exigences subséquentes d'élimination que comporte le Protocole de Montréal.

Spécifiquement la Macédoine s'engage à réduire sa consommation nationale totale de bromure de méthyle dans les utilisations contrôlées à des niveaux ne dépassant pas les niveaux ci-dessous durant la période de douze mois des années indiquées ci-après:

2001-2002	12,2 tonnes PAO
2002-2003	9,7 tonnes PAO
2003-2004	7,8 tonnes PAO
2004-2005	0

En outre, la Macédoine s'engage à maintenir cette élimination du bromure de méthyle par le truchement d'interdictions d'utiliser le bromure de méthyle dans les usages couverts par ce projet. Les réductions spécifiques dans la consommations indiquées ci-dessus seront celles qui seront réalisées par le projet. Étant donné qu'il s'agit d'un projet d'élimination sectorielle, il n'y aura pas d'autres projets pour le secteur du bromure de méthyle.

L'ONUDI fera rapport au Comité exécutif annuellement sur les progrès dans la réalisation des réductions requises par ce projet, ainsi que sur les coûts annuels relatifs à l'utilisation des apports du système flottant qui seront achetés avec les fonds du projet.

À la suite d'un déboursement initial de 30 pour cent en l'année 2000-2001, le financement du projet durant les années subséquentes sera déboursé par l'ONUDI conformément au calendrier suivant, étant entendu que le financement d'une année subséquente ne sera déboursé que lorsque

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe X Page 2

le Comité exécutif aura considéré favorablement les rapports de progression des années antérieures.

2002-2003	25 pour cent des fonds
2002-2004	25 pour cent des fonds
2004-2005	20 pour cent des fonds

Finalement, l'ONUDI convient de gérer le financement de ce projet d'une manière tendant à assurer la réalisation des réductions spécifiques annuelles convenues.

#### Annexe XI

# Conditions convenues pour le financement d'un projet d'élimination du bromure de méthyle au Malawi

Le Comité exécutif approuve un montant de 2 999 824\$US à titre de totalité des fonds qui seront disponibles immédiatement pour les projets aux fins de réaliser les engagements notés dans le présent document, en vue d'éliminer totalement l'usage du bromure de méthyle au Malawi (utilisation non QPE\* de 85 pour cent du bromure de méthyle dans le tabac). L'élimination complète du bromure de méthyle sera exécutée sous réserves des ententes et des considérations ci-dessous. Il y a lieu de noter cependant que 1 pour cent de l'utilisation non QPE du bromure de méthyle dans l'emmagasinage des grains sera remplacé par la phosphine. Cette conversion se fera par le soin du gouvernement par ses propres moyens, moyennant une assistance par le gouvernement du Royaume uni.

Comme signalé par le Secrétariat de l'ozone, et conformément aux informations contenues dans le document de projet, présenté au Comité exécutif, le Malawi avait en 1999 une consommation de 129 tonnes PAO de bromure de méthyle utilisées dans la fumigation, l'emmagasinage des grains et autres usages réglementés. Conformément aux données présentées au Secrétariat de l'ozone par le Malawi pour les années 1995-1998, la consommation de référence de bromure de méthyle est de 112,7 tonnes PAO. La réduction, conformément aux conditions de ce projet, et aux autres engagements présentés dans le document de projet, assurera la conformité du Malawi à cette exigence, et éliminera totalement l'utilisation du bromure de méthyle non QPE d'ici décembre 2004.

Spécifiquement le Malawi s'engage à réduire la consommation nationale totale de bromure de méthyle dans les utilisations réglementées de manière à ce que cette consommation ne dépasse pas le niveaux suivants durant la période de douze mois des années indiquées ci-après :

Décembre 2000 : Niveau de gel de 129 tonnes PAO ;

Décembre 2001 : 109,7 tonnes PAO (réduction de 19,3 tonnes PAO par rapport au

niveau de 2000);

Décembre 2002 : 90 tonnes PAO (réduction de 20,9 tonnes PAO par rapport au

niveau de 2001);

Décembre 2003: 49,3 tonnes PAO (réduction de 41,1 tonnes PAO par rapport au

niveau de 2002);

Décembre 2004 : zéro tonnes PAO (réduction de 49,3 tonnes PAO par rapport au

niveau de 2003).

\* QPE : Quarantaine pré-expédition

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe XI Page 2

En outre, le Malawi s'engage à maintenir les réductions et l'élimination du bromure de méthyle indiquées ci-dessus par des prohibitions et des mesures législatives s'appliquant à l'utilisation du bromure de méthyle. Les réductions spécifiques de consommation, spécifiées ci-dessus, seront celles qui seront réalisées par ce projet. Du moment que ce projet constitue une élimination sectorielle, il n'y aura pas de projets additionnels qui seront soumis pour le secteur du bromure de méthyle.

Le PNUD fera rapport au Comité exécutif annuellement sur les progrès réalisés dans la réalisation des réductions requises par ce projet, ainsi que sur les coûts annuels relatifs à l'exécution de l'élimination indiquée dans le document de projet. À la suite du déboursement initial en l'an 2000-2001, le financement du projet dans les années subséquentes sera demandé au Fonds multilatéral conformément au calendrier suivant, étant entendu que des subventions additionnelles seront approuvées par le Comité exécutif sur la base d'un rapport périodique sur les années précédentes. Si le Malawi ne respecte par ses objectifs de réduction mis de l'avant dans la proposition, le PNUD retiendra le financement de la tranche suivante jusqu'à ce que le pays ait satisfait à ses obligations.

Mi-2001: 1 000 000\$US Mi -2002: 750 000\$US Mi -2003: 1 249 824\$US

Finalement, le PNUD convient de gérer le financement de ce projet d'une manière tendant à assurer la réalisation des réductions spécifiques annuelles convenues.

#### ANNEXE XII

# Conditions convenues pour le financement du projet d'élimination du bromure de méthyle au Maroc

Le Comité exécutif accepte d'approuver la somme de 2 189 729 \$US comme montant total pour la réalisation des engagements mis de l'avant dans ce document concernant l'élimination par étapes du bromure de méthyle au Maroc aux conditions et selon les critères suivants :

Les données rapportées au Secrétariat et confirmées par l'information contenue dans le document de projet remis au Comité exécutif révèlent que le Maroc a consommé 767,4 tonnes PAO de bromure de méthyle en 1999. Les données proposées au Secrétariat par le Maroc pour les années 1995-1998 indiquent que la consommation de référence du bromure de méthyle au Maroc est de 695,8 tonnes PAO. Par conséquent, le Maroc doit réduire sa consommation de bromure de méthyle de 1999 d'au moins 71,6 tonnes PAO afin de respecter l'échéance de 2002, et d'au moins 210,8 tonnes PAO afin de respecter l'échéance d'élimination de 20 % précisée dans le Protocole pour l'année 2005. Les réductions réalisées dans le cadre de ce projet, du projet déjà approuvé pour la production de bananes et le prochain projet sur la production de tomates, ainsi que dans les autres projets présentés dans le document de projet permettront au Maroc de respecter les échéances.

Le Maroc s'engage à réduire la consommation nationale du bromure de méthyle à des fins réglementées aux niveaux maximums suivants au cours de la période de 12 mois des années ci-dessous :

2001	744 tonnes	(767,4-23,4  tonnes).
2002	728,4 tonnes	(réduction de 15,6 tonnes par rapport au niveau de 2001).
2003	705 tonnes	(réduction de 20,4 tonnes par rapport au niveau de 2002)
2004	662,8 tonnes	(réduction de 42,2 tonnes, conformément au document de projet).
2005	612 tonnes	(réduction de 50 tonnes, conformément au document de projet).

De plus, après l'achèvement réussi du projet, le Maroc s'engage à maintenir cette élimination du bromure de méthyle par le biais d'une réglementation appropriée, et les réductions précises de la consommation indiquées ci-dessus seront les réductions réalisées dans le cadre de ce projet. Le Maroc peut faire approuver d'autres projets qui augmenteront le niveau de réduction ci-dessus et faciliteront le respect des échéances de 2002 et du niveau d'élimination de 2005.

L'ONUDI accepte de former les cultivateurs concernés sur les moyens de limiter l'utilisation du métam-sodium au moyen des techniques avancées de GIP dans le cadre du programme de formation à grande échelle prévu dans la mise en œuvre de ce projet. L'ONUDI remettra chaque année au Comité exécutif un rapport sur les progrès réalisés en vue du respect des réductions exigées en vertu de ce projet ainsi que sur les coûts associés au métam-sodium et à l'utilisation des chaudières à vapeur achetées à même les fonds du projet. Après le premier décaissement de 25 % effectué en 2001, le montant correspondant aux années subséquentes du projet sera

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe XII Page 2

décaissé par l'ONUDI comme indiqué dans le tableau ci-dessous, sous réserve que les sommes pour l'année suivante ne seront décaissées que sur approbation favorable des rapports des années précédentes par le Comité exécutif.

2001 25 % du montant
2002 25 % du montant
2003 25 % du montant
2004 25 % du montant

Enfin, l'ONUDI s'engage à gérer les fonds de ce projet de façon à s'assurer que les réductions ciblées pour l'année sont réalisées.

### ANNEXE XIII

## Projet d'accord entre le gouvernement de Chine et le Comité exécutif relatif à la stratégie d'élimination des CFC dans le secteur du tabac en Chine (plan sectoriel)

1. Le Comité exécutif a décidé d'approuver en principe un financement de 11 millions \$US pour la mise en œuvre d'un plan d'élimination des CFC dans le secteur du tabac en Chine (Décision 30/54). En vertu de cette décision, le gouvernement de Chine, en échange des fonds convenus au paragraphe 2 ci-après, s'engage à éliminer complètement la consommation de CFC-11 dans l'industrie du tabac d'ici à 2007, conformément au calendrier suivant :

Tableau 1 : calendrier d'élimination des CFC-11 dans le secteur du tabac (en tonnes)

Année	Quantité qui sera éliminée	Plafond de consommation
2001	90	1 000
2002	120	880
2003	180	700
2004	200	500
2005	200	300
2006	150	150
2007	150	0

2. Le Comité exécutif donne son accord de principe pour que les fonds soient versés par tranches en fonction d'un programme de travail annuel qui lui sera présenté chaque année à sa première réunion. Les versements seront faits selon le calendrier présenté ci-après, et pour les montants exacts qui y figurent :

Tableau 2: Versements selon le programme annuel (en millions \$US)

Année	Élimination de CFC-11	Assistance technique	Total
2001	1,7	0,3	2.0
2002	1,7	0,3	2.0
2003	1,7	0,3	2.0
2004	1,7	0,1	1.8
2005	1,7	0,0	1.7
2006	1,5	0,0	1.5
Total	10,0	1.0	11.0

3. Les montants indiqués au tableau 2 (outre la tranche initiale de l'année 2001) seront versés à la condition que les plafonds de consommation indiqués au tableau 1 soient respectés et vérifiés, et à la condition que la Chine satisfasse aux autres exigences contenues dans le présent accord, notamment la communication de rapports annuels et de programmes de travail

satisfaisants, la vérification du démontage des chaînes de gonflage au CFC, et la mise au rebut des équipements essentiels.

- 4. Afin de permettre à la Chine de lancer son programme d'élimination dans le secteur du tabac, le Comité exécutif décide à sa trente-deuxième réunion d'approuver un financement de 2 millions \$US pour le programme de travail annuel de 2001.
- 5. Le gouvernement de Chine convient :
  - a) que les fonds indiqués au tableau 2 représentent le financement total qui sera mis à sa disposition pour lui permettre de se conformer pleinement aux réductions et aux limites de consommation indiquées au tableau 1, et qu'aucune autre ressource du Fonds multilatéral ne lui sera accordée pour l'élimination des CFC-11 dans le secteur du tabac en Chine;
  - du protocole de Montréal, du plan sectoriel et du présent accord, la Chine assurera une surveillance précise de l'élimination et elle présentera chaque année, par le truchement de l'agence d'exécution, des rapports annuels sur l'avancement de l'exécution du plan sectoriel, lors de la première réunion du Comité exécutif;
  - de permettre et de faciliter la tenue de vérifications techniques indépendantes sous la surveillance de l'agence d'exécution et, si le Comité exécutif l'ordonne, de vérifier le respect du calendrier d'élimination des CFC-11 dans le secteur du tabac convenu au tableau 1, d'assurer la fermeture des usines et la mise aux rebuts des équipements, selon les stipulations contenues dans les programmes annuels;
  - d) que si le Comité exécutif remplit ses obligations aux termes du présent accord mais que le gouvernement de Chine n'atteint pas les niveaux de réduction indiqués au tableau 1 et ne satisfait pas aux autres exigences stipulées au présent accord, l'agence d'exécution et le Fonds multilatéral retiendront la tranche suivante de financement indiquée au tableau 2, jusqu'à ce que la consommation ait été réduite selon le niveau prescrit pour l'année visée;
  - e) d'accepter et de mettre en œuvre les mesures correctives indiquées dans le plan sectoriel, notamment : retrait des quotas, déblocage des fonds sous condition, réductions du financement du programme annuel et remboursement des sommes au Fonds multilatéral, dans le cas où elle ne respecte pas les niveaux de réduction des CFC-11 ou les autres indicateurs d'exécution;
  - f) plus particulièrement, qu'en cas de dépassement du plafond de consommation de CFC d'une année donnée le programme annuel de l'année suivante contiendra des mesures correctives pour faire en sorte que les plafonds combinés de consommation des CFC pour la période de deux ans soient respectés. Si les

limites combinées de consommation des CFC ne sont pas respectées, les fonds destinés aux programmes annuels des années suivantes peuvent être réduits.

- 6. Le Comité exécutif souhaite offrir à la Chine la souplesse maximale dans l'utilisation des fonds convenus pour respecter les exigences de réduction indiquées au tableau 1 ci-dessus. Il est entendu par le Comité exécutif que durant la mise en œuvre, dans la mesure où cela est conforme au présent accord, la Chine peut utiliser les fonds qui lui sont fournis aux termes des présentes de la manière qu'elle estime la plus appropriée pour lui permettre de réaliser le plus facilement possible l'élimination des CFC-11.
- 7. L'ONUDI a accepté d'agir à titre d'agence d'exécution dans ce projet, en échange de quoi elle percevra neuf pour cent des fonds affectés au projet aux termes du présent accord.
- 8. À titre d'agence d'exécution, l'ONUDI remplira les fonctions suivantes :
  - a) aider la Chine à préparer les programme de travail de chaque année;
  - b) analyser les programmes annuels de travail, interagir avec le SEPA, le PMO et le STMA et, si cela est jugé convenable, présenter au Comité exécutif le programme annuel de travail de chaque année, pour le SEPA;
  - c) établir des mécanismes avec le SEPA èt/ou le STMA pour réaliser le travail et communiquer les données;
  - vérifier le respect des conditions en vertu desquelles les fonds budgétisés seront débloqués chaque année, et virer les fonds vers un compte spécial ODS ouvert par le SEPA;
  - e) participer au processus de sélection des experts chargés de l'assistance technique et parrainer les candidats choisis;
  - f) participer en tant qu'observateur aux appels d'offres et à l'évaluation technique et financière des propositions qui sera effectuée par le STMA;
  - g) effectuer l'ensemble des vérifications nécessaires, notamment :
    - vérifier le respect des objectifs d'élimination et l'exécution des activités d'élimination prévues au projet;
    - ii) vérifier que les chaînes de gonflage du tabac au CFC-11 aient été effectivement démantelées et les équipements de gonflement au CFC détruits;

- s'assurer que des vérificateurs indépendants effectuent des vérifications de la mise en œuvre du programme correspondant à chaque année, et effectuent une vérification financière de l'élimination des ODS;
- h) faire rapport au Comité exécutif sur les progrès de l'exécution du projet.

### ANNEXE XIV

## STRATÉGIE ET DIRECTIVES RÉVISÉES POUR LES PROJETS CONCERNANT LE SECTEUR DU BROMURE DE MÉTHYLE

## Introduction et toile de fond

- 1. Le but de la stratégie révisée est d'assister le Comité exécutif dans l'affectation des ressources au secteur du BM pour les vingt-quatre mois à venir. À la fin de cette période, il y aurait lieu de revoir la stratégie et les directives.
- 2. Depuis l'adoption de la stratégie et des directives actuelles (intérimaires) pour les projets d'investissement dans le secteur du BM le Comité exécutif a affecté des ressources pour la préparation de 53 projets dans 43 des pays de l'Article 5, dont 41 projets de démonstration en matière de fumigation du sol et d'emmagasinage (denrées de base) et la fumigation structurelle, et trois projets d'investissement ont été approuvés à savoir : deux pour l'élimination du BM dans les parterres de semences de tabac, et un projet pour l'emmagasinage des arachides. En outre le Comité a également approuvé les activités de soutien relatives à la couverture globale. La consommation totale de BM dans ces pays est estimée à 8 500 tonnes de PAO, représentant 87% de la consommation totale dans les pays de l'Article 5 (tel que cela a été indiqué au Secrétariat de l'Ozone en 1997).
- 3. À partir d'octobre 1999, 65 pays de l'Article 5 ont ratifié l'Amendement de Copenhague au Protocole de Montréal. La base de référence pour la conformité aux normes du Protocole de Montréal concernant la consommation et la production de BM (moyenne de 1995-1998) a été déterminée pour 62 pays de l'Article 5 (dont quelques-uns n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Copenhague), selon la ventilation suivante :

Consommation (tonnes PAO)	Nombre de pays
0	18
>0 et <5	17
>5 et <30	8
>30 et <100	5
>100 et <200	6
>200 et <500	4
>500 et <1,360	4
Total	62

4. Les projets de démonstration en cours d'exécution concernant la fumigation des sols couvrent 12 différentes cultures, dont cinq ont une distribution universelle,

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe XIV Page 2

comprenant les tomates, le tabac, les cucurbitacées, les fleurs et les fraises. Alors que 13 technologies de rechange différentes sont actuellement en cours de démonstration, cinq seulement de ces technologies ont été proposées dans plus de 10 applications : produits chimiques à faible dose, solarisation du sol, culture hors sol, pasteurisation par la vapeur et bio-fumigation, toutes en combinaison avec un programme IPM (gestion intégrée des fléaux).

5. Les projets de démonstration en matière d'application à l'emmagasinage couvrent 8 denrées essentielles et structures et 11 procédés de rechange en matière de fumigation, comprenant la gestion intégrée des denrées. Cependant seules quatre technologies (phosphine seule, phosphine en combinaison avec la chaleur et le bioxyde de carbone, et la terre diatomée) sont le plus communément choisies.

## Amendement de Copenhague

- 6. Les provisions BM du Protocole de Montréal s'appliquent seulement aux pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague au Protocole. Les pays qui n'ont pas ratifié cet amendement devraient être exhortés à la faire et on devrait les informer au sujet de la disponibilité d'un financement aux Partis pour soutenir les projets de réduction pour l'élimination du BM. En vue de faciliter une plus rapide ratification de cet amendement, on pourrait rendre disponible aux pays qui n'ont pas encore ratifié l'amendement un financement des activités susceptibles de renforcer l'acquisition nationale des capacités, tel que le financement pour le transfert des informations et l'établissement d'une politique générale, pourvu qu'une lettre ait été reçue émanant de l'agence appropriée de ce pays, indiquant que celui-ci a l'intention de réaliser la ratification dans les douze mois.
- 7. En vue de faciliter une ratification plus rapide de l'Amendement de Copenhague, les réseaux régionaux du PNUE devraient se concentrer sur cette question lors de leurs réunions.

## Détermination de données de consommation de BM

- 8. Des données exactes sur la consommation de BM sont nécessaires pour : (i) calculer la base de référence (consommation moyenne durant la période 1995-1998), (ii) évaluer la capacité des Parties de l'Article 5 de remplir leurs obligations découlant du Protocole (le gel de 2002 et la réduction de 20% d'ici 2005) et (iii) déterminer les besoins techniques et financiers pour remplir ces obligations.
- 9. Pour surmonter les difficultés dans la collecte des données et l'évaluation de la base de référence, il est recommandé de comparer les données de consommation obtenues de différentes sources d'information, y compris : les données des importations obtenues auprès des départements de douanes et des importateurs; des données recueillies par le ministère de l'Agriculture (autorité réglementant l'usage des pesticides); données communiquées au Secrétariat du Fonds et de l'Ozone; données contenues dans les études des agences d'exécution; données obtenues auprès du MBTOC, et estimation des

quantités utilisées en se basant sur la zone totale de fumigation pour une culture particulière et sur un taux moyen d'application du BM.

10. Les Agences d'Exécution et Bilatérales, ensemble avec leurs homologues à l'intérieur du pays, devraient déployer tout effort possible pour recueillir les données sur la consommation de BM et sur l'historique et le mode de l'utilisation de ce produit dans le pays concerné.

#### Instruments d'intervention

- 11. Pour les pays qui utilisent peu de BM, le Fonds devrait soutenir les activités d'échange d'informations et les programmes d'assistance technique, afin de prévenir que ces pays ne commencent ou n'augmentent leur utilisation de BM ou ne deviennent dépendants de cette substance. L'accent dans ces pays doit être mis sur une facilitation du dialogue concernant la politique générale tendant à assurer la mise en œuvre des politiques prohibant l'importation et/ou l'utilisation du BM.
- 12. Pour les pays qui ont rapidement accéléré l'usage de ce produit, outre le dialogue au sujet de la politique générale et les programmes d'échange d'informations, il y a lieu d'examiner des projets spécifiques d'investissement destinés à l'élimination, afin d'assurer le respect des normes requises par le Protocole de Montréal pour le contrôle des produits nocifs à l'ozone. Les projets de démonstration, tels que définis au paragraphe 23 (a), devraient être considérés chacun en particulier. Ce paragraphe pourrait aussi s'appliquer aux nouveaux usagers qui font face à des 'circonstances spéciales 'telles que définies par le Comité exécutif.
- 13. Pour les pays qui sont des usagers traditionnels de BM, les principaux instruments d'intervention devraient être l'établissement de projets d'investissement et les activités connexes de réglementation et de politique générale, pour assurer l'élimination continue, en prenant en considération que la majorité des pays qui sont dans cette catégorie bénéficient déjà de projets de démonstration. Les projets de démonstration, tels que définis par le paragraphe 23 (a) devraient être considérés un par un.

## Les principales catégories d'utilisation

- 14. L'utilisation contrôlée de BM peut être classifiée en deux grandes catégories :
  - a) La désinfestation du sol qui représente l'usage global le plus vaste représentant 75% ou davantage total de BM dans les pays de l'Article 5. Les bénéficiaires probables des projets d'investissement pour l'élimination du BM dans ces applications dans n'importe quel pays peuvent aller d'un grand nombre de petits fermiers indépendants à des cultures bien structurées et dirigées vers l'exportation, organisées en associations tel que cela a lieu dans le secteur du tabac. Quelques-unes de ces compagnies peuvent être transnationales.

L'emmagasinage et les utilisations structurelles, qui représentent de 20 à b) 25% de l'utilisation totale du BM dans les pays de l'Article 5. Dans quelques pays de l'Article 5 cependant, l'utilisation du BM pour l'emmagasinage est l'utilisation dominante dans le pays, alors que dans d'autres pays l'utilisation du bromure de méthyle prédomine dans les fumigations structurelles. En général, la fumigation des denrées et des structures est entreprise par des compagnies spécialisées, dont plusieurs appartiennent à des corporations transnationales. Ces compagnies sont considérées comme étant bien organisées et sont par conséquent faciles à atteindre. Cependant dans certains cas, le BM est directement appliqué par le personnel qui travaille dans l'établissement à traiter (par exemple le traitement des silos, des usines et des entrepôts). Ainsi le groupe ciblé pour les projets d'investissements du BM dans cette catégorie peut inclure les propriétaires de ces établissements et les fournisseurs de services de fumigation.

## Domaines prioritaires

- 15. Le but des projets dans ce secteur devrait être de réaliser des réductions dans la consommation et la production de BM, afin d'assurer une application des dispositions de contrôle du Protocole de Montréal. Les projets devraient s'efforcer de favoriser la réalisation de ce but, par un processus qui facilite une compréhension de vaste envergure parmi les intéressés, les usagers, et les agences intéressées, de la manière dont la ou les technologies de rechange peuvent être appliquées aux usages pertinents. Là où l'efficacité globale peut être améliorée ou quand cette efficacité est viable par elle-même, on devrait considérer une gestion intégrée des fléaux de culture.
- 16. Conformément aux règles du Fonds multilatéral, la technologie de rechange la plus durable en matière de BM devrait être financée d'une manière compatible avec la stratégie nationale du pays de l'Article 5 concerné. La sélection de technologie (ies) de rechange devrait être décidée par le pays concerné et devrait comprendre, selon le cas, les agences gouvernementales, les fermiers et les associations de fermiers, ceux qui sont impliqués dans le contrôle des fléaux dans les structures et les emmagasinage, les exportateurs, les institutions de recherche, les universités et les ONG. Une approche basée sur la culture et/ou tout un sous-secteur, pour les projets de BM, pourrait être le moyen le plus efficace d'éliminer le BM.

## Désinfestation du sol

17. Par suite de leur contribution à l'usage global, les cultures suivantes, y compris les parterres de semence et les cultures de pépinières, doivent être considérées comme prioritaires dans l'établissement de projets : fleurs, tabac, tomates, fraises, cucurbitacées. Néanmoins les projets d'investissement et les projets de démonstration (tels que définis au paragraphe 23 (a)) des cultures autres que celles énumérées, peuvent être considérées dans les cas où leur utilisation dans un pays est importante et que les réductions dans

cette utilisation sont considérées essentielles pour assurer le respect des dispositions à venir dans le contrôle des substances nocives à l'ozone. À cet égard, les projets pour des cultures représentant plus de 25% de la consommation de BM dans le pays doivent être prioritaires.

- 18. Les pays de l'Article 5 qui exécutent des projets de démonstration, peuvent choisir les technologies de la meilleure viabilité démontrée pour l'élimination continue de la consommation de BM.
- 19. Ainsi alors que la viabilité de n'importe quelle technologie de rechange peut dépendre du pays, du sol et/ou de la culture, l'utilisation d'une ou d'une combinaison de plusieurs des technologies de rechange suivantes, éprouvées et viables, pour la désinfestation du sol, peut être considérée: systèmes des cuvettes de flottement; substrats; pasteurisation à la vapeur; bio-fumigation; traitements non-chimique et physique tels que l'insolation, les amendements organiques, rotation des cultures/jachère; variétés résistantes et greffes; les produits chimiques à faible dose (chloropicrine, dazomet, sodium de métham, 1-3-D, et autres pesticides) qui doivent être utilisés de manière la plus respectueuse possible de l'environnement.
- 20. Il y a lieu de considérer également d'autres technologies qui ont fait leur preuve comme des solutions de rechange appropriées au BM pour des cultures/conditions particulières (dans ces cas c'est au promoteur qu'incombe la charge de fournir les informations sur la faisabilité démontrée de la solution de rechange proposée).

#### Emmagasinage et usages structurel

21. En attendant l'achèvement des projets de démonstration dans un certain nombre de pays de l'Article 5, les technologies de rechange les plus en vue pour le remplacement du BM, pour les applications d'emmagasinage et les applications structurelles, sont : le traitement calorique (particulièrement là où une source de chaleur existe déjà dans l'installation à traiter); la phosphine seule ou la phosphine combinée au bioxyde de carbone et à la chaleur pour réduire le taux d'application; le fluorure de sulphuryl (surtout pour le bois et les produits du bois); et dans les saines pratiques générales de gestion, par la prévention, le contrôle et la surveillance. Alors que les techniques non-chimiques seraient préférables, les choix chimiques peuvent être plus efficaces dans les contextes de certains pays et/ou de certaines utilisations d'emmagasinage ou structurelles et peuvent être essentiels à l'élimination dans quelques pays.

#### Catégories de projets

22. Les gouvernement nationaux devraient soutenir les propositions de projets relatives aux choix autres que le BM par des efforts déployés à l'échelon national en vue d'établir un cadre de politiques générales qui encouragent et rattachent l'exécution des projets à la législation. La surveillance et la vérification des réalisations de projets par des

jalons permettant d'utiliser des indicateurs vérifiables objectivement, rattachés aux décaissements de fonds, devraient être institués pour assurer la mise en œuvre.

- 23. Les propositions de projets peuvent donc être catégorisées comme suit :
  - a) Projets de démonstration: En raison du temps limité pour réaliser le gel du BM, là où un projet de démonstration s'avère nécessaire par suite des circonstances particulières d'un pays/usagers, ce projet devrait être inclus comme faisant partie d'un projet d'investissement. L'obligation du pays intéressé à mettre en œuvre les mesures de politiques générales visant à éliminer l'utilisation du BM (c'est-à-dire la prohibition et les permis d'importation) doit être démontrée dans le projet.
  - b) Les projets d'investissement: Les projets dont l'objectif principal est de réduire et finalement d'éliminer la consommation de BM dans les secteurs ou les utilisations où il existe des technologies de rechange efficaces et clairement éprouvées. Ces projets devraient être accompagnés d'un ensemble de mesures de politiques générales, prises par le pays pour s'assurer que l'utilisation éliminée n'a pas simplement été remplacée par une augmentation par d'autres usagers peu de temps après l'achèvement des projets (c'est-à-dire l'application des prohibitions et des restrictions d'importation). Les projets d'investissements doivent comporter une forte composante d'évaluation et d'information, pour assurer que les résultats de ces projets soient largement diffusés et compris tant dans le pays lui-même que dans les pays où il existe des cultures ou des usages de BM similaires.
  - c) Projets de non-investissement: Ce sont des projets mettant l'accent sur la génération et la distribution d'informations et/ou l'éducation des intéressés, et la fourniture d'assistance, là où le besoin s'en fait sentir, sur la création d'instruments de politique générale pour restreindre ou prohiber l'usage et/ou l'importation de BM.

## Modèle possible pour l'élaboration des projets

- 24. Le processus d'élaboration des projets doit être ouvert et transparent, pour permettre la participation de toute expertise appropriée disponible dans un pays. En tant que distinct de l'élimination d'autres substances appauvrissant la couche d'ozone, le processus pour le développement de projets tendant à l'élimination de BM, devrait prendre en considération les traits uniques suivants :
  - a) Le BM est une substance de fumigation très puissante et très toxique, qui peut anéantir une vaste gamme de fléaux, maladies et semences de mauvaises herbes. Jusqu'à ce jour, il n'existe pas d'autre choix unique d'un rapport coût-efficacité convenable, pouvant remplacer cette substance dans toutes ses applications;

- b) L'adoption de nouvelles technologies dans les activités relatives à l'agriculture implique des changements dans les pratiques et les attitudes traditionnelles, et couvre un grand nombre d'utilisateurs finaux;
- c) Le risque associé à la mise en œuvre de technologies de rechange est intrinsèquement plus élevé dans les processus industriels, à cause des variations climatiques et de fléaux/cultures et exige donc d'être évalué et géré avec soin, tenant compte que le groupe ciblé est celui des fermiers individuels qui ont une aversion légitime pour les risques;
- d) Contrairement à d'autres secteurs où il serait suffisant de changer seulement les équipements de fabrication pour assurer l'élimination au moyen d'une seule action, l'élimination du BM doit intervenir à chaque cycle de culture et/ou à chaque traitement des fléaux. La question de la possibilité d'un retour, reprenant l'usage du BM, doit être un élément dont il faut tenir compte dans le projet (exemple par des restrictions à l'importation, des prohibitions d'usages spécifiques et l'imposition de taxes).
- 25. S'il y a lieu des ateliers impliquant les principaux intéressés (tels que les importateurs de BM, les fournisseurs de technologies de rechange, les agences pertinentes de gouvernement, les fermiers et les associations de fermiers, les compagnies de fumigation utilisant le BM, les institutions/universités de recherche et les ONG) doivent être organisés au début des activités dans un pays pour décider des technologies de rechange les plus appropriées. Les personnes-ressources devraient être choisies dans la mesure du possible parmi les experts locaux ou les experts de zones agricoles proches afin d'éviter toutes barrières culturales.
- 26. Les fléaux ciblés devraient être déterminés et l'on devrait discuter les technologies de rechange disponibles sur la base de leurs coûts et profits, y compris les impacts sur l'environnement et la santé des humains.
- 27. La capacité institutionnelle devrait être en place pour permettre que les technologies de rechange utilisées dans un projet d'investissement soient adoptée à l'échelle nationale. Il y aurait également lieu de démontrer que le pays concerné est engagé à prendre une série de mesures de politique générale tendant à éliminer l'utilisation du BM (exemples: étiquetage des denrées produites sans BM, taxes et droits sur l'importation de BM, enregistrement obligatoire par les commerçants et fermiers utilisant le BM, calendrier d'élimination du BM) comme il est engagé à appliquer les méthodologies de rechange sur une base permanente et aussi longtemps qu'il est nécessaire. Les fermiers doivent être aussi engagés à apporter des réductions continues à l'utilisation du BM.
- 28. Les intéressés doivent participer à la mise en œuvre des projets, à un examen périodique des résultats, à l'évaluation finale des projets et à leur potentiel, si nécessaire, aux fins d'une plus large application dans le pays. Un état des faits résumant les résultats

UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/44 Annexe XIV Page 8

des projets devraient être préparée (aux fins de la diffusion sur une large échelle tant dans le pays que dans d'autres pays) y compris une analyse du rapport coût/bénéfice.

- 29. Les Agences d'Exécution ou les Agences Bilatérales devraient tenir des discussions avec les agences gouvernementales compétentes, y compris le Bureau de l'Ozone, au sujet de l'exécution du projet; elles devraient aussi travailler avec les organisations pertinentes comme la FAO, les services nationaux et/ou régionaux de recherche et de vulgarisation agricole, des organisations de manutention des grains, et autres.
- 30. Il sera essentiel de réaliser une coordination poussée du travail et de mettre en commun les informations entre les Agences d'Exécution et les Agences Bilatérales, afin d'éviter des doubles emplois coûteux dans les projets, et d'assurer la réalisation la plus effective et la plus efficace de l'assistance technique et financière par le Fonds Multilatéral.

## Catégories des coûts différentiels pour l'élimination du BM

31. Le Fonds multilatéral couvre les coûts différentiels requis pour l'élimination de la consommation et/ou de la production des substances contrôlées en vertu du Protocole de Montréal. Le caractère différentiel des coûts résulte d'une comparaison entre les coûts appliqués à la technologie de rechange la plus efficace en matière de coûts, qui soit environnementalement compatible et économiquement viable et qui soit une technologie éprouvée, avec une base existante de référence. La base de référence dans ce cas comprendrait le coût évalué du BM et de la mise en place de la technologie et des infrastructures disponibles pour l'application de cette technologie.

## Critères d'éligibilité

- 32. Les pays qui n'ont pas utilisé de Bromure de méthyle à des fins contrôlées durant la période 1995-1998, ne seront pas admissibles à un financement quelconque des projets d'investissement. Cependant, on pourrait prendre en considération une assistance aux projets ne comportant pas d'investissement, pour mettre en place spécifiquement des mesures tendant à empêcher les importations de BM afin d'assurer le respect des exigences du Protocole.
- 33. Le montant de la subvention admissible pourrait être réduit selon la proportion du produit fini exporté vers des pays autres que ceux de l'Article 5. Lorsque les exportations vers des pays autres que ceux de l'article 5 représentent 25% ou moins du produit fini total (tel que fleurs, légumes, fruits, etc.), la subvention totale admissible ne sera pas réduite. Le montant de la subvention admissible serait réduit par la participation des entreprises multinationales de pays de l'article 2 à la production de cultures, au stockage et à la transformation de biens et aux structures. Les agences d'exécution devraient collaborer avec les pays et inclure, dans leus propositions de projets, un engagement

spécifique à réduire de manière permanente, la consommation nationale globale de bromure de méthyle contrôlé, à partir de niveaux spécifiques et dans des délais précisés. Les grands projets devraient continuer de contenir des dispositions relatives au financement échelonné après réalisation et maintien d'objectifs de réduction nationaux spécifiques. Le projet proposé et les engagements y relatifs seront examinés par le Comité exécutif.

## Définition des catégories de coûts différentiels

- 34. Les coûts différentiels pour les projets d'investissement concernant le bromure de méthyle devraient être généralement déterminés selon la méthode suivie habituellement pour tous les projets du Fonds multilatéral (c'est-à-dire coûts d'investissement de la conversion, plus coûts/économies différentiels d'exploitation pour une période à déterminer). Cependant certaines considérations spécifiques pourraient être prises en compte, notamment :
  - a) le transfert des connaissances relatives à la technologie de rechange proposée est une composante importante de tout projet d'investissement concernant le bromure de méthyle; il y a lieu de tenir compte, dans certains cas, du transfert de connaissances qui a déjà été commencé par le truchement des projets de démonstration;
  - b) de l'équipement et/ou du matériel de production agricole pourraient être nécessaires pour la mise en œuvre de certaines technologies de rechange concernant le BM;
  - c) Selon la technologie choisie, les coûts différentiels peuvent comprendre les coûts d'exploitation ou peuvent donner lieu a des économies d'exploitation.
- 35. Les considérations spécifiques mentionnées au paragraphe qui précède peuvent être révisées par le Comité exécutif à sa deuxième réunion en 2002 à la lumière de l'expérience acquise dans les projets d'investissement.